

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

n° 31 – 24 juin 2024

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



SPARTACUS



RED UTOPIA ROJA



coll'ère
TEMPS

NewPolitics

Entre les lignes entre les mots
un blog de culture, de lettres, de cinéma, de littérature et de théâtre



LES utopiques
CENTRE DE RÉFLEXIONS

À l'encontre
La Bièvre

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: [https://entre-](https://entre-leslignesentrelesmots.blog/)

[leslignesentrelesmots.blog/](https://entre-leslignesentrelesmots.blog/)

Europe solidaire sans frontières: [www.europe-solidaire.](http://www.europe-solidaire.org)

[org](http://www.europe-solidaire.org)

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de

luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>

24 JUIN 2024

ISBN: 979-10-399-025-64

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures: DR et collections particulières.

Du n° 1 (3 mars 2022, soit neuf jours après le début de l'invasion) au n° 30 (4 juin 2024), les Brigades éditoriales de solidarité ont publié 30 numéros soit quelque 726 articles sur 3152 pages.

Nous avons également publié deux brochures en téléchargement: *Marko Bocjun, un marxiste ukrainien*; *Bilkis, un groupe féministe ukrainien*; 1 bande dessinée (en téléchargement): *Une «ostarbieter» de 3 ans*.

Ainsi que six livres: *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* (Brigades éditoriales de solidarité); *Solidarité syndicale en temps de guerre* (Réseau syndical de solidarité et de luttes); *Maksym Butkevych* (Comité français du Réçu); *L'Ukraine insurgée* (Brigades éditoriales de solidarité); *L'Ukraine en toutes lettres* (Brigades éditoriales de solidarité, traduit et publié en italien par les éditions Utopia Rossa); *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine* (Bernard Dréano).

Sans oublier deux numéros de revues axées sur l'Ukraine: *Les Utopiques* (Union syndicale Solidaires) et *ContreTemps*.

À cela s'ajoutent quatre livres en ukrainien pour le compte de la maison d'édition ukrainienne en exil Medusa, l'organisation d'un salon du livre ukrainien avec le Comité français du Réçu... et la participation régulière au Comité français du Réçu.



Table des matières

POUR SOUTENIR L'UKRAINE, BATTRE LE RN! MARIANA SANCHEZ 5	
VAINCRE POUTINE: LES ÉVOLUTIONS POSITIVES DE LA GAUCHE FRANÇAISE DÉCLARATION DE SOTSIALNYI RUKH 6	
DÉFENDRE L'UKRAINE ET COMBATTRE LE RN: MÊME COMBAT COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE 7	
LA BATAILLE DE TCHASSIV YAR EMBLÉMATIQUE DE LA NOUVELLE DONNE MILITAIRE? ANTOINE RABADAN 9	
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	
UNE PAIX POPULAIRE, PAS UNE PAIX IMPÉRIALE 12	
CONFÉRENCE SYNDICALE DE BERLIN: « LUTTER POUR LES DROITS SOCIAUX MÊME EN TEMPS DE GUERRE » ANGELA HERMANN ET WILFRIED JUSTIN 16	
PENDANT LA GUERE LA LUTTE CONTINUE	
SYNDICATS CONTRE GUERRE ET LIBÉRALISME YVES SANCEY 20	
INFIRMIÈRES EN DÉTRESSE YULIA GUCH 22	
MAIS QUE VEUT NINA ? SOIS COMME NINA 27	
TRAVAILLEUSES SOCIALES EN TEMPS DE GUERRE ALEXANDER KITRAL 30	
CHRONIQUES DES ÉVÉNEMENTS COURANTS 36	
RECU DE L'HOMOPHOBIE MAIS LOIN ENCORE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS LAURENT VOGEL 42	



L'APPEL À PARTICIPER À LA MARCHÉ DE L'ÉGALITÉ DU 16 JUIN

49

MARCHE LGTB POUR L'ÉGALITÉ À KYIV

51

ÉCLAIRAGES

RÉFORME AGRAIRE ET AGRICULTURE EN UKRAINE EN TEMPS DE GUERRE

ENTRETIEN AVEC NATALIA MAMONOVA PAR IRYNA ZAMURUYEVA

54

LA DRAMATIQUE ERRANCE DES DÉSERTEURS, INSOUIS ET OBJECTEURS DE CONSCIENCE RUSSES

DANIEL GUERRIER

63

RETOUR VERS LE FUTUR

L'HÉRITAGE PROGRESSISTE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'UKRAINE (1917-1921)

VLADYSLAV STARODUBTSEV

66

PRISES DE POSITION

6 JUIN 2024: BIENVENUE ET MERCI POUR VOTRE RÔLE DANS LA DÉFAITE DU NAZISME!

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

79

« LA CHOSE LA PLUS IMPORTANTE EST L'AUTO-ORGANISATION »

ENTRETIEN AVEC ALEXANDER KITRAL

83

UKRAINE-PALESTINE: CAUSE COMMUNE?

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

85

BOITE ALERTE

POÉSIE UKRAINIENNE DANS LA GUERRE

PRÉSENTÉ ET TRADUIT PAR VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

90

NOTE DE LECTURE

CATHERINE SAMARY

92



Pour soutenir l'Ukraine, battre le RN !

MARIANA SANCHEZ¹

Nos amis de l'organisation anticapitaliste ukrainienne Sozialnyi Rukh ont bien compris l'enjeu des élections françaises des 30 juin et 7 juillet : outre les conséquences pour les citoyennes et citoyens français et les milliers de migrant·es vivant en France, l'avènement au pouvoir d'un énième gouvernement d'extrême droite en Europe – après la Hongrie, l'Italie, la Finlande, les Pays-Bas... – resserre aussi l'étau autour de l'Ukraine. Ils et elles ont ainsi salué la constitution du Front populaire, rassemblement d'une gauche dont ils et elles se réclament, seul rempart crédible face aux idées nationalistes et xénophobes du Rassemblement national et de ses cousins de Reconquête, tout en soulignant les engagements pris par ce programme sur l'Ukraine² – et l'évolution de la position de certain·es à gauche par rapport au droit du peuple ukrainien à se défendre.

1. Mariana Sanchez est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

2. Le Nouveau Front populaire s'engage à « défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen. Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et pour qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison des armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisine des avoies des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international et l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires. Dans un contexte international de graves tensions et de retour de la guerre sur le continent européen, œuvrer au retour de la paix ».

Le Rassemblement national a, on le sait, des liens étroits avec la Russie de Poutine. Non seulement sa cheffe a visité la Russie et fait allégeance au tyran pour recevoir des prêts (faut-il rappeler l'opacité des conditions de l'emprunt de 9 millions d'euros accordé par la banque tchéco-russe First Czech-Russian Bank au RN en 2022?), mais au moins 15 candidat·es investi·es par son parti à ces législatives ont effectué, avant 2022, des missions d'observation électorales pour la Russie ou des visites à haut niveau à Moscou, ils ont été aussi les piliers d'associations faisant la pub du régime de Vladimir Poutine³.

Le RN présente plusieurs candidats connus comme étant favorables au Kremlin : dans le Cher, par exemple, l'avocat de 33 ans Pierre Gentillet, chroniqueur sur CNews, fondateur du « cercle Pouchkine », plateforme destinée à rapprocher la Russie et la France, proche de Thierry Mariani – lui-même réélu eurodéputé il y a dix jours – et de son association Dialogue franco-russe... Autre ami de Vlad soutenu par le RN, le maire LR de Maisons-Laffitte, Jacques Myard, dans les Yvelines, habitué des voyages en Crimée ou en Syrie, il a critiqué les sanctions contre Moscou, assurant que « Poutine n'est pas le seul fauteur et seul responsable de cette guerre ». Dans le Val-d'Oise, Sébastien Meurant, ex-sénateur LR passé chez Zemmour, a organisé au Sénat une « réunion » avec des parlementaires sur le conflit ukrainien, qui était diffusée en direct sur une chaîne ukrainienne pro-russe⁴.

Comme le Comité français du RESU, nous ne pouvons, nous, soutenir de l'Ukraine résistante, rester indifférents face à ce scrutin. Le RN, on le sait,

3. Marine Turchi et Lou Osborn, « Législatives : quinze candidats RN ont entretenu des liens directs avec la Russie de Poutine », *Mediapart*, 18 juin 2024.

4. *Sud-Ouest*, 18 juin 2024.



est plus préoccupé par le sort de son ami et protecteur Poutine que par celui du peuple ukrainien!

Que celles et ceux qui nous lisent, comme nos ami·es ukrainien·nes, gardent bien en mémoire ce qu'a dit et surtout voté le parti de Marine Le Pen sur l'Ukraine: depuis le début de la guerre, si le RN a officiellement condamné l'offensive russe cela s'est accompagné de l'opposition régulière aux sanctions économiques à l'encontre de Moscou, dont elle réclame l'abandon; en juin 2023, une commission d'enquête parlementaire sur les ingérences étrangères a décrit le RN comme une «courroie de transmission efficace» de la propagande russe en France (notamment lors de l'invasion de la Crimée en 2014).

Avec un Premier ministre lepéniste et une Assemblée nationale dominée par le RN, c'est le refus de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, c'est le ralentissement, la mise sous conditions, voire le tarissement garanti d'une aide militaire sans laquelle l'Ukraine ne tient plus. Jordan Bardella a ainsi affirmé lors du récent salon de l'armement Eurosatory, que, lui au pouvoir, ce serait la fin des livraisons de Mirage, l'interdiction d'utilisation des missiles de longue portée... Bardella a aussi déclaré: «Je n'entends pas livrer notamment des missiles longue portée ou des armes qui pourraient permettre à l'Ukraine de frapper le territoire russe.» Surtout ne pas frapper l'ami russe... c'est ça, l'obsession de l'extrême droite française.

Soutenir la résistance du peuple ukrainien, c'est, le 30 juin et le 7 juillet, battre le RN et exiger que les engagements du programme du Nouveau Front populaire sur l'Ukraine soient respectés. Ce n'est pas le RN qui exigera l'annulation de la dette, demain, et encore moins une paix juste et durable avec le retrait des troupes russes de tout le territoire!



Vaincre Poutine: les évolutions positives de la gauche française

DÉCLARATION DE SOTSIALNYI RUKH¹

Une crise politique aiguë se déroule en France. Le président Emmanuel Macron a dissous le Parlement et convoqué des élections anticipées. L'extrême droite, ayant obtenu près de 40 % des voix lors des récentes élections au Parlement européen, a de réelles chances d'arriver au pouvoir et de former un gouvernement.

Face à cette menace, la gauche de la 5^e République a mis de côté ses divergences et s'est unie au sein du Nouveau Front populaire. Il est à noter que cette coalition regroupe des partis qui avaient des positions opposées sur la guerre en Ukraine. Par exemple, le Parti communiste et La France insoumise ont appelé à plusieurs reprises à un cessez-le-feu immédiat, à des pourparlers de paix et à des compromis, et se sont donc opposés à la livraison d'armes. En revanche, le centre gauche et les militants anticapitalistes ont soutenu la lutte armée de l'Ukraine contre l'impérialisme russe dès le début de l'invasion.

En fin de compte, les efforts des militants solidaires avec les Ukrainiens ont conduit à l'adoption d'une position commune de la gauche, qui assure un soutien sans équivoque à la résistance ukrainienne:

Faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et l'obliger à répondre de ses crimes devant la justice internationale: défendre résolument la

1. 21 juin 2024.

souveraineté et la liberté du peuple ukrainien et l'intégrité de ses frontières en fournissant les armes nécessaires, en annulant la dette extérieure de l'Ukraine, en confisquant les biens des oligarques qui contribuent aux actions militaires russes dans le cadre autorisé par le droit international, en envoyant des Casques bleus pour assurer la sécurité des centrales nucléaires et en œuvrant à l'instauration d'une paix juste pour l'Ukraine.

Nous nous félicitons de l'adoption de ces thèses, qui semblent être une réponse immédiate de tout mouvement progressiste à l'invasion russe.

Alors que les forces d'extrême droite gagnent en influence dans toute l'Europe, l'unité de la gauche avec l'Ukraine est un facteur vital pour soutenir les valeurs démocratiques et la justice internationale.

Défendre l'Ukraine et combattre le RN: même combat

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE¹

L'arrivée du RN au gouvernement en France serait un atout majeur pour Poutine, ferait son jeu, apporterait un appui à Trump, et pourrait avoir, en aggravant ou en relançant les restrictions, hésitations et ambiguïtés des gouvernements occidentaux, des implications directes sur le déroulement de la guerre. Le destin du peuple ukrainien résistant à l'invasion impérialiste russe et le destin du peuple français

confronté à une crise de régime majeure offrant la possibilité au RN de gouverner, sont aujourd'hui liés.

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine affirme que la défense de l'Ukraine et le combat pour empêcher le RN d'accéder au pouvoir en France sont liés.

Il constate que le programme du Nouveau Front populaire est clair sur l'Ukraine. Voici le passage qui la concerne :

Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen. Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et pour qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisine des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires. Dans un contexte international de graves tensions et de retour de la guerre sur le continent européen, œuvrer au retour de la paix.

En conséquence, le Comité français du RESU appelle à soutenir aux élections législatives françaises les candidats du Nouveau Front populaire, et, si nécessaire, à leur rappeler leur programme, pour battre la première force poutinienne du pays qu'est le Rassemblement national.



1. 19 juin 2024.



La bataille de Tchassiv Yar emblématique de la nouvelle donne militaire ?

ANTOINE RABADAN¹

La situation sur Tchassiv Yar qui est le point incandescent de l'offensive russe sur le front fait l'objet de la vidéo dont voici le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=y3MATcIglRk>. Elle s'arrête sur les verrous que constituent les quatre ponts qui sont les passages obligés pour les Russes afin de conquérir une ville que les Ukrainiens tiennent fermement : ils bénéficient en effet de deux avantages essentiels, dont l'occupation des hauteurs qui ferment l'accès à la ville depuis l'est et depuis lesquelles ils soumettent à une puissance de feu des plus destructrices les tentatives russes d'avancer sur lesdits ponts. L'autre avantage tactique concerne ces quatre ponts qui constituent, par définition, des entonnoirs obligeant les unités russes à se concentrer pour tenter d'y accéder et par là les transforment en cibles exposées à être détruites en masse.

L'effet combiné de ces deux avantages opérationnels explique pourquoi la tentative de diversion sur Kharkiv, qui visait à amener les Ukrainiens à dégarnir la défense sur Tchassiv Yar, se solde, à ce jour,

1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Voir également « Les faux-semblants de la bataille de Kharkiv », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 30.

par un double échec cuisant aux deux endroits pour un Poutine obnubilé, quel qu'en soit le coût humain, à faire sauter le verrou constitué par Tchassiv Yar. Laquelle ville, une fois prise, ouvrirait la voie vers Kramatorsk et Sloviansk, ce qui signerait la conquête quasiment totale de l'oblast de Donetsk, annexé en 2022 mais incomplètement occupé par les Russes, et donc du Donbass. Intolérable pour l'image du dictateur conquérant. Mais cette victoire à monter en épingle en interne de la Russie, lui échappe et, avec l'arrivée des nouvelles munitions alliées, devient de plus en plus difficile à obtenir ! D'autant que l'arrivée très prochaine des avions F16 livrés par les Pays-Bas et le Danemark vont peser lourdement, dans cette zone du Donetsk et dans d'autres points du front, pour limiter la puissance de feu aérienne de l'envahisseur, feu aérien dont souffraient jusqu'ici énormément des Ukrainiens en sous-armement. On notera la particularité que ces deux pays européens fournisseurs d'avions donnent carte blanche pour aller « taper » dans la profondeur du territoire russe où, jusqu'à maintenant, les lanceurs de missiles et les bombardiers lanceurs de bombes planantes, perpétraient confortablement leurs crimes contre les populations civiles comme contre les forces armées en étant hors d'atteinte des défenses ukrainiennes. L'actuelle montée en puissance des attaques de Kyiv contre les divers systèmes de radars russes, souvent parmi les plus sophistiqués, installés loin du front, est probablement annonciatrice de la volonté de sécuriser au maximum l'utilisation de ces nouveaux avions.

Pour revenir à la bataille de Tchassiv Yar, on peut dire qu'elle est, loin de tout le battage médiatico-propagandiste qui continue sur la prise par les Russes de tel ou tel village au bout de combien de temps et avec combien de pertes, une clé de compréhension importante de la nouvelle situation qui devrait



concerner de proche en proche, espérons-le, avec l'arrivée en flux continu de l'aide militaire occidentale, toute la ligne de front. Nouvelle situation qui, dans l'immédiat, consiste en un renforcement décisif des lignes défensives. Condition première pour que, en permettant, entre autres, de mettre en œuvre le renforcement absolument incontournable des effectifs de l'armée aptes à l'utilisation de ces nouveaux armements, une nouvelle offensive de reconquête de territoire, puisse être envisagée.

Voir «Guerre en Ukraine: à Tchassiv Iar, une bataille stratégique pour Kiev comme pour Moscou», *France Info*, avril 2024.



**SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**

Une paix populaire, pas une paix impériale

Déclaration commune d'organisations
écosocialistes, libertaires, féministes, écologistes
et de groupes en solidarité avec la résistance
ukrainienne et pour une reconstruction sociale et
écologique autodéterminée de l'Ukraine¹.

Le gouvernement suisse organisera les 15 et 16 juin 2024 une conférence internationale pour un processus de paix en Ukraine sur la montagne Bürgenstock, près de Lucerne. Le gouvernement ukrainien soutient cette conférence.



Cette conférence a lieu dans une phase décisive de la guerre. Depuis des mois, les forces d'invasion russes trouvent des failles dans les défenses ukrainiennes. L'armée ukrainienne les colmate au prix de lourdes pertes. Les dirigeants russes ont annoncé une grande offensive et attaquent les habitants de Kharkiv, une ville qui compte plusieurs millions d'habitants.

Nous soutenons toutes les mesures en faveur d'une paix qui permette au peuple ukrainien de reconstruire son pays de manière autodéterminée. La paix exige le retrait complet des forces d'occupation russes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Dans cette optique, nous espérons que la conférence de paix en Suisse contribuera au rétablissement de la souveraineté de l'Ukraine.

1. Cette déclaration a été lancée conjointement par Sotsialnyi Rukh en Ukraine, Posle Media Collective en Russie, Bewegung für den Sozialismus / Mouvement pour le Socialisme et solidaritéS - mouvement anticapitaliste, féministe, écosocialiste en Suisse, *Emanzipation - Zeitschrift für ökosozialistische Strategie* (DE, AT, CH). Juin 2024.

Les conditions pour y parvenir sont extrêmement difficiles. Les représentants du régime de Poutine déclarent régulièrement qu'ils ne reconnaissent pas une Ukraine indépendante et nient l'existence du peuple ukrainien. Le régime de Poutine poursuit un projet de Grande Russie. Il soumet la population des territoires occupés par la terreur et vise à éradiquer la culture ukrainienne. Le régime au pouvoir en Russie commet régulièrement des crimes de guerre contre la population ukrainienne.

L'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, ne remet pas seulement en question l'indépendance de l'Ukraine. Elle encourage également d'autres régimes autoritaires à menacer les populations voisines, à occuper des territoires et à expulser massivement les personnes. Afin d'éviter toute résistance chez elle, l'armée russe recrute désormais aussi des citoyens de pays voisins et du Sud pour servir de chair à canon.

En raison de la résistance massive – et surprenante – de la population ukrainienne, les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont commencé à soutenir l'armée ukrainienne dans sa défense contre les forces d'occupation russes. Cependant, ils soutiennent l'Ukraine pour affirmer leurs propres intérêts dans la rivalité impérialiste mondiale. Les États-Unis visent à affaiblir leur homologue russe tout en montrant leur force face à la Chine, puissance montante, et en donnant le ton aux puissances européennes qui sont à la fois partenaires et rivales. Mais bien que le Congrès américain ait finalement approuvé le 20 avril 2024 un programme d'aide pour l'Ukraine, qui avait été bloqué par le Parti républicain pendant neuf mois, le soutien à l'Ukraine est toujours resté sélectif et insuffisant.

De même, les sanctions économiques qui ont été imposées par les gouvernements de l'UE et des

États-Unis contre la Russie et les représentants du régime de Poutine sont sélectives, mal ciblées et insuffisantes. Elles n'empêchent pas la Russie de continuer à exporter du pétrole et du gaz, ainsi que d'autres matières premières stratégiquement importantes, pour remplir son trésor de guerre. Certains pays européens ont même considérablement augmenté leurs importations de GNL en provenance de Russie depuis le début de la guerre. D'autres, comme l'Autriche, achète plus de 90 % de leurs importations de gaz naturel à la Russie. Les gouvernements de ces pays obligent les consommateurs de gaz à financer la guerre de Poutine contre la population ukrainienne.

Le gouvernement suisse, hôte de la conférence de paix, n'a pas seulement accordé des allègements fiscaux aux oligarques russes depuis des décennies, il a également refusé de confisquer les biens de ces oligarques depuis le début de l'invasion russe. En tant que plaque tournante majeure du commerce international des matières premières, la Suisse offre depuis de nombreuses années aux capitaux russes d'excellentes possibilités de s'enrichir. De nombreux politiciens bourgeois ont volontiers accueilli ces entreprises en Suisse. Par la vente de produits à double usage, la Suisse contribue à l'équipement de la machine de guerre russe. Enfin, le secteur financier suisse facilite le commerce du pétrole russe.

Aux États-Unis comme en Europe, de plus en plus de voix s'élèvent au sein de l'establishment politique et économique pour lier leur soutien à l'Ukraine à certaines conditions. Leur objectif est de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle cède de vastes territoires et plusieurs millions de personnes au régime de Poutine. Une telle paix, imposée par les grandes puissances impériales, renforcerait le régime de Poutine et ne parviendrait pas à jeter les bases d'une reconstruction démocratique durable de l'Ukraine.

Nous avons besoin d'une paix qui soit basée sur les intérêts du peuple et des travailleurs en Ukraine et en Russie avec leur soutien. Une telle perspective ne peut aboutir que si les syndicats, les organisations de femmes, les initiatives environnementales et autres organisations de la société civile d'Ukraine et de Russie jouent un rôle de premier plan dans les pourparlers de paix.

L'occupation est un crime!

Nous sommes guidés par les principes d'autolibération, d'émancipation et d'autodétermination de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés, au-delà de toutes considérations géopolitiques. En ce sens, nous sommes également solidaires du peuple palestinien, qui lutte pour son autodétermination depuis des décennies. De même, nous soutenons les peuples kurde et arménien et tous les autres peuples menacés d'occupation, d'oppression nationale et culturelle.

Sur la base de notre positionnement, soutenant la résistance ukrainienne contre l'occupation russe, nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socioécologiques radicales et, à terme, pour une transformation écosocialiste de l'ensemble du continent européen dans une solidarité globale.

En soumettant cette déclaration à la discussion, nous voulons contribuer à un processus transnational de compréhension et de clarification politique entre les forces de gauche qui partagent ces convictions importantes dans toute l'Europe et au-delà.



Douze principes pour une paix juste en Ukraine au sein d'une Europe basée sur la solidarité et l'écologie

Nous, les organisations et initiatives soussignées, voulons promouvoir un processus de paix qui adhère aux douze principes suivants :

1) La réalisation d'une paix socialement juste et écologiquement durable exige le retrait inconditionnel et complet des forces d'occupation russes de l'Ukraine et le retour de l'ensemble du territoire dans ses frontières internationalement reconnues.

2) La Russie détruit systématiquement les villes, les infrastructures et l'environnement pour démoraliser la population et déclencher une grande vague de réfugiés. Contre cette terreur quotidienne, nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » soutiennent l'Ukraine dans la protection de sa population et de ses infrastructures contre les bombardements et les attaques de missiles par la puissance d'occupation russe. Nous sommes favorables à un soutien humanitaire, économique et militaire massif des États riches d'Europe en faveur de l'Ukraine. La population ukrainienne a besoin de toute urgence d'être protégée des bombes et des roquettes russes.

3) Nous nous opposons aux tentatives des gouvernements « occidentaux », des représentants de l'OTAN et de l'UE de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle fasse des concessions massives à la puissance occupante russe. Nous nous opposons à l'idée que l'Ukraine doive céder plusieurs millions de concitoyens au régime de Poutine. C'est au peuple ukrainien de décider comment faire face à cette situation atroce d'occupation permanente, voire croissante. Nous soutenons la résistance armée et non armée des Ukrainiens contre la puissance occupante russe.



4. Nous demandons que tous les Russes qui refusent le service militaire bénéficient d'un statut de résident sûr dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord. La désertion massive est importante pour affaiblir la machine de guerre russe.

5. Nous soutenons la lutte politique des syndicats ukrainiens, des organisations de femmes et des initiatives environnementales contre les politiques néolibérales anti-ouvrières du gouvernement du président Volodymyr Zelensky. Ces politiques sapent la défense socialement étendue de l'Ukraine



contre l'occupation russe et rendent impossible une reconstruction socialement juste et écologiquement durable.

6. Nous sommes solidaires du mouvement anti-guerre, de l'opposition démocratique et des luttes ouvrières indépendantes en Russie. Nous sommes également solidaires des nationalités opprimées en Russie qui souffrent particulièrement de la guerre et luttent pour leur autodétermination. C'est leur jeunesse qui est exploitée comme chair à canon par le régime de Poutine. Ces mouvements sont déterminants pour parvenir à une paix juste et à une Russie démocratique.

7. La Russie a emprisonné de nombreuses personnes originaires d'Ukraine en tant que prisonniers politiques. Beaucoup ont été condamnés à des décennies de prison et de camps pénitentiaires. Nous exigeons leur libération inconditionnelle. Nous exigeons que la Croix-Rouge internationale soit autorisée à maintenir un contact régulier avec tous les prisonniers de guerre. La libération des prisonniers de guerre est une condition préalable à toute paix juste.

8. La Russie doit payer des réparations au peuple ukrainien. Les oligarques de Russie et d'Ukraine doivent être expropriés. Leurs biens doivent être mis à disposition pour la reconstruction de l'Ukraine et, après la chute du régime de Poutine, du développement démocratique de la Russie.

9. Nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » annulent immédiatement la dette financière de l'Ukraine. C'est une condition cruciale pour la reconstruction démocratique du pays. Les États riches d'Europe et d'Amérique du Nord doivent mettre en place des programmes de soutien complets et étendus en faveur du peuple ukrainien et de la reconstruction de son pays. Cette reconstruction

doit se faire sous le contrôle démocratique de la population, des syndicats, des initiatives environnementales, des organisations féministes et des quartiers organisés dans les villes et les villages.

10. Nous nous opposons à tous les projets des gouvernements européens et nord-américains, des organisations internationales, qui visent à imposer un programme économique néolibéral au peuple ukrainien. Cela prolongerait et aggraverait la pauvreté et la souffrance. Nous dénonçons également tous les efforts visant à vendre les biens et les actifs de la population ukrainienne à des sociétés étrangères. La récupération et la réorganisation de l'agriculture, de l'industrie, des systèmes énergétiques et de l'ensemble de l'infrastructure sociale doivent servir à la transformation socioécologique de l'Ukraine, et non à la fourniture de main-d'œuvre, de céréales et d'hydrogène bon marché aux pays d'Europe de l'Ouest.

11. Un soutien militaire efficace de l'Ukraine ne nécessite pas une nouvelle vague d'armements. Nous nous opposons aux programmes de réarmement de l'OTAN et aux exportations d'armes vers des pays tiers. Au contraire, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord doivent fournir, à partir de leurs énormes arsenaux existants, les armes qui aideront l'Ukraine à se défendre efficacement. En ce sens, nous demandons que l'industrie de l'armement ne serve pas au profit du capital. Au contraire, nous voulons travailler à l'appropriation sociale de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit servir les intérêts immédiats de l'Ukraine. En même temps, pour des raisons écologiques sociales et urgentes, nous soulignons l'impératif de convertir démocratiquement l'industrie de l'armement en une production socialement utile à l'échelle mondiale.



12. Nous voulons lancer un débat sur une réorganisation radicale de l'Europe. Nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socioécologiques radicales et ultérieurement pour une transformation écosocialiste fondamentale de l'ensemble du continent européen dans la solidarité mondiale. Dans ce cadre, nous soutenons la volonté du peuple ukrainien d'adhérer à l'UE, même si nous rejetons les fondations néolibérales de l'UE qui appauvrissent des millions de personnes et favorisent un développement inégal en Europe. Nous prenons la perspective d'une adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est comme une occasion de réfléchir ensemble à la manière dont un changement socioécologique radical peut être initié dans toute l'Europe, notamment par une stratégie énergétique commune, une reconversion industrielle écologique, des systèmes de retraite par répartition, une réglementation sociale du travail, une politique migratoire solidaire, des paiements de transferts interrégionaux et une sécurité militaire accompagnée d'une reconversion de l'industrie de l'armement. Les forces syndicales, féministes, écologiques, antiautoritaires et socialistes d'Europe de l'Est devraient jouer un rôle important dans ce débat.



Conférence syndicale de Berlin: « Lutter pour les droits sociaux même en temps de guerre »

ANGELA HERMANN ET WILFRIED JUSTIN¹

Cet événement portait sur le démantèlement des droits sociaux, en particulier les droits du travail, en Ukraine et sur l'allègement de la dette. L'objectif était en outre de développer des projets concrets de coopération entre militants allemands et ukrainiens. Le concept de l'événement a été largement salué et le nombre de participants aurait pu être encore plus grand si une grande manifestation contre l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), organisée après la décision d'organiser notre événement pour l'Ukraine, n'avait pas eu lieu en même temps, à la veille des élections européennes,

Parmi les invités figuraient les partenaires qu'une délégation de l'initiative « Solidarité avec les syndicats ukrainiens » avait rencontrés à Kyiv et à Kryvyi Rih en octobre 2023. Parmi eux figuraient des syndicalistes d'ArcelorMittal, la plus grande aciérie d'Ukraine, et les agents de santé de Sois comme Nina. Nous avons également eu le plaisir d'accueillir une militante du syndicat étudiant Priama Diia de Lviv.

1. Article publié sur *ISO*, 13 juin 2024.

L'événement a eu lieu à l'occasion de la Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine 2024, organisée par le gouvernement allemand et la Commission européenne à Berlin les 11 et 12 juin. Ni cette conférence intergouvernementale officielle ni le programme qui l'accompagne ne se sont préoccupés de la situation sociale de l'Ukraine et de la population active qui doit supporter le fardeau de la guerre. Au contraire: la conférence intergouvernementale avait pour but de représenter les intérêts du capital international et de promouvoir des coupes sociales en Ukraine. Outre les conséquences de la guerre, la population est confrontée au démantèlement des droits, à la précarité des salaires et de l'emploi et à la privatisation. Les syndicats et les mouvements sociaux ukrainiens n'ont pas été admis à la conférence officielle du gouvernement.

En revanche, l'événement du 8 juin visait précisément à défendre les droits sociaux, à permettre aux représentants des syndicats et des mouvements sociaux ukrainiens de s'exprimer et à faire campagne pour l'annulation de la dette ukrainienne, sans laquelle une reconstruction autodéterminée est impensable.

Artem Tidva de Sotsialny Rukh expliqué comment les droits sociaux ont été systématiquement démantelés en Ukraine ces dernières années, aggravant encore la situation de la population en plus de la guerre. Oksana Slobodyna et Julia Lipitch-Kotchirka, deux des cinq représentantes du syndicat du personnel hospitalier Sois comme Nina ont rendu compte de leurs expériences encourageantes dans la construction de leur organisation désormais solidement ancrée et militante. Natalia Suslo, présidente du syndicat DUET chez ArcelorMittal à Kryvyi Rih, a évoqué la pénurie de main-d'œuvre et le manque de possibilités de formation pour les jeunes, tandis

que Serhii Husko, de l'université d'État d'économie et de technologie affiliée à l'entreprise, a parlé de projets concrets en relation avec la reconstruction du centre de formation détruit par une attaque russe fin juillet 2023.

Kristina Rehbein, de l'Alliance pour l'allègement de la dette (Erlassjahr.de), a donné un aperçu de la dette de l'Ukraine avant et pendant la guerre et a souligné l'urgence d'une réduction de la dette. Katya Gritseva du syndicat étudiant Priama Diia a parlé des multiples charges qui pèsent sur les étudiants qui doivent travailler pour vivre; la privatisation des installations universitaires telles que les dortoirs qui approfondit un processus de sélection sociale dans les universités en faveur des étudiants issus de familles aisées et elle a également décrit l'engagement militant en faveur du maintien des établissements d'enseignement universitaire.

Dans la deuxième partie de l'événement, les cinq thèmes des droits sociaux, de l'allègement de la dette, de la construction syndicale dans le secteur hospitalier, de la reconstruction d'un centre de formation à Kryvyi Rih et des luttes universitaires ont été discutés en groupes de travail. Des partenaires d'Ukraine et d'Allemagne ont été affectés à chaque domaine thématique afin de se familiariser mutuellement avec la situation respective et d'explorer les opportunités de coopération pratique. Malheureusement, cela n'a pas été possible dans les domaines de l'allègement de la dette et des droits sociaux; dans le premier cas, un partenaire ukrainien manquait, dans le second, le partenaire allemand. Néanmoins, il a été possible d'établir des contacts pour poursuivre le dialogue et des accords ont été conclus. Entre autres choses, il a été convenu d'un événement en ligne avec des experts en droit du travail des deux côtés sur le thème du démantèlement des droits sociaux. Le thème de



l'UE joue également un rôle ici, car il est utile de donner un aperçu du contenu social des traités de Maastricht et de Lisbonne et de l'évolution de la législation sociale dans l'UE depuis lors. L'Ukraine souhaite rejoindre l'UE et doit pour cela signer ses traités et directives. Il est donc important de savoir à quoi s'attendre.

Les collègues d'ArcelorMittal et de l'université d'État d'économie et de technologie affiliée de Kryvyï Rih ont pu discuter avec un membre du comité d'entreprise d'ArcelorMittal Brême et des représentants des jeunes apprentis d'ArcelorMittal Eisenhüttenstadt des possibilités d'impliquer les syndicats dans le processus de reconstruction d'une nouvelle formation; ici aussi, un échange en ligne sur le développement d'un projet commun doit être organisé.



Les infirmières ont pu échanger avec le mouvement hospitalier berlinois, représenté par Gisela Neunhöffer de Ver.di, sur le développement et le renforcement de structures auto-organisées et sur l'efficacité des différentes formes d'action revendicative. En collaboration avec Ver.di, ils planifient des événements éducatifs sur les processus d'organisation; elles ont également eu la possibilité de participer à un meeting de Ver.di deux jours plus tard et de visiter un hôpital.

La première tâche des étudiants était de faire connaissance. Olena Sinenko a parlé de la menace qui pèse sur l'indépendance du travail universitaire en Ukraine; Katya Gritseva a souligné le lien entre les préoccupations éducatives et les droits sociaux des étudiants, et Laura Six de TVStud a parlé de la situation et de l'auto-organisation des étudiants et du personnel académique en coopération avec Ver.di et GEW.

En ce qui concerne la question de la dette, il y a eu un échange intensif avec des militants allemands sur les graves conséquences de l'endettement croissant



de l'Ukraine; des initiatives visant à soutenir l'annulation de la dette ont été discutées et des contacts ont été établis avec des partenaires ukrainiens; l'objectif est de sensibiliser conjointement à la politique de conditionnalité de l'UE.

Lors de la table ronde finale, les possibilités de coopération entre les syndicats allemands et ukrainiens ainsi que les nouvelles approches en matière d'organisation syndicale et sociale ont été présentées. Tous les participants ont été très satisfaits des thèmes et de l'organisation de l'événement. Les participants ukrainiens ont souligné combien il était important pour eux de pouvoir discuter de leurs préoccupations quotidiennes avec leurs partenaires allemands en dehors des événements de la guerre; ils ont souligné à plusieurs reprises combien «apprendre les uns des autres» était positif et efficace au cours de cette conférence et ont exprimé le désir de poursuivre cet échange.

Le bâtiment syndical IG Metall à Berlin, avec ses locaux spacieux, son équipement technique professionnel, sa traduction simultanée et sa restauration, a grandement contribué au bon déroulement et à l'atmosphère conviviale. Sans ce soutien et sans le parrainage de la Fondation pour la dignité humaine et le monde du travail, de la Fondation Rosa Luxemburg, de Ver.di et d'Erlassjahr.de, l'événement n'aurait pas pu avoir lieu. De nombreuses personnes ont contribué à son succès.

**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

Syndicats contre guerre et libéralisme

YVES SANCEY¹

Depuis le début de la guerre, le mouvement syndical ukrainien, y compris cheminot, se bat sur deux fronts. Il participe massivement à la lutte pour chasser l'occupant russe. Il doit aussi combattre les mesures gouvernementales qui utilisent la loi martiale pour fragiliser le Code du travail et les droits syndicaux et pour préparer la thérapie de choc néolibérale de l'après-guerre.



Depuis l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine le 14 février 2022, Ukrzaliznytsia (les chemins de fer ukrainiens) a montré qu'elle était une entreprise d'infrastructure essentielle. Les cheminots contribuent à la capacité de défense de l'État par leur travail héroïque pendant les hostilités et les attaques à la roquette. Des dizaines de milliers d'entre eux se sont enrôlés dans l'armée ukrainienne. Il y a un an, selon les syndicats des chemins de fer ukrainiens, 353 d'entre eux ont été tués dans les combats ou les tirs croisés et 819 étaient blessés.

Démantèlement à bas bruit des droits sociaux

Alors que la guerre et la survie économique absorbent l'attention de la population, « un démantèlement à bas

1. Publié sur le site du [Syndicat des personnels des transports](https://www.sev.ch/) (Suisse). yves.sancey@sev-online.ch/.

bruit des droits sociaux se poursuit» alertait *Le Monde diplomatique* de novembre 2023. En mars 2022 déjà, un premier projet de loi visait la réglementation des relations de travail en temps de guerre. Ce projet a été adopté sans débat ni vote par le Parlement ukrainien. «Une méthode, explique *Mediapart* (21 juin 2023), facilitée par l'interdiction des grèves et des manifestations par la loi martiale, en vigueur depuis l'invasion russe.» Les employeurs peuvent désormais augmenter le temps de travail hebdomadaire de 40 à 60 heures, licencier leurs employé·es dans un délai de dix jours ou suspendre temporairement leurs contrats de travail.

En juillet 2022, les parlementaires votaient un second projet de texte suspendant les accords collectifs d'entreprise et donnaient à l'employeur toutes marges de manœuvre pour modifier unilatéralement les conditions de travail. Le texte imposait cette fois des changements qui ne se cantonneront pas au temps de guerre. Le 9 août 2022, ETF, la Fédération européenne des travailleurs des transports qui représente à Bruxelles les syndicats de cheminot·es de tous les pays européens et leurs membres dont ceux du SEV, avait tiré la sonnette d'alarme. ETF avait écrit aux plus hautes instances européennes pour leur faire part de ses préoccupations quant à ce projet de loi n° 5371 qui prive quasiment 70 % des salarié·es de leurs droits. Elle leur demandait d'agir pour faire stopper les attaques contre le mouvement syndical en Ukraine.

Droit du travail, victime collatérale de la guerre

En vain. La loi était ratifiée le 17 août 2022 par le président Zelensky. Pour les entreprises de moins de 250 salarié·es, plus aucun accord collectif ne

s'applique: les contrats de travail sont « négociés » et signés directement entre l'employeur et l'employé. Dans une lettre du 19 août, la Confédération internationale et européenne des syndicats avaient dénoncé, dans un courrier d'une rare fermeté, adressé à la Commission et au Conseil européen, une loi « antisociale », « motivée par des oligarques derrière le parti au pouvoir, qui se moquent des intérêts du peuple ».

Livia Spera, secrétaire générale de l'ETF, a exprimé clairement son mécontentement en février 2023 après un an de conflit :

Le sacrifice des travailleurs des transports ukrainiens ne doit pas être récompensé par la destruction de leurs droits par leur gouvernement. Nous faisons savoir aux décideurs ukrainiens que le mouvement syndical international est conscient des soi-disant « réformes » et des plans de privatisation qui sont poursuivis sous la couverture politique de cette guerre, et que nous ne l'accepterons pas. Les droits des travailleurs ukrainiens ne doivent pas devenir des dommages collatéraux dans cette guerre.

Alors que la guerre se durcit, l'offensive néolibérale du gouvernement redouble fin 2023 avec un nouveau projet de réforme du Code du travail ukrainien élaboré par le ministère de l'économie et publié par le gouvernement. Le document complet compte 264 articles et constitue une attaque antisociale centrale contre les droits des travailleurs. Le but est de perpétuer les restrictions « temporaires » des droits de la période de guerre après la victoire. L'idée est notamment de pouvoir encore réduire les primes en cas d'heures supplémentaires ou de travail de nuit et de simplifier les procédures de licenciement des travailleurs. Le syndicat des cheminots et travailleurs de la construction des transports d'Ukraine (Turtcu), membre de l'ETF, a réagi en janvier 2024 et a souligné la nécessité de le réviser. Il y a urgence, car si

le nouveau code devait être adopté cette année, il entrerait en vigueur en 2025.

Après-guerre néolibéral

On peut se demander pourquoi l'État ukrainien attaque pareillement le service public et le droit du travail alors qu'il devrait se concentrer sur la guerre. Même si la perspective peut sembler lointaine, la réponse se trouve dans la reconstruction à travers un « plan Marshall », y compris pour le rail, qui aigüise les appétits. Fin 2022, la Banque mondiale estimait à 350 milliards d'euros le coût des dommages en Ukraine. La question était déjà à l'agenda lors de la conférence de Lugano à l'été 2022. Le « brouillon » du plan de reconstruction citait comme contrainte institutionnelle à un « marché du travail moderne » la « position de résistance des syndicats ». Jusqu'à présent, les plans suivent largement les traditions néolibérales en se basant sur les principes de déréglementation, libéralisation, soutien des secteurs d'exportation et privatisation pour attirer les capitaux.

Les élites ukrainiennes prennent donc les devants en assouplissant le Code du travail pour satisfaire l'Europe et le FMI qui avaient « offert » des prêts conditionnés en échange de « réformes » favorables aux entreprises, mais aussi pour attirer les capitaux européens et américains. Alexander Rodnyansky, principal conseiller économique du président ukrainien, ne cache pas que l'Ukraine doit devenir attractive par « un vaste programme de privatisations et une remise à plat du droit du travail » (*The Guardian*, octobre 2022).

Le peuple et les travailleuses ukrainiens méritent toute notre solidarité. En Ukraine, guerre et capitalisme ne semblent malheureusement être que les deux faces d'une même médaille qui n'amène que morts, souffrance et régression sociale implacable.



Infirmières en détresse

YULIA GUCH¹

Des bas salaires, des conditions de travail difficiles et l'absence de garanties sociales nécessaires – et tout cela est alourdi par les réalités du temps de guerre. Ce sont les problèmes que les infirmières ukrainiennes affrontent dans leur travail quotidien. Yulia Guch s'est entretenue avec des soignantes des difficultés auxquelles elles sont confrontées dans leur profession et a également soulevé la question de la protection de leurs droits.



Un jour, un militaire, le commandant de peloton Oleksii, s'est tourné vers la rédaction de notre média. À cette époque, il suivait un traitement dans un hôpital pour anciens combattants. Il avait été mobilisé en avril 2022 et blessé à la jambe pendant la guerre :

J'étais satisfait des conditions offertes par l'hôpital, ainsi que du travail des médecins, mais j'ai remarqué qu'il n'y avait pas assez de personnel à ce moment-là.

Comme l'avait noté Oleksii, à cette époque, environ 280 patients étaient traités dans le service de chirurgie, et il n'y avait que deux chirurgiens pour tout l'étage. Puis Oleksii a compris pourquoi il n'y avait pas assez de tournées habituelles – parce que les médecins n'avaient tout simplement pas assez de temps. Après avoir rencontré les infirmières, Oleksii a également découvert leurs bas salaires. Le militaire en a été sérieusement outré.

«Le conseil régional alloue moins que le nécessaire pour le budget de l'hôpital, pour les salaires des employé-es, explique Oleksii, tous les soldats sont soignés ici après avoir été blessés. Je comprends clairement comment cela marche avec les institutions de l'État. Lorsque j'ai terminé mes études de troisième cycle en tant que chercheur, j'ai travaillé à Kyiv à l'Institut de mathématiques. C'est le même schéma. Seulement ici, le conseil régional parraine l'hôpital, et là, la Verkhovna Rada (Parlement) alloue des fonds chaque année. Mais ces fonds ne couvrent pas ce qui est nécessaire pour les salaires des employé-es. Et ils me mettent à la porte le soir parce qu'ils éteignent les lumières pour économiser de l'électricité.»

L'infirmière junior Alla Moskalenko évoque ses problèmes. À cette époque, elle recevait, comme d'autres infirmières juniors, 6 000 UAH de salaire. Comme l'a noté Alla, un tel salaire ne répond pas à la fois à ses besoins actuels et au niveau de vie en général. «Nous vivons ici, nous nous réveillons à 4 heures du matin après les bombardements pendant lesquels nous avons très peur», dit Alla Moskalenko :

Nous, comme tous les gens à l'arrière, devons acheter des médicaments, des sédatifs, nous devons nous contrôler, c'est-à-dire ne pas être nerveuses, parce que nous faisons ce travail. Mais nous recevons des factures de gaz, nous sommes menacées d'être coupées si nous ne les payons pas. Excusez-moi, je ne peux pas payer l'essence avec mon salaire. C'est pourquoi je suis nerveuse, et cela peut affecter négativement mon travail, mon attitude envers les patients. Nous n'avons pas d'avantages sociaux, nous payons aussi nous-mêmes nos transports. Et beaucoup d'infirmières viennent de loin. Pour certaines, cela coûte 100 UAH par jour, car elles viennent de la banlieue. C'est un problème qui doit être résolu. La question financière a toujours été posée et le sera toujours.

1. Yulia Guch est journaliste. Publié par *Lyuk*, 27 mai 2024. Illustration Katya Gritseva. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Dans le même temps, la charge de travail des infirmières est considérable. Il arrive que 40 à 50 patients attendent d'être pansés. De nombreuses infirmières font des bandages tous les deux jours, car elles n'ont tout simplement pas le temps de le faire tous les jours, ce dont elles avertissent les patients. Bien sûr, les patients gravement blessés et gravement malades recevront une aide immédiate.

Une situation similaire peut être observée dans diverses institutions médicales à travers l'Ukraine. Mais les bas salaires et la lourde charge de travail ne sont pas les seuls problèmes dans le travail des infirmières.

« Être médecin dans l'imaginaire des gens, ce n'est pas avoir droit à sa propre vie. »

Tetiana Hnativ est ambulancière de formation, travaillant actuellement comme infirmière au lycée de Tchervonohrad. Tetiana pointe également du doigt le salaire minimum, malgré le fait que les médecins de sa communauté se sont battus pour leurs droits. Ils et elles se sont battu non sans succès. Selon Tetiana, depuis 2018, ils et elles ont fait appel aux ministères compétents concernant les salaires. Ceci, bien sûr, n'a pas donné de résultat immédiat, ils et elles ont été « baladé-es » d'un ministère à l'autre pendant longtemps. Néanmoins, les médecins ont réussi à obtenir une augmentation de 50 % pour la « tension au travail », ainsi que de 20 % pour payer les cours de santé mentale.

« Dans notre communauté, une infirmière sans catégorie, ni ancienneté touche environ 7 500 UAH, explique Tetiana Hnativ, pour celles qui ont de

l'ancienneté, la classification est meilleure. C'est juste que le "salaire minimum" est vite dévoré. Le salaire est maigre. Par exemple, vous allez au magasin, vous ne pouvez pas acheter un minimum de produits, si vous n'avez pas 1000-1500 UAH. Nous sommes également une région charbonnière et mon mari travaille dans une mine. Mais maintenant, en raison des attaques russes sur la centrale thermique, le charbon n'est plus acheté. Tout est cassé. En conséquence, mon mari n'a pas de salaire et nous survivons tous les cinq avec mes 7 500 UAH (mon mari, moi et mes trois enfants : 14 ans, 9 ans et presque 2 ans). Je dois aussi payer les charges, les repas scolaires et l'école maternelle. C'est donc très difficile. »

Et le travail lui-même n'est pas facile, note-t-elle. Il n'y a qu'une seule infirmière scolaire par école, et elle est responsable de 300 à 2 000 enfants. En outre, il est désormais interdit aux infirmières de détenir des médicaments dans leur cabinet, à l'exception de bandages nécessaires à la confection de pansements. Les infirmières sont également tenues d'assister à divers cours qui ne sont pas rémunérés (en raison des règles susmentionnées, elles ne peuvent pas non plus travailler avec des trousse de premiers secours entièrement équipées).

Notre travail est-il valorisé ? Plus probablement non que oui, explique Tetiana Hnativ, car dans l'esprit des gens, être médecin signifie que l'on n'a pas droit à sa propre vie, que l'on ne peut pas sortir déjeuner, que l'on n'a pas le droit de ne pas décrocher le téléphone le soir. Vous devez tout parce que vous êtes médecin.

Il existe de nombreux types de réclamations de la part des parents. Bien que vous expliquiez que le manque de médicaments ne dépend pas de vous. Mais il y a aussi beaucoup de gratitude. Par exemple, il y a eu un cas où j'ai suspecté une appendicite, bien



que la mère de l'enfant ait demandé un analgésique (alors même que nous n'avions pas des médicaments). Mais j'ai insisté et le diagnostic a été confirmé. Puis la mère est venue et m'a remerciée. Il y a eu de nombreux cas où un enfant souffrait d'hypertension artérielle, mais avant l'arrivée des parents, il est possible de stabiliser son état sans médicaments.

« Vous manquez l'occasion de vous immerger dans la médecine et de ne penser qu'à elle. »

Maksym Romanenko est un stagiaire qui vit et travaille à Kharkiv. Pendant ses études, il a essayé de nombreux emplois à temps partiel, dont le travail d'infirmier. Maksym a travaillé pendant six mois dans un département thérapeutique, en pleine période de l'infection à coronavirus. Selon lui, c'était un véritable baptême du feu. Ensuite, il a pu voir clairement les problèmes du secteur médical, qu'il n'avait tout simplement pas remarqués en tant qu'étudiant.

«Le premier problème est la faiblesse des salaires, explique Maksym Romanenko. Au début de l'année 2021, pour cinq quarts de nuit par mois, je recevais environ 2 600 UAH. C'est alors que j'ai compris que je devais soit avoir de faibles exigences et vivre ainsi, ou alors chercher d'autres moyens de gagner de l'argent. En général, c'est un problème existentiel pour un médecin dans notre pays que de chercher où trouver de l'argent pour vivre, pour sa famille et ses enfants. De nombreuses infirmières et membres du personnel médical junior travaillent à temps partiel, plantent des potagers et font quelque chose de leurs mains. D'autre part, une telle réalité vous encourage à rechercher autre chose. D'un autre côté, vous

perdez l'occasion de vous immerger dans la médecine et de ne penser qu'à elle.»

En particulier, Maksym se plaint du faible soutien social aux étudiants et aux jeunes professionnels, ainsi que de la sous-estimation du travail des médecins, qui se manifeste à la fois sous forme de bas salaires et de faibles garanties sociales.

Un autre problème profond du secteur est l'atomisation des travailleurs, accuse Maksym. Les soignants de l'UE ont des traditions syndicales, une culture de la protestation et savent montrer clairement leur mécontentement. Dans notre pays, cette «aptitude» a été bien détruite par le gouvernement soviétique autoritaire. Avec un esprit d'initiative et un travail vraiment efficace, les organisations ont eu le pouvoir de secouer la pyramide et de donner aux employés des occasions de se rencontrer. Maintenant, nous avons la possibilité de développer des organisations horizontales, des cercles, des associations.

Selon Maksym, le pays a maintenant besoin à la fois d'un financement accru pour la santé et de la création de communautés médicales modernes et démocratiques. À titre d'exemple, il a mentionné le mouvement Sois comme Nina, qui vise à améliorer les conditions des infirmières et des travailleurs médicaux :

Une telle unité avec les collègues peut non seulement résoudre de nombreux problèmes existants, mais aussi montrer à la société l'importance de la profession.

« Tout le monde ne peut pas être médecin, et encore moins infirmier.e. »



Le mouvement Sois comme Nina a émergé en 2019. Tout a commencé lorsque l'infirmière Nina Kozlovska (Bondar) a publié un message sur Facebook dans lequel elle soulevait le sujet des bas salaires, des conditions de travail difficiles et de la vulnérabilité sociale de ses collègues.

Comme le rappelle Oksana Slobodiana, responsable de Sois comme Nina, elle a été alors attaquée. Par exemple, on lui disait : « Vous êtes infirmière, Où allez-vous avec ça? Que voulez-vous? Faites votre travail! » Oksana a pris la défense de sa collègue. Plus tard, elles ont été rejointes par des médecins, des infirmier·es et des aides-soignant·es. Ils et elles se sont uni·es dans une organisation, qui a ensuite commencé à défendre leurs droits.

Tout le monde ne peut pas travailler comme médecin, souligne Oksana Slobodiana. En tant qu'infirmière, c'est pire. Je crois qu'être soignant·e est une profession pour des personnes particulières. Après tout, on doit avoir une endurance de fer et une santé mentale stable. Et, bien sûr, l'esprit d'apprendre et vouloir fournir une assistance professionnelle de haute qualité. Une infirmière a besoin de deux ans et demi de pratique, un médecin de neuf. C'est un travail intense et long.

Il y a des questions que les membres du mouvement ont soulevées dès le début de la réforme médicale. Selon Oksana, les institutions médicales sont fermées en Ukraine en raison de l'«optimisation». Cela s'applique principalement aux petits hôpitaux qui pourraient encore être réaffectés et réutilisés. Après la fermeture, ils sont soit vides, soit transformés en établissements privés. Les employé·es sont transférés à des salaires inférieurs afin que, d'une manière ou d'une autre, ils ou elles abandonnent l'hôpital.



«Par exemple, le dispensaire d'oncologie de Zaporijjia et le centre d'hémodialyse de Drohobytch sont déjà remis en question», explique Oksana :

Le sort des maternités est actuellement en question : seront-elles préservées ou seront-elles fermées? Le personnel gest parti, et souvent les maternités sont surpeuplées, d'autres ne peuvent pas accueillir des patientes. Maintenant nous ne soignons pas, mais fournissons des services. C'est-à-dire que c'est un peu comme une entreprise privée. Plus il y a de patients, plus l'hôpital vit. Pas assez de patients, alors l'hôpital ne se développera pas. Quant aux salaires : nous avons déjà fait une comparaison avec d'autres pays. Nous sommes en fait tout en bas. C'est-à-dire que les infirmières africaines et brésiliennes reçoivent autant que nous. Je veux dire dans des pays où le niveau de vie est bas.

Selon Oksana, le salaire moyen d'une infirmière de la catégorie la plus élevée est de 4476 UAH en Ukraine. Dans les hôpitaux eux-mêmes, en règle générale, ils économisent sur les infirmières. Elles sont à des salaires très bas afin que l'hôpital puisse résister d'une manière ou d'une autre. Dans le même temps, on veille à ce que les salaires des médecins ne baissent pas, car il y aurait alors une pénurie de spécialistes.



Par exemple, les infirmières des hôpitaux Pustomyty et Sambir de la région de Lviv reçoivent de 6000 à 8000 UAH depuis deux mois, souligne Oksana Slobodiana. Et à Pryluky, par exemple, c'est 2500. Là-bas, l'hôpital est déjà sur le point de fermer. Pourquoi? Parce que l'ancien directeur a progressivement détruit l'hôpital public et en même temps il a construit son propre hôpital privé qui est, bien sûr, enregistré au nom de sa femme. Et, par conséquent, nous pouvons deviner où sont allés ces fonds. Parce qu'un médecin ne peut pas créer une telle entreprise avec son salaire net.

Oksana a également déclaré que dans les hôpitaux de première ligne, il y a des primes pour les médecins. Ainsi, les médecins devraient recevoir 20 000 UAH de salaire, les infirmières 18 000 et les aides-soignants de 9 000 à 11 000. Dans la plupart de ces hôpitaux, ils n'ont même pas entendu parler de ces augmentations, mais la charge de travail y est folle. Après tout, de nombreux employés sont partis à cause du danger, car dans les villes en première ligne, ils peuvent «sauter» à tout moment.

J'ai récemment parlé à un médecin d'un centre médical de la ville de Polohy, se souvient Oksana Slobodiana, et c'est à cause de cela que cet hôpital a été fermé. Vous pouvez imaginer les conditions dans lesquelles des gens travaillent encore. Et pourtant, ils restent sur place et sauvent des gens.

Un hôpital de première ligne est le point où les gens sont transportés après avoir été blessés. Et ce n'est qu'ensuite qu'ils sont dirigés vers d'autres établissements. Le moment le plus critique se situe dans les hôpitaux de première ligne, où les premiers soins sont prodigués. La suite du traitement dépend d'eux.

Depuis le début de 2016, beaucoup de règles ont été abolies. Par exemple, concernant la charge de travail. Actuellement, une infirmière a de 20 à 40

patients. À l'époque du Covid, il y en avait 60 ou plus. Pouvez-vous imaginer comment une personne peut aider autant de patients? De même, il n'y a pas de prescription claire quant au nombre d'infirmières qui doivent être aux côtés du patient.

« Chacun se sauve du mieux qu'il peut. »

Le sujet de la santé mentale est également important. Oksana Slobodiana a rappelé comment, à l'occasion de la Journée des infirmières, son organisation publique a organisé un événement avec la participation de médecins en première ligne. On leur a demandé qui était responsable de leur santé mentale. Il s'est avéré que personne ne s'en occupait. Chacun se sauve du mieux qu'il peut. Il n'y a pas de programme d'État pour ces médecins. Les civils sont dans la même situation.

Il y a aussi un problème de visibilité des infirmières, dit Oksana. Ainsi, depuis le début de cette année, les infirmières n'ont été mentionnées que quatre fois dans les publications du Service national de santé d'Ukraine et du ministère de la santé. Il semble qu'il y ait des médecins en Ukraine, mais il n'y a pas d'infirmières. En outre, il existe un centre pour le développement des soins infirmiers sous l'égide du ministère de la santé, mais jusqu'à présent, il n'a aucun pouvoir. Et si les infirmières y vont pour exposer leurs problèmes, elles obtiennent une réponse du genre: «Non, nous n'avons rien à voir avec cela, nous ne sommes engagés que dans l'éducation.»

Oui, Oksana est d'accord pour dire que le système d'éducation doit être changé. En particulier, au lieu d'un enseignement postuniversitaire, qui est



déjà dépassé, il faudrait introduire une formation plus avancée. Cela nécessite des séminaires et des formations pratiques. En d'autres termes, l'approche elle-même doit être remise à jour à bien des égards.

Et maintenant, nous entendons dire que la formation professionnelle permanente qui a été introduite pour les infirmières sera payante, explique Oksana Slobodiana. Bien que ce soit gratuit pour les médecins. C'est-à-dire que non seulement les infirmières ont le salaire le plus bas, mais elles doivent aussi payer pour leur formation. À titre de comparaison: le travail d'un manutentionnaire dans un supermarché est payé de 15 000 à 20 000 UAH, et une infirmière touche moins de 10 000. Et nous faisons toute confiance aux soignant.es pour ce que nous avons de plus précieux: la santé.

Il n'est pas nécessaire de prétendre que ces problèmes n'existent pas. Le gouvernement devrait cesser de faire des opérations de relations publiques et de dépenser de l'argent pour des conférences avec des photos sympas. Il devrait investir cet argent dans les ressources, investir dans les infirmières. Et tout le monde sera content.



Mais que veut Nina?

SOIS COMME NINA¹

Le syndicat Sois comme Nina vient de publier une nouvelle déclaration qui précise, entre autres, sa stratégie syndicale et ses objectifs et revient sur ses plus récentes victoires.

La mission de Sois comme Nina est de protéger les droits des infirmières, du personnel soignant, des médecins et de tous les professionnels de la santé qui sont confrontés à l'humiliation, au harcèlement moral et au non-paiement des salaires.

Notre objectif est de créer un syndicat médical panukrainien qui sera en mesure de le faire encore plus efficacement, en utilisant tous les pouvoirs étendus qui lui sont accordés par la loi.

La nécessité d'un nouveau syndicat est apparue parce que les structures existantes ne remplissent souvent pas leur rôle principal ou ont partie liée avec l'administration de l'hôpital.

Dans le contexte de la réforme des soins de santé, où les médecins-chefs se sont vus attribuer des pouvoirs énormes, un syndicat indépendant est pratiquement la seule garantie que les soignant.es recevront leur salaire et leurs primes bien méritées en temps voulu.

1. 23 mai 2024. Voir «Gérer et contrôler les hôpitaux, c'est possible», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 23; «Les victoires de Sois comme Nina», n° 25; «3 questions à Sois comme Nina», n° 26; «Témoignages de deux infirmières ukrainiennes au congrès de l'Union syndicale Solidaires», n° 29; «Dans les hôpitaux, ceux et celles qui se battent pour leurs droits sont combattus», n° 30.



Nos valeurs

Outre l'assistance professionnelle, Sois comme Nina mène également des actions humanitaires. Cette action est dictée par nos valeurs centrées sur l'être humain. Notre mouvement a aidé des personnes socialement vulnérables, soutenu des familles avec enfants, organisé des activités de loisirs pour les familles et fourni des traitements médicaux abordables.

Nous avons besoin de votre soutien pour mener à bien notre action.

Vous pouvez le faire en adhérant officiellement à notre organisation, qui a déjà été rejointe par plus de 600 personnels soignants, ou en faisant un don.



Qu'est-ce que les membres de Sois comme Nina sont assurés de recevoir ?

Un soutien juridique, médiatique et psychologique, la solidarité de personnes partageant les mêmes idées. Un soutien financier en cas d'urgence grave.

Qu'est-ce qui a déjà été fait ?

Sois comme Nina fédère des syndicats indépendants actifs et travaille à la création d'un syndicat indépendant pour l'ensemble de l'Ukraine. Parmi les membres du mouvement figurent Oleksiy Tchupryna, responsable d'un syndicat indépendant de Myrhorod, qui est également cofondateur du mouvement, et Olha Turotchka, responsable d'un syndicat indépendant de Chostka, qui a réussi à diriger la branche locale syndicale malgré les pressions exercées par les autorités locales. Le mouvement a également soutenu des travailleur-euses du secteur de la santé qui luttent contre les licenciements et les

salaires impayés à Nijyn, Pryluky, Zaporijjia et dans de nombreuses autres villes.

Sois comme Nina coopère également avec des syndicats polonais et internationaux.

L'année dernière, grâce au soutien de la Fondation Medico International, nous avons réussi à fournir un logement à 45 familles à Lviv, Kyiv et Balta pendant un an. 444 familles déplacées ont reçu des bons alimentaires et des médicaments.

Grâce aux 50 000 euros alloués par Medico, il a pu être payé des traitements coûteux à 48 médecins, dont 12 pour des remplacements d'articulations, des chirurgies cardiaques et oculaires. Par exemple, Sois comme Nina a payé l'opération d'une infirmière qui vivait avec des douleurs constantes depuis des années. Nous avons également acheté des médicaments coûteux pour des patients atteints de cancer et de maladies graves.

Victoires juridiques

Grâce à la coopération de Sois comme Nina avec l'avocate Roksolana Lemyk et Vitaliy Dudin, avocat et militant du Mouvement social, le mouvement est en mesure de fournir une assistance juridique qualifiée à ses militant-es et de les représenter devant les tribunaux.

Roksolana Lemyk a donné cinq exemples :

- Une réunion avec le directeur d'un hôpital à Sambir, dans la région de Lviv. Suite à la conversation, la décision de réduire le nombre d'infirmières a été modifiée.
- Dans une maternité de Lviv (IMO 3), malgré tous les obstacles posés par l'administration de l'établissement de santé, une organisation syndicale indépendante a été créée et une convention collective a été conclue dans l'intérêt des employé-es.



■ Dans ce même hôpital, une lettre de réclamation a modifié la décision qui approuvait l'horaire de travail d'une infirmière ne répondant pas aux intérêts de l'employée et, sur la base de demandes dûment exécutées, a payé des prestations de santé pour un congé régulier.

■ Au Centre régional de diagnostic clinique de Lviv, la procédure de règlement des différends a permis de résoudre la question du paiement des arriérés de salaire aux employé.es qui avaient été transférés.es du Centre régional d'État de diagnostic clinique et de traitement endocrinologique.

■ Une requête a été préparée et déposée dans l'intérêt d'un employé de l'hôpital municipal multidisciplinaire de Derajnyanska dans l'Oblast de Khmelnytskyi (la décision n'a pas encore été prise).

Ainsi, de nombreux litiges sont résolus avant d'être portés devant les tribunaux grâce à des négociations collectives, des appels auprès de l'administration de

l'hôpital et des autorités locales, et une publicité sur les médias sociaux et dans les médias. Cependant, il y a aussi des victoires judiciaires.

Par exemple, la réintégration de Natalia Yurenkova, une infirmière de la région de Lviv. Elle a été licenciée au début de l'année 2020, mais on n'avait pas le droit de la licencier parce qu'elle élevait seule sa fille.

Une autre victoire a été la réintégration de Lyudmyla Pukha, une infirmière de Myrhorod. Devant le tribunal, elle a réussi à prouver qu'on ne lui avait pas proposé tous les postes vacants lorsqu'elle a été licenciée et qu'elle n'avait pas été réintégrée.

Sois comme Nina a accumulé suffisamment d'expérience et de force pour remplacer de fait efficacement le secteur syndical médical existant et parfois même le service public du travail. Le mouvement est ouvert à tous les professionnels de la santé. La principale condition attendue d'eux est leur volonté de se battre pour leurs droits.



Travailleuses sociales en temps de guerre

ALEXANDER KITRAL¹

Il y a des gens qui, au moment où ils sont en danger de mort, pensent d'abord à celles et ceux qui ont besoin d'aide. Ces personnes sont nombreuses, dont les travailleuses sociales. Ces dernières années, il y a eu de nombreux exemples de travailleuses sociales qui ont continué à distribuer de la nourriture et des médicaments à des retraités et à des personnes handicapées sous le feu de l'ennemi, et qui ont fait parvenir les pensions.

Il y a également eu des personnes qui, soucieuses de la sécurité des personnes âgées, les ont accueillies chez elles. Les travailleuses sociales expliquent que, dans ces situations, elles ont été motivées non pas tant par le désir de conserver leur emploi, où elles perçoivent un salaire plutôt modeste, que par le sens des responsabilités.

Dans cet article, nous vous parlerons du travail désintéressé des travailleuses sociales, nous verrons si leur travail est apprécié aujourd'hui et nous interrogerons les travailleuses sociales elles-mêmes sur les problèmes de l'aide sociale en Ukraine.



« Le seul qui a accepté de travailler »

Les travailleuses sociales sont chargées d'aider les personnes vulnérables, notamment les retraités isolés

1. Publié par [Commons](#), 4 juin 2024. Illustration Katya Gritseva. Traduction Patrick Le Tréhondat.

et les personnes souffrant de handicaps physiques et psychologiques qui ont besoin de soins, de services domestiques et médicaux. La situation est souvent extrême, car ces personnes sont souvent incapables de s'occuper correctement d'elles-mêmes dans la vie de tous les jours. Certains membres du personnel, conscients de cette situation, n'ont pas quitté leurs protégés, même lorsque les bombardements ont commencé à être intenses, se mettant ainsi en danger de mort. C'est le cas de Lilia Blajko, une assistante sociale originaire du village de Pavlivka, dans la région de Soumy, à deux kilomètres de la frontière russe. Cette femme explique qu'elle est entrée dans le secteur social par hasard.

«Lorsque la guerre a éclaté, j'étudiais à l'école de Bilopillia, mais je suis retournée presque immédiatement à Pavlivka. À l'époque, le village cherchait une travailleuse sociale. Il fallait aider dix habitants. Mais personne ne voulait le faire – ils avaient peur. J'ai été la seule à accepter de travailler», raconte Lilia à *Commons*.

Malgré le retrait des troupes russes de la région au printemps 2022, il est toujours dangereux de vivre à Pavlivka. Le village est régulièrement bombardé, et il ne reste sur place que 160 habitants sur plus de 800. Récemment, un obus a touché une cour, endommageant une maison et ses dépendances. Les propriétaires n'ont pas été blessés car ils travaillaient dans le jardin au moment de l'arrivée de l'obus. Il convient de noter que Pavlivka est un village qui ne compte pratiquement qu'une seule rue, qui s'étend sur 10 kilomètres. Pour se rendre auprès de la personne nécessitant des soins, Lilia Blajko doit parcourir une distance considérable, et ce, uniquement à pied, car elle ne peut pas faire de vélo.

Au cours de son séjour dans le village sur la ligne de front, elle a appris à identifier les «sorties» et les

«arrivées». En cas de bombardement intensif, elle descend à la cave avec les personnes qu'elle aide, ou si elle est surprise sur la route, elle cherche un abri au bord de la route. Les tâches de Lilia consistent non seulement à distribuer les pensions, de la nourriture et des médicaments aux personnes à mobilité réduite, mais aussi à participer aux tâches ménagères: lavage, cuisine, nettoyage et aide au jardin. Entre autres choses, Lilia peut également effectuer de petites réparations, comme poser du papier peint. Elle affirme que cela ne lui pose aucun problème, car elle est peintre et plâtrière de profession. Malgré les conditions de travail dangereuses, elle reçoit 6500 UAH [149 euros] par mois pour son travail.

Il n'était pas question de laisser des gens derrière soi

Vira Temtchenko, habitante de Verkhnya Syrovatka, dans la région de Soumy, aide dix-sept habitants depuis le début des hostilités, dont sept de sa propre initiative, car leurs proches sont partis et il n'y a personne pour s'occuper d'eux. Elle raconte que les bombardements du village ont commencé dès les premiers jours de la guerre. L'assistante sociale se souvient du moment où elle a entendu pour la première fois des obus voler au-dessus de sa tête :

Je me souviens que j'étais à vélo pour livrer du pain à un homme handicapé et à sa mère, également handicapée. Soudain, les bombardements ont commencé. L'air vibrait au passage d'un obus. J'ai décidé de poursuivre ma route, à une vitesse que je n'avais jamais connue auparavant. La fois suivante, alors que j'allais chercher les pensions au bureau de poste pour la remettre à des gens, j'ai été retardé. Soudain, des tirs d'obus ont commencé à proximité. Il s'avère que les tirs ont eu lieu, en

particulier, autour du chemin que j'étais censée emprunter auparavant.

Elle affirme que sa famille a essayé à plusieurs reprises de la persuader de quitter son emploi, mais qu'elle a refusé.

Je ne pouvais pas laisser les gens derrière moi. Qui s'occuperait alors d'eux? C'est parce que moi et d'autres travailleuses sociales avons continué à les aider malgré les bombardements que ces personnes ont traversé une période difficile, car elles ont compris qu'elles ne seraient pas abandonnées. Pendant toute la période des bombardements, aucune travailleuse sociale de notre communauté n'a quitté son travail. Et aujourd'hui, alors qu'il existe un risque de nouvelle invasion dans notre région, toutes les travailleuses sociales de la communauté ont déclaré qu'elles continueraient à travailler.

Parlant des spécificités de son travail, Vira Temtchenko admet tristement que sa profession n'est pas particulièrement populaire dans la société. Vira n'a commencé à être fière de sa profession qu'il y a quelques années, lorsqu'elle a commencé à travailler en tant qu'assistante sociale et qu'elle a pris conscience de la responsabilité qui lui incombait. Selon elle, les jeunes hésitent à se lancer dans le travail social, et celles qui le font abandonnent souvent parce qu'elles ne supportent pas les conditions de travail. En effet, elles doivent s'occuper de personnes souffrant de troubles mentaux ou ayant un mode de vie pas très social. Vira Petrivna détaille :

Personne ne veut pas s'occuper de ces personnes. Il y a aussi des problèmes de déplacement. En été, je fais du vélo, qui m'a été donné spécialement à cet effet, mais en hiver, je ne peux pas vraiment faire ainsi le tour du village, je dois beaucoup marcher. Quant à la journée de travail, elle commence souvent une heure plus tôt car il faut que j'aie le





temps d'acheter les produits que les retraités me demandent, car ils ont l'habitude de les acheter auprès de certains vendeurs. En ce qui concerne le salaire, nous avons l'habitude de gagner plus parce que nous avons des primes, mais aujourd'hui le salaire est plus bas et s'élève à 6 400 UAH par mois.

Elle estime que l'État doit promouvoir le travail des travailleuses sociales dans la société, tout en améliorant leurs conditions de travail et en augmentant leurs salaires. Cependant, malgré des conditions de travail difficiles et un salaire modeste, l'assistante sociale nous assure qu'elle aime son travail. Elle dit s'inquiéter chaque fois qu'elle voit un appel en absence des personnes âgées qu'elle aide, et que si elle n'arrive pas à les rejoindre pendant un long moment, elle se fait du souci pour leur santé. «Je pense que les personnes âgées devraient mériter plus d'attention et de respect aujourd'hui», conclut-elle.

Le travail de Natalia n'a pas diminué

Nous nous sommes entretenus avec une autre assistante sociale de Verkhnia Syrovatka, Natalia Zelenina. Depuis le début de la guerre, cette assistante sociale de dix-sept ans d'expérience a aidé onze personnes. Parmi elles, une habitante de 101 ans, Kateryna Alekseevna, que Natalia a accueillie chez elle parce qu'elle craignait pour sa vie: la vieille dame aimait s'asseoir près de la fenêtre, dont des éclats pouvaient la blesser en cas d'explosion. Comme il n'y avait pas de lit supplémentaire dans la maison de Zelenina, l'assistante sociale a installé la retraitée dans son propre lit, dormant elle-même à même le sol. Une semaine après son emménagement, un obus a frappé la cour de la grand-mère, brisant les portes et les fenêtres.

Natalia Zelenina nous a raconté que du 24 février au 26 mars, alors que les troupes russes se trouvaient à Verkhnia Syrovatka, elle n'a pratiquement pas dormi parce qu'elle avait peur d'être la cible de tirs. En même temps, elle ne voulait pas se cacher dans la cave et laisser la grand-mère seule dans la maison:

Il y a eu des jours où les explosions étaient continues, mais je devais livrer de la nourriture aux gens. Je demandais alors à mon mari de me conduire en voiture. S'il n'y avait pas d'explosions, je me déplaçais à vélo. Bien sûr, j'étais consciente de tous les risques, mais comment pouvais-je laisser les gens qui comptaient sur mon aide.

Depuis la fin des hostilités dans la région, le travail de Natalia Zelenina n'a pas diminué. Chaque jour, elle doit rendre visite à plusieurs personnes à qui elle livre non seulement de la nourriture, mais qu'elle aide aussi dans leurs tâches ménagères:

Aujourd'hui, j'ai rendu visite à quatre personnes. Pendant la journée, j'ai lavé du linge, préparé des repas, acheté des médicaments à la pharmacie, fauché les herbes des chemins autour de la maison pour une vieille dame avec une faux à main et planté des concombres. Parfois, quelqu'un me demande de venir l'aider le lendemain, alors que son tour est à la fin de la semaine. Je ne peux pas refuser, car je comprends que c'est la période du jardinage et que tout le monde veut planter à temps. Comment fais-je pour tout faire? On voit encore très bien jusqu'à huit heures du soir, c'est pourquoi je dois souvent rester deux ou trois heures de plus au travail. Mais je n'ai pas le temps de faire quoi que ce soit à la maison.

De toutes les travailleuses sociales avec lesquels nous nous sommes entretenus, Natalia Zelenina est la seule à posséder un vélo électrique, offert par ses enfants. Elle dit qu'il lui permet d'économiser beaucoup d'énergie. Son mari est également d'une grande aide, puisqu'il emmène de sa propre initiative certains retraités à l'hôpital du centre régional, situé à 12 km du village.

Voyages dangereux

Natalia Adamenko, de la région de Tchernihiv, apporte son aide aux habitants de trois villages frontaliers: Puchkary, où elle vit, et les habitants des villages voisins de Kovpynka et Kremsky Bugor. Elle doit parfois parcourir de longues distances à vélo, voire à pied. Depuis le début des hostilités, Natalia n'a pas quitté son travail un seul jour, même si la région est périodiquement bombardée par des roquettes Grad. «Effrayant ou pas, je dois y aller. Une fois, j'ai failli être la cible de tirs. Je devais me rendre à Kremsky Bugor pour rendre visite à un homme âgé, mais il m'a appelée pour me dire qu'il était en



ville et que je ne devais pas venir. Quelque temps plus tard, le village a été bombardé», raconte Natalia.

Bien que la région soit relativement calme aujourd'hui, les villages où Natalia a des protégés sont situés à 10-15 km de la frontière et sont donc régulièrement touchés par des obus. De ce fait, même les ambulances refusent de se rendre dans les villages. L'une des particularités du travail d'une travailleuse sociale de l'oblast de Tchernihiv réside dans les longues distances :

Il y a huit kilomètres «aller» de ma maison à l'une de mes grands-mères à Kovpyntsi. J'y vais à vélo. S'il pleut ou s'il neige, mon mari m'y conduit. Mais maintenant, l'eau est montée près du village pour la deuxième année consécutive, et il est impossible de passer, alors je marche... Kremskyi Buhra est plus proche, mais il faut aller tout droit à travers la forêt, ce qui est dangereux parce que les chiens y courent. On y a vu des loups qui attaquaient les chiens domestiques.

Le travail de Natalia Adamenko est similaire à celui des autres femmes que nous avons interrogées :



livraison de nourriture, de médicaments, aide aux tâches ménagères et au jardinage. Récemment encore, Natalia a dû apporter de l'eau potable à l'une des vieilles dames de la ville voisine de Kovpynka, car l'eau des puits de la retraitée et de ses voisins, qui vivent à l'extrémité du village, s'était tarie :

Je prenais donc un bidon de 20 litres à la maison, j'allais chercher de l'eau à une pompe publique, située à un kilomètre et demi de là, et je l'apportais à la retraitée. Mais après la diffusion d'un reportage à la télévision, le problème de la colonne du puits cassée a été résolu.

Cette femme travaille comme assistante sociale depuis quatorze ans et n'envisage pas de quitter la profession. Elle dit aimer son travail, bien que son salaire soit très modeste – 5500 UAH [126 euros] par mois. Le mari de Natalia ne travaille pas et la famille doit donc économiser sur tout.



Une pierre angulaire du soutien social

Afin de fournir un soutien social décent à la population, un financement substantiel est nécessaire, car les fonds ne servent pas seulement à payer les salaires des travailleuses sociales, mais devraient également être utilisés pour financer les prestations aux personnes âgées, car les capacités financières de nombreuses catégories de citoyens vulnérables sont extrêmement limitées.

«En avril, je suis allée en ville avec une retraitée dont je m'occupe, et elle a acheté pour 2700 UAH [61 euros] de médicaments : cinq injections, quelques pilules et une miche de pain. De nombreuses personnes à mobilité réduite dépensent également beaucoup d'argent pour se rendre à l'hôpital de Novhorod-Siverskyi. Le bus de notre village se rend

en ville une fois par semaine, il est donc bondé de passagers, et les pauvres retraités avec leurs cannes ne peuvent tout simplement pas monter à bord. C'est pourquoi de nombreuses personnes âgées sont obligées de louer les services d'un chauffeur avec leur propre moyen de transport. Un tel voyage coûte entre 800 et 900 UAH [18-20 euros]», nous raconte l'assistante sociale.

Vira Temtchenko explique que de nombreuses personnes âgées de son village sont obligées d'économiser sur tout. Même l'eau des puits, qui est gratuite pour leur usage personnel, est utilisée avec parcimonie, afin de ne pas avoir à appeler un camion pour pomper la fosse d'épuration. Beaucoup de personnes âgées aimeraient élever des animaux et des volailles pour éviter d'acheter du lait, des œufs et de la viande, mais elles ne le peuvent pas car elles ont besoin d'argent pour se nourrir. Selon Vira, de nombreux retraités se souviennent de l'aide financière que l'ONU leur a versée au cours de la première année de la guerre. Aujourd'hui, ils ne reçoivent pratiquement plus d'argent. «En regardant comment ces personnes vivent, on se rend compte que la vieillesse ne devrait pas être ainsi. Il est nécessaire qu'une personne arrive à l'âge de la retraite en bonne santé, afin qu'elle ne reste pas seule avec elle-même et ses problèmes. C'est pourquoi, en tant que travailleuse sociale, on essaie de soutenir ces personnes», ajoute-t-elle.

Il convient de noter qu'il existe de nombreuses travailleuses sociales en Ukraine qui sont prêtes à faire leur travail de manière désintéressée, même au péril de leur vie, mais pourquoi reçoivent-elles un salaire aussi maigre pour leur travail? Natalia Lomonosova, sociologue et auteur de plusieurs études sur les services sociaux, a répondu à cette question pour *Commons*. Selon elle, les prestataires de services

sociaux municipaux sont gérés par les gouvernements locaux, et ce sont donc ces derniers qui doivent payer les salaires des employés. Pour déterminer le salaire, il existe une grille tarifaire qui constitue le salaire officiel. Cependant, selon la sociologue, en général, les salaires de la grille sont bas et doivent être révisés :

Un autre problème est que depuis 2017, les salaires officiels sont liés au minimum vital, et non au salaire minimum, comme c'était le cas auparavant. Cela a pour conséquence que les salaires officiels les plus bas sont inférieurs au salaire minimum, parfois de plusieurs milliers d'UAH.

Selon Nataliia Lomonosova, si le salaire d'un employé est inférieur au salaire minimum, la loi oblige l'employeur à verser un supplément. Ainsi, aujourd'hui, certaines travailleuses sociales perçoivent un salaire au niveau du salaire minimum, sur lequel des impôts sont également retenus.

Natalia Lomonosova ajoute que, pour leur part, les municipalités peuvent introduire des paiements supplémentaires à partir du budget local, ainsi qu'améliorer les conditions de travail, par exemple en fournissant aux travailleuses sociales des bicyclettes électriques et en achetant les véhicules nécessaires pour le centre de services sociaux. Cependant, cela dépend des priorités des autorités locales et, surtout, du budget de la communauté elle-même. Après la réforme de la décentralisation, les communes ont acquis une large autonomie, alors que leurs ressources dépendent de la présence de grandes entreprises qui paient des impôts.

Natalia Lomonosova a également ajouté que pour un développement efficace de la politique sociale et de la fourniture de services sociaux, il est nécessaire de développer un réseau de spécialistes dans ce domaine. À l'heure actuelle, le nombre de spécialistes

du travail social et de travailleuses sociales dans le pays est insuffisant, alors que le besoin de tels spécialistes ne fait que croître :

Récemment, le nombre de personnes en situation difficile a augmenté. En outre, la situation des personnes âgées nécessitant des soins s'est aggravée, car de nombreux membres de leur famille ont déménagé à l'étranger. Et ce, alors que certaines travailleuses sociales ont également quitté leur communauté.

Les difficultés économiques, les combats et la destruction des infrastructures aggravent encore la situation des personnes vulnérables. Et malgré tous les obstacles et les maigres salaires, les travailleuses sociales continuent d'exercer leurs fonctions avec intégrité et courage.

Toutefois, un soutien de qualité aux personnes vulnérables ne devrait pas reposer sur le dévouement de travailleuses individuelles et dépendre des ressources d'une seule communauté. Les besoins et les problèmes fondamentaux des personnes qui, en raison de leur âge et de leurs handicaps physiques, ne sont pas en mesure de s'occuper correctement d'elles-mêmes doivent être abordés et résolus au niveau systémique. Cependant, aujourd'hui, nous ne pouvons que constater que le soutien social fourni par l'État est clairement insuffisant.

Dans le même temps, les exemples de travail désintéressé des travailleuses sociales dans de nombreuses régions d'Ukraine montrent que les gens essaient de créer de meilleures conditions pour ceux qui sont dans le besoin, au moins au niveau individuel. Cela signifie qu'il y a de nombreux citoyens dans le pays qui voient clairement le besoin urgent d'améliorer la qualité de vie de la population et qui comprennent à quel point il est important d'agir dans ce sens. Il s'agit là d'un pas en avant vers un changement positif.



Chroniques des événements courants

20 MAI 2024

Les Russes abattent une Ukrainienne en fauteuil roulant dans la région de Kharkiv

Un procureur ukrainien a ouvert une enquête pénale sur le meurtre par les envahisseurs russes d'une civile handicapée dont le corps peut être vu affalé dans un fauteuil roulant. Les Russes semblent déterminés non seulement à raser la ville de Voltchansk, dans l'oblast de Kharkiv, mais également à tuer les civils incapables de fuir. En plus de ces assassinats, la Russie bombarde également des cibles manifestement civiles, les derniers bombardements de ce type contre quatre villages de la région de Kharkiv le 19 mai ont coûté la vie à onze civils, ainsi que la vie d'un bébé. Le journaliste Andriy Tsaplienko a publié des images d'un drone au-dessus de Voltchansk montrant le corps d'une femme en fauteuil roulant près de l'hôpital. L'enquête doit être menée par le SBU régional de Kharkiv, l'une des hypothèses à l'étude étant que la femme assassinée tentait de fuir l'hôpital occupé lorsqu'elle a été abattue, les Russes laissant ensuite son corps affalé dans le fauteuil roulant sur la route.

Groupe de protection des droits humains de Kharkiv

«On ne prépare pas l'avenir en fermant des écoles.» Le 16 mai 2024, le site Internet du conseil municipal de Berdychiv de la région de Jytomyr a publié un projet de décision sur la liquidation de deux établissements

d'enseignement pour sous-financement. Il est proposé aux élèves d'être transférés dans d'autres écoles, et il est prévu de licencier les directeurs et les enseignants. Yuliya Samotes, mère d'un élève de première année a déclaré que, le 17 mai, elle a appris qu'ils voulaient fermer leur école. «Les parents sont contre, il y a près de 400 enfants dans notre école, nos enfants sont mis à la porte. Si les parents sont au travail, l'enfant devra se rendre tout seul à sa nouvelle école. Et c'est cher et c'est dangereux.» «Notre école n'est pas la pire, l'école a été réparée, il y a des toilettes. Il y a des écoles en ville où la situation est bien pire, où les enfants vont aux toilettes dans la rue», a déclaré Ioulia Ryjko une autre parente d'élèves. Nataliya Korbut, professeure de langue et littérature ukrainiennes au Gymnase n° 6, est elle-même diplômée de cette école et y travaille depuis 1998. «Cela me fait beaucoup de mal. Ma position en tant qu'enseignante est claire: l'école doit être préservée. C'est une école conviviale et confortable et il est inacceptable de fermer notre école. Il est clair que si l'école est fermée, alors 56 de ses employés, enseignants, techniciens et toute l'équipe resteront sans emploi à Berdychit», a déclaré Natalia Korbut.

22 MAI 2024

Les habitants de Marioupol vivent sans électricité ni eau

CONSEIL MUNICIPAL DE MARIOUPOL (EN EXIL)

Depuis deux ans, la ville occupée n'a pas été en mesure de restaurer ses infrastructures de services publics. La plupart des maisons n'ont pas été chauffées pendant l'hiver, et il y a toujours des problèmes d'approvisionnement en eau et en électricité. Les habitants des maisons de la rue Azovstalskaya, dans le district de Livoberejny, sont particulièrement confrontés à ce problème. Selon eux, l'électricité est régulièrement coupée et il n'y a pas d'approvisionnement en eau. «Les gens ne peuvent ni cuisiner ni se laver», s'indignent les citoyens. Les habitants de l'avenue Metallurgov, dans le quartier central de la ville, ont le même problème.



Nestor Makhno touché par une roquette russe

À la suite des bombardements de l'armée russe, le monument dédié à Nestor Makhno, au centre de la ville de Gulyaipol, dans la région de Zaporijjia, a été détruit. Ivan Fedorov, chef de l'administration militaire régionale l'a annoncé aujourd'hui, 23 mai, sur sa chaîne Telegram. «Le monument à Nestor Makhno ne figure pas sur la liste des monuments du patrimoine culturel, mais depuis 2009, il est un symbole non officiel de Gulyaipol» précise le message (!). Le monument à Nestor Makhno à Gulyaipol a été érigé en 2009 dans le cadre de la célébration du Jour de l'Indépendance. C'est devenu un symbole et une attraction touristique de la ville. Depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Fédération de Russie, 46 monuments du patrimoine culturel ont été détruits dans la région de Zaporijjia à la suite de bombardements. Pour la célébration de la Journée (18 mai) de Vychyvanka (broderie traditionnelle) le monument de Nestor Makhno avait été habillé pour la première fois en Vychyvanka.

24 MAI 2024

Mobilisation à l'hôpital de Zaporijjia

La direction de la région a décidé de liquider cette institution médicale, ce qui obligera de nombreux patients à être soignés contre rémunération dans un autre hôpital. Le personnel de l'hôpital a déposé une plainte et une pétition sur le site internet du Président pour tenter d'empêcher la réorganisation du centre anticancéreux. «Le 15 mai, mon adjoint Yury Barchak a été arrêté près de chez lui par des représentants du TCC [service de recrutement] qui lui a adressé une convocation», explique Mykhailo Yesayants. «Il s'est avéré qu'il était recherché depuis le 11 mai. On promet à notre équipe que personne ne sera pas licencié. Les gens n'y croient pas.» Le 23 mai, on a appris que le groupe d'initiative des travailleurs qui lutte contre la fermeture de l'hôpital avait reçu une convocation de

mobilisation du TCC. La pétition du personnel a déjà été signée par 11 433 personnes.

Une action de solidarité avec le peuple géorgien a eu lieu à Kyiv

Dans la soirée du 24 mai, une action a eu lieu près de l'ambassade de Géorgie à Kyiv en soutien au peuple géorgien qui protestait contre l'adoption du projet de loi sur les agents étrangers. Le rassemblement a été organisé par la Marche des femmes et Insite. Les participantes à l'action ont notamment scandé des slogans selon lesquels «le rêve géorgien n'est pas la Russie».

25 MAI 2024

Romphobie

Début mai, dans une interview, l'ancien conseiller du ministre de l'intérieur Viktor Andrusiv a parlé de la minorité nationale rom d'une manière ouvertement xénophobe: «Si vous êtes un réfractaire à la conscription, vous vous enfuyez. Vous n'avez donc pas le droit de dire que vous êtes ukrainien. Vous n'êtes que des gitans. Vous avez choisi une vie de gitans.» Ces paroles de Viktor Andrusiv ont provoqué une réaction violente tant au sein des communautés roms que de la part des autorités chargées du respect des droits et libertés des minorités nationales. Le Service d'État ukrainien pour la politique ethnique et la liberté de conscience (DESS) a condamné ces déclarations xénophobes. Au début de l'invasion à grande échelle le 24 février 2022, des milliers de Roms ont défendu l'Ukraine. L'un des événements les plus notables au début de l'invasion russe a été la capture d'un char russe par des Roms dans le village de Lyubymivka. Des Roms morts sur les fronts de la guerre russo-ukrainienne se sont couverts d'une gloire immortelle. Les Ukrainiens, en tant que peuple qui se bat depuis des siècles et continue de lutter contre l'esclavage, la discrimination et le désir de détruire sa propre identité, ne permettront pas aux graines empoisonnées du chauvinisme de germer sur



leur sol. L'harmonie interethnique et le sens du destin commun sont ce qui nous permet de résister à l'invasion russe.

Crimée: les occupants russes ont démolé le monument de Piotr Grigorenko

Un monument à la mémoire du dissident ukrainien et défenseur des droits humains, le général Piotr Grigorenko, érigé en 1999 à Simferopol à l'initiative du Mejlis [conseil] du peuple tatar de Crimée et avec le soutien du Mouvement populaire d'Ukraine, a été détruit. Le vice-président du Majlis, İlmi Ümerov, a expliqué que le monument avait disparu: «Ils l'ont probablement enlevé la veille du 18 mai. Ce n'était pas dans un endroit très visible et les gens ne pouvaient pas le remarquer.» La publication indépendante russe *Astra* a fait état du démantèlement du monument le 13 mai. Piotr Grigorenko était un défenseur des droits humains, membre fondateur des groupes de Moscou et d'Helsinki en Ukraine. Il était qualifié de «seul général du mouvement des droits humains». Il a aidé les Tatars de Crimée dans leur lutte pour rentrer chez eux. «Ils [les occupants] s'inquiètent de tout: des écoles ukrainiennes, des cours d'ukrainien, de la langue ukrainienne, et même d'un général... Ils détruisent tout ce qui est ukrainien. Les écoles ukrainiennes ont complètement disparu, les écoles tatares de Crimée sont restées, mais sous une forme différente. Ce sont des écoles avec l'enseignement du russe», a déclaré İlmi Ümerov.

30 MAI 2024

Tarif électricité: ouverture des livres de comptes

La récente nouvelle de l'augmentation des tarifs de l'électricité a suscité une grande inquiétude au sein de la population. Dans un contexte de guerre et d'instabilité économique, cette situation complique encore la vie des Ukrainiens qui traversent déjà des moments difficiles. L'économie de marché, qui n'a pas beaucoup contribué

à une croissance économique équitable pour les ménages en temps de paix, ne contribuera pas au développement en temps de guerre.

L'équipe du Mouvement social souligne qu'avant d'augmenter les tarifs, il est nécessaire de garantir la transparence et l'ouverture de la comptabilité des entreprises énergétiques. Seul le libre accès aux rapports financiers peut permettre au public et aux experts indépendants d'évaluer les coûts et les revenus réels de ces entreprises. Cela nous permettra de comprendre si les nouveaux tarifs sont justifiés et s'il existe des possibilités.

La lutte contre le contrôle oligarchique dans le secteur de l'énergie est également très importante. En Ukraine, de nombreuses entreprises énergétiques sont contrôlées par un cercle étroit de personnes jouissant d'une grande influence politique. Cette situation conduit à une monopolisation du marché. L'élimination de l'oligarchie de la gestion des ressources énergétiques constituera une étape importante pour garantir des tarifs équitables à tous les citoyens.

Il est également nécessaire de comprendre que l'électricité n'est pas seulement une marchandise sur le marché. La lumière dans les maisons est un besoin fondamental qui garantit des conditions de vie décentes. En dépendent non seulement le confort, mais aussi la sécurité et la capacité de travailler et d'étudier. Par conséquent, l'accès à l'électricité doit être garanti par l'État comme l'un des droits fondamentaux des citoyens.

Selon la Constitution, l'Ukraine est un État-providence qui doit protéger ses citoyens contre les attaques économiques injustifiées. La transparence, l'équité et l'accessibilité financière sont les trois grands principes qui devraient sous-tendre la politique tarifaire en Ukraine. Cela permettra non seulement de faciliter la vie des gens pendant la guerre, mais aussi de jeter les bases d'un développement économique durable à l'avenir.



Lien ouvriers-soldats

SOTSIALNYI RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

L'association régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine du Donbass occidental et les principales branches du NPGU qui en font partie ne rompent pas les liens avec leurs collègues qui extrayaient le charbon avant l'attaque ennemie et défendent désormais notre pays contre les agresseurs russes, armes à la main. Récemment, des militants ont remis un casque vidéo pour FPV à leur collègue de la mine «Pavlogradska». Celui-ci défend désormais la région de Kharkiv et cet équipement lui est nécessaire pour combattre plus efficacement ses ennemis. Au 103^e bataillon de la 108^e brigade de défense territoriale, dans laquelle combattent actuellement les mineurs de l'ouest du Donbass, les syndicalistes ont remis un système de ventilation et des outils. Et l'unité militaire de la 128^e brigade de défense territoriale distincte, qui protège le pays dans la direction de Zaporijjia et où servent également des mineurs de la région de Dnipropetrovsk, s'est vu confier un engin de chantier, nécessaire à la construction des fortifications.

«Ce sont nos collègues, qu'ils travaillent dans les mines ou qu'ils portent des uniformes militaires, et nous devons les aider», souligne Yuriy Kryvorutchko, responsable du syndicat NPGU du Donbass occidental.

31 MAI 2024

Les employées de la maternité n°9 de Zaporijjia n'ont pas reçu de salaire depuis trois mois

KVPU

Les employées de la 9^e maternité de la ville de Zaporijjia n'ont pas reçu de salaire depuis trois mois consécutifs. Le 20 mai 2024, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal de Zaporijjia, quatre employé-es de la neuvième maternité ont tenté de pénétrer dans la salle des séances. Cependant, ils et elles n'y sont pas parvenues,

a déclaré le chef de la maternité Yevhen Avertchenko : «Nous étions quatre : moi, un néonatalogiste et deux sages-femmes, nous avons essayé d'être présents au conseil municipal lors de la séance, nous aimerions être soit entendu notre cri de désespoir. Nous avons été encerclé-es par des policiers et filmé-es par des caméras vidéo. Nous travaillons ici depuis des années, des dizaines d'années, ici c'est notre deuxième maison, nous sortons de la maternité en larmes, en sanglots. Parce que nous sommes physiquement forcé-es de partir, parce qu'il n'y a pas d'argent pour survivre.» Olena Peytcheva, directrice médicale de la maternité n° 9, a déclaré que la direction de l'établissement a fait appel à plusieurs reprises aux autorités municipales et régionales, mais n'a reçu aucune réponse.

Kyiv : parents et amis de prisonniers ont manifesté

Le 1^{er} juin, un rassemblement a eu lieu à Kyiv en soutien aux prisonniers civils. Des parents et amis sont venus sur la place avec des photos d'Ukrainiens capturés et des affiches appelant à leur retour chez eux. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées sur la place Mykhailivska et ont demandé le retour des civils de captivité. Les participants à l'action disent qu'ils n'ont pas vu leurs proches depuis plus de 2 ans, certains ont reçu des lettres avec un court message : «Je suis en vie, attends à la maison.»



1^{ER} JUIN 2024

Tchernihiv : austérité pour 100 établissements scolaires

«Dans la région de Tchernihiv, 100 établissements d'enseignement secondaire ne recevront plus d'aide de l'État pour les salaires des enseignants à partir de 2026», a annoncé Iouri Muzyka, chef du département de l'éducation et des sciences de l'administration régionale d'État. Le 31 mai, un débat public sur le thème «Réforme

de l'enseignement secondaire spécialisé: région de Tchernihiv» a eu lieu à Tchernihiv. Lors de la discussion, une carte de la région de Tchernihiv a été présentée, où étaient indiquées 55 institutions scolaires. La proximité des établissements d'enseignement avec les lieux de résidence des étudiants sera ici prise en compte. Les experts suggèrent les indicateurs suivants: 30 kilomètres jusqu'au lycée – pour récupérer les élèves en internat, 10 kilomètres pour les déplacements quotidiens.

Arrestations en Mongolie

Des militants qui protestaient contre la visite de Loukachenko arrêtés en Mongolie. «On ne nous a pas dit pourquoi nous avons été arrêtés», ont déclaré les militants du mouvement «Non à la guerre». Les militants ont été arrêtés sur la place Sukhbaatar, dans la capitale mongole, où ils étaient venus pour protester contre la visite de Loukachenko. L'un des manifestants, a déclaré que Loukachenko est un criminel de guerre au sens du droit pénal international: «Depuis que la Mongolie a adhéré à la Convention du droit pénal international, elle est obligée d'arrêter Loukachenko dès son arrivée en Mongolie.» Selon ce militant, pour avoir accueilli le dirigeant du Bélarus au niveau de l'État, la Mongolie risque de tomber sous le coup de sanctions internationales. La police a placé les manifestants en cellule sans expliquer pourquoi ils étaient détenus. Les protestataires ont signalé des violences lors de l'arrestation et ont l'intention de porter plainte.

3 JUIN 2024

Passage à tabac dans un centre de mobilisation militaire

Le 5 juin, une centaine d'habitants de Baranivka se sont rassemblés près du deuxième département du centre territorial de mobilisation du district de Zvyagel. Les gens ont demandé des explications sur la mort de

Serhiy Kovaltchuk, 32 ans, dont les proches affirment que l'homme a été battu au TCC [centre de mobilisation].

«Tant que l'enquête n'est pas terminée, personne ne peut dire s'il s'agit d'un homicide ou d'une chute. La seule chose que nous demandons, c'est que les personnes impliquées soient suspendues pendant que l'enquête est en cours. Nous allons récolter des fonds pour embaucher un avocat», explique une habitante. «À Baranivka, ce centre a une mauvaise réputation – il y a eu des cas de passages à tabac, mais les gens ont généralement survécu, mais c'est même arrivé au point qu'une personne est décédée», a déclaré Nadiya Ochatyuk.

Une association de Jytomyr a envoyé une demande au TCC pour obtenir des commentaires sur la question de savoir si des cas de passages à tabac avaient déjà eu lieu dans le deuxième département du centre territorial de recrutement et d'assistance sociale du district de Zvyagel.

6 JUIN 2024

Tcherkassy: «Mettez-le en prison!»

Le 6 juin, des habitants de Tcherkassy se sont rassemblés devant le palais de Justice. Ils ont demandé l'arrêt des activités de l'église du Patriarcat de Moscou à Tcherkassy. Le procès du métropolitain dure depuis plus d'un an: en 2023, il a été inculpé pour incitation à l'inimitié interreligieuse et négation de l'agression armée de la Fédération de Russie. Depuis le 12 avril, il est assigné à résidence. «Pourquoi le métropolitain Théodose n'est-il pas derrière les barreaux?» Une affiche portant cette question a été accrochée par les participants à l'action avant le début de l'audience. L'une des participantes à l'action, Anastasia Gudz-Tchornovol, s'oppose aux activités de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou à Tcherkassy. «En cette troisième année de guerre, c'est scandaleux. La tolérance de notre peuple ne connaît tout simplement pas de limites, mais nous en avons assez, nous perdons patience», a expliqué Anastasia.



Zaporijjia : à l'hôpital la répression se poursuit

Rappel: le 23 mai, on a appris que le groupe d'initiative des travailleurs qui lutte contre la fermeture de l'hôpital avait reçu une convocation de mobilisation du TCC (bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire ukrainien).

Le Centre d'oncologie de Zaporijjia a organisé une véritable répression: en une seule journée, quatorze employées ont été réprimandées, deux autres ont été licenciées. Le personnel soignant du Centre de Zaporijjia, qui proteste contre la liquidation du centre spécialisé, continue d'être intimidé et la nouvelle administration a maintenant décidé de lancer des actions punitives. Depuis le début de l'action de la commission, seize salariés ont été licenciés. Les employé·es du centre accusent Zaporijjia de violer la décision du Conseil national de sécurité. Ils et elles ont signé un appel collectif et décidé d'intenter une action en justice non pas au nom du Centre de cancérologie, mais au nom du personnel médical. Le tribunal n'a pas accepté cette plainte, arguant que le collectif du personnel médical ne constitue une institution juridique.

8 JUIN 2024

Syndicalisme aux armées

« Désormais, dans l'armée, nous devons créer la parité des responsabilités entre les commandants et leurs subordonnés. Pour l'instant, les commandants ressentent leur impunité, et il existe donc des cas d'arbitraire », expliquent les militaires Danylo et Kyrylo Yakovlevy.

Selon un parlementaire, un projet de loi en cours prévoit non seulement la possibilité de déposer des plaintes collectives par les militaires contre le commandant, mais aussi sa révocation du commandement de l'unité.

Aujourd'hui, un militaire peut déposer une plainte contre un commandant.

Que propose le projet de loi? Il permet aux unités de

déposer des réclamations collectives contre le commandant et d'exprimer sa méfiance. Une telle plainte doit être signée par au moins 60 % du personnel de l'unité ou de l'unité militaire. Elle devrait être examinée par la Commission interministérielle créée par le gouvernement. Lors de l'examen de la plainte par la commission, il est proposé que le commandant soit démis de ses fonctions.

Questions sur la Croix-Rouge

Des inquiétudes quant au rôle joué à la fois par le Comité international de la Croix-Rouge et par sa branche russe [RRC] ont été soulevées à plusieurs reprises depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Suite à la publication début 2024 de documents qui auraient fuité de l'administration présidentielle russe, ces inquiétudes ont été largement relayées dans les médias internationaux et ont suscité une réponse de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et des sociétés de la Croix-Rouge (FICR) le 24 avril 2024. On ne peut pas dire que cette déclaration ait apaisé ces inquiétudes. Même si la FICR doit donner l'impression d'observer la neutralité, le résultat peut sembler très éloigné de la réalité. Au lieu de faire référence à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, par exemple, la FICR parle de « l'escalade du conflit armé international entre la Russie et l'Ukraine en février 2022 ». Tout au long de ce conflit, dit-elle, « la FICR a travaillé avec le RRC pour identifier les risques et les solutions aux défis en constante évolution ». Le RRC est membre du conseil d'administration de la Fédération internationale. La réélection de la Russie, après une interruption de dix ans, au Conseil de direction de la Croix-Rouge est déjà surprenante étant donné qu'elle a eu lieu moins de quatre mois après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. La décision de confier à un groupe de surveillance du conseil d'administration le soin d'examiner les diverses allégations et de fournir des « mises à jour régulières au conseil d'administration » semble, au mieux, curieuse. On ne sait pas clairement qui, hormis le conseil d'administration, qui



comprend Petr Savtchuk, président de la Croix-Rouge russe, entendra les conclusions promises par ce groupe de surveillance.

10 JUIN 2024

Tabassage à l'Académie militaire de Lviv

Le 6 juin, les enquêteurs du Bureau d'enquête d'État ont arrêté un major de 28 ans qui, selon les forces de l'ordre, battait systématiquement les cadets de l'Académie nationale des forces terrestres. Selon les enquêteurs, le directeur d'un cours de formation a systématiquement battu et humilié les cadets pendant plus d'un an, essayant de leur « enseigner » la discipline. L'un des incidents enregistrés s'est produit à l'automne 2023 dans la caserne. L'homme a frappé le cadet à la poitrine avec le manche du verrou de la mitrailleuse AK-74 parce qu'il avait laissé l'arme sous la surveillance d'un autre soldat en cours de formation. Ensuite, le major a donné un coup de pied au cadet dans la poitrine, après quoi il l'a frappé trois fois avec sa paume à l'arrière de la tête. Autre incident dans les locaux de l'académie militaire: un militaire a battu un cadet avec une ceinture.



GROUPE DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS
DE KHARKIV

Recul de l'homophobie mais loin encore de l'égalité des droits

LAURENT VOGEL¹

La récente manifestation pour l'égalité et la victoire organisée à Kyiv le 16 juin par des collectifs LGBT reflète le développement d'un mouvement autonome par rapport à l'État et aux partis parlementaires qui se contentent de vagues promesses pour l'après-guerre. Les collectifs LGBT, et notamment l'organisation des militaires LGBT, qui avait tenu à être bien visible dans cette manifestation, exigent des changements législatifs immédiats. Ils sont conscients que l'avenir de l'Ukraine se dessine à travers les mobilisations actuelles des mouvements populaires.

Plus de 70 % des Ukrainiens estiment que les personnes LGBTQ devraient avoir les mêmes droits que les autres citoyens, ce qui représente une augmentation de presque 7 % par rapport à 2022, selon un sondage publié par l'Institut international de sociologie de Kyiv (KIIS) le 18 juin 2024. Cette évolution est relativement récente. Pendant les vingt premières années de l'Ukraine indépendante, les niveaux d'homophobie étaient semblables à ceux qui se manifestaient en Russie et dans d'autres républiques post-soviétiques d'Europe. Selon un sondage réalisé

1. Laurent Vogel est membre du comité belge du RESU. Une version plus longue de cet article se trouve sur le site: <https://solidarity-ukraine-belgium.com>.

par European Social Survey en 2010, seuls 28 % des Ukrainiens estimaient que «les gays et les lesbiennes devraient être libres de vivre leur vie comme ils l'entendent». Ce chiffre était le plus bas de tous les pays européens couverts par l'enquête, à l'exception de la Russie. Certaines recherches mettaient même en avant une progression de l'homophobie au début des années 2000.

Au fur et à mesure que la société ukrainienne évoluait de manière indépendante par rapport à la Russie, l'homophobie a connu un certain recul. Mais on aurait tort de lier mécaniquement les deux mouvements. Andrii Kravchuk², un activiste gay expliquait en 2014 que si de nombreux militants LGBT avaient soutenu Maïdan, ils avaient fait le choix de ne pas rendre visible leur participation. Ils ne tenaient à fournir des arguments à la propagande pro-russe. Ils craignaient l'affrontement avec les groupes d'extrême droite nationalistes ukrainiens. Il semble bien que les très rares pancartes en faveur des droits des personnes LGBT étaient portées par des provocateurs pro-russes pour être aussitôt photographiées et diffusées massivement sur les réseaux sociaux. Cette hypothèse de provocation est appuyée par différents témoignages selon lesquels en janvier 2014, des personnes ont été payées pour se faire photographier sur la place Maïdan en agitant des drapeaux arc-en-ciel avec des drapeaux de l'Union européenne des États-Unis. La majorité des activistes LGBT qui ont participé aux rassemblements de la place Maïdan ont opté pour l'invisibilité. Le témoignage d'Anna Dovgopol est éloquent :

L'autre partie aurait pu vouloir, d'une manière ou d'une autre, déclarer sa présence en tant que LGBT,

2. Andrii Kravchuk, «LGBT ukrainiens entre deux mondes: Russie et Union européenne», *Dialogai*, 1^{er} septembre 2014.

mais c'était dangereux en raison du grand nombre de militants d'extrême droite (d'abord Svoboda, puis le Secteur droit). Lors de la première grande manifestation après le passage à tabac des étudiants le 30 novembre, je faisais partie d'un groupe LGBT et nous avions plusieurs drapeaux arc-en-ciel dans nos sacs, que nous n'avons pas osé sortir parce que des colonnes de militants de Svoboda défilaient à nos côtés, avec l'air assez agressif que l'on connaît. En outre, plus tard, il y a eu plusieurs cas d'attaques par l'extrême droite contre des filles de la communauté féministe et de gauche qui portaient des affiches sur les droits des femmes (des affiches très modérées, telles que «Europe = salaires égaux pour les femmes»), ainsi que contre des activistes de gauche³.

Ce n'est qu'après Maïdan que la dynamique de mobilisation des personnes LGBT⁴ a commencé peu à peu à faire changer la situation. Ces mobilisations se sont heurtées à l'hostilité et à la violence organisées. L'homophobie s'appuie sur une convergence de fait entre trois courants importants dans la société ukrainienne des vingt premières années du 21^e siècle.

Les trois courants homophobes

Un premier courant était constitué par les forces pro-russes et anti-Maïdan qui mettaient en avant la lutte contre la «Gayropa» et présentaient les lois européennes contre la discrimination comme «une homosexualisation forcée» de la population ukrainienne. Avant 2022, les propositions de loi les plus scandaleuses contre les personnes LGBT ont souvent

3. Cité par Tamara Martsenyuk, «Права людини для ЛГБТ спільноти і Євромайдан 2013-2014», *Commons*, 2015.

4. Pour un aperçu des premières années de ces mobilisations, voir : Denys Lavrik, «Гомофобія в Україні: тенденції постмайданного періоду», *Spylne*, 18 mai 2015.





été déposées par des parlementaires du Parti des régions qui s'inspiraient directement de la législation répressive adoptée en Russie. Si ce courant a pratiquement disparu après 2022 sur le territoire libre de l'Ukraine, il est étroitement associé au pouvoir dans les régions occupées. Les persécutions contre les personnes LGBT y ont atteint des niveaux de violence inédits avec des assassinats, le recours à la torture dans les centres de filtration et l'association automatique de toute «déviance sexuelle» à l'entreprise satanique de l'Occident global. Que ce soit en Crimée, au Donbass ou dans les territoires occupés après février 2022, la vie des personnes LGBT s'est convertie en enfer. Les témoignages recueillis par l'ONG [Projector](#) dans le district de Kherson qui a

été occupé entre mars et novembre 2022 sont glaçants: humiliations, tortures, viols, confiscation de médicaments rétroviraux contre le VIH. Une partie des victimes n'ont pas osé porter plainte après la libération du district.

Les différentes Églises chrétiennes (tant orthodoxes que catholique-grecque et catholique-romaine) partagent de manière très œcuménique une homophobie virulente même si elles peuvent diverger considérablement sur tout le reste et notamment sur les liens avec le patriarche de Moscou. La formation en 1996 d'un [Conseil pan-ukrainien des églises et formations religieuses](#) (désigné sous l'acronyme UCCRO en anglais) a constitué une base solide pour un travail de lobby antiféministe et anti-LGBT. Les Églises

chrétiennes traditionnelles s'y sont associées à des Églises relativement nouvelles comme les adventistes du septième jour ainsi qu'à des autorités religieuses juives et musulmanes. La première déclaration solennelle des différents courants religieux contre la perspective d'un mariage pour tous remonte à 2007. Depuis le début de la guerre massive, l'homophobie religieuse s'est trouvé un nouvel argument qui se situe au-delà des textes sacrés : la démographie. Ainsi, l'UCCRO expliquait en juin 2023 que :

Assimiler la « cohabitation homosexuelle » au mariage et à la famille serait « extrêmement dangereux » dans la « crise démographique » provoquée par l'invasion de la Russie. Depuis février de l'année dernière, la population permanente de l'Ukraine est passée de 43 à 29 millions d'habitants, ce qui a entraîné un « manque de ressources humaines » pour la reconstruction d'après-guerre⁵.

On trouve exactement le même argument en Russie pour justifier les législations anti-LGBT.

Enfin, l'extrême droite nationaliste se revendique de l'héritage idéologique de l'Organisation des nationalistes ukrainiens suivant lequel la construction étatique de l'Ukraine doit reposer sur une base ethnolinguistique « pure » et la famille patriarcale traditionnelle constitue la cellule de base de la société. Dans cette optique, les personnes LGBT sont assimilées à un facteur de désordre et de dégénérescence de la race. Le parti Svoboda, qui se considère comme l'héritier idéologique de Stepan Bandera, a fait de l'homophobie une de ses bannières de combat et n'a pas hésité à recourir à la violence contre des rassemblements LGBT.

5. <https://www.churchtimes.co.uk/articles/2023/23-june/news/world/resist-western-pressure-on-gay-rights-ukrainian-religious-leaders-urge>.

Le reste du monde politique parlementaire oscillait entre l'hostilité et l'indifférence envers les revendications des personnes LGBT tantôt par conviction, tantôt par opportunisme électoral. La revendication du mariage pour tous était rejetée au nom d'un article de la Constitution de 1996 qui limitait le mariage à l'union d'un homme et d'une femme. En 2014, l'Alliance démocratique avait refusé l'adhésion de Bogdan Globa, activiste LGBT⁶. Il s'agit pourtant d'un parti modéré du centre-droit, lié à la démocratie chrétienne en Europe et recrutant de nombreux cadres dans des ONG pro-européennes. Le dirigeant du parti avait clairement indiqué que ce n'était pas tant la vie sexuelle de Globa qui lui posait problème, mais sa revendication politique des droits des personnes LGBT. L'épisode est intéressant parce que, pour la première fois, la plupart des journaux ukrainiens ont publié des articles plutôt favorables à Bogdan Globa.

Dans une telle situation, le mouvement LGBT s'est construit progressivement autour de petits noyaux d'activistes, souvent liés aux mouvements féministes et à la gauche non parlementaire. Leur développement a été plus tardif et plus difficile en Ukraine occidentale. Les premières années ont été particulièrement dures. L'organisation Sphère, qui mène un travail communautaire à Kharkiv depuis 2017, a enregistré 30 attaques contre ses locaux ou ses rassemblements entre 2018 et 2022. Des commandos d'extrême droite ont attaqué son local à de nombreuses reprises avec une complicité de la police. La première apparition publique de Sphère s'est déroulée dans les circonstances suivantes :

6. <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/democratic-alliance-denies-membership-to-gay-activist-350645.html>.



Ce jour-là, huit lesbiennes féministes, coiffées de tulle et de couleurs joyeuses, se positionnent à l'entrée du palais des mariages, le bâtiment municipal où habituellement les couples hétérosexuels se jurent fidélité jusqu'à la mort. Soudain arrivent à pied 50 hommes, matraques et bombes lacrymogènes à la main. Yakiv, 17 ans à l'époque, accompagnait la noce lesbienne avec son petit ami. « Ils nous encerclent, nous traitent de pédés pervers et nous crachent dessus. Un gars me cogne à la mâchoire ». Les assaillants brûlent un drapeau arc-en-ciel, lancent des lacrymogènes et s'affrontent à 15 policiers. Les fausses mariées s'éparpillent en courant. Des policiers les aident à évacuer. Sphère déposera plainte pour violences. Des mois plus tard, le tribunal prononcera un non-lieu. « Manque d'éléments à charge ». Ce délit, impuni, est le premier d'une longue liste. Sur le cadenas, scié par la police, est collé un logo : « Ordre et Tradition ». C'est le nom d'un groupe d'extrême droite ultra-conservateur créé en 2016. Chrétien. Anti-Roms. Antirusse. Homophobe. Mais surtout, violent, armé, et entraîné au combat. L'un de ses chefs, Ivan Pilipchuk, poste en ligne des photos de *Mein Kampf* et de lui effectuant le salut nazi⁷.



Trois leviers : la guerre, la jeunesse et l'Europe

Dans cette situation particulièrement critique, les activistes LGBT ont pu s'appuyer sur trois facteurs.

Le plus surprenant de tous est la guerre. En 2018, Viktor Pylypenko, activiste gay qui s'était engagé dans un bataillon armé de volontaires du Donbass,

a créé l'union des militaires LGBT⁸. La décision de rendre visible la présence de personnes LGBT dans les rangs de l'armée et des unités volontaires était un pari audacieux. Elle s'est faite parallèlement à l'organisation d'une exposition de photos d'Anton Shebetko intitulée « Nous étions là » où des militaires acceptaient de se faire photographier en revendiquant leur identité LGBT⁹. Certains ont posé en dissimulant leur visage, d'autres ont préféré se montrer à visage ouvert. Les photos étaient complétées par des témoignages enregistrés sur des vidéos. La guerre qui, par ailleurs, a été utilisée par la droite pour revendiquer un virilisme héroïque a donc aussi été l'occasion d'une intégration réelle de personnes LGBT dans des formations constituées principalement par des personnes issues des classes populaires. En juin 2019, l'union des militaires LGBT a formé sa propre colonne d'une trentaine de personnes dans la marche pour l'égalité de Kyiv. Elle était dirigée par Viktor Pylypenko et Nastya Konfederat, une activiste lesbienne engagée volontaire dans l'armée. À cette occasion, le média indépendant *Hromadske* a publié une interview de Pylypenko, qui mettait en avant la responsabilité de la hiérarchie militaire dans les discriminations au sein de l'armée : lorsqu'on lui a demandé ce que c'était que d'être gay dans l'armée, il a répondu que « c'est inconfortable parce qu'il y a beaucoup d'homophobes. C'est à cause des homophobes, en particulier des commandants homophobes, que ces personnes ne peuvent pas s'exprimer. Ces personnes sont les mêmes que nous, mais malheureusement elles vivent cachées. C'est une honte, car elles se battent pour la liberté du peuple, pour nos droits, entre autres choses ». En ce

7. Cette description est reprise de Michel Despratx, « Ukraine : gays envers et contre tous », *La Chronique d'Amnesty International*, 22 juin 2022.

8. <https://lgbtmilitary.org.ua/eng>.

9. www.youtube.com/watch?v=sTkch9dAIUY.

qui concerne la discrimination, Viktor a déclaré qu'il avait été traité de «“pédé” en ligne par des personnes qui se disent nationalistes mais qui ne sont pas allées à la guerre».

La présence de dizaines de milliers de personnes LGBT dans les forces armées est rendue visible par des écussons qui représentent une licorne¹⁰, parfois accompagnée d'un drapeau arc-en-ciel. C'est une caractéristique générale de l'armée ukrainienne d'accepter que les militaires cousent sur leur uniforme des signes et symboles de leur choix. Dès 2014, un certain nombre de militaires LGBT ont commencé à rendre visible leur présence dans l'armée en cousant un écusson avec une licorne. À l'époque, on disait qu'il n'y avait pas d'homosexuel·les dans l'armée. Dès lors, la licorne qui est un animal mythique qui n'existe pas dans la nature, est devenue un symbole fort. Le recours à la licorne est doublement courageux. Il affiche une identité LGBT au sein de l'armée mais il implique aussi un risque accru de traitement inhumain en cas de capture par les forces russes ou leurs collaborateurs séparatistes.

Il faut cependant se garder d'une idéalisation de la situation. La guerre est aussi l'accélérateur de phénomènes négatifs comme la brutalisation des rapports humains, la banalisation de la violence. Il y a donc une dynamique contradictoire qu'on peut observer depuis 2014. L'autonomie des collectifs LGBT représente une garantie importante dans une perspective d'émancipation. Elle se heurte aussi à des obstacles puissants dont témoignent de nombreux épisodes de violences homophobes.

Un deuxième facteur est de nature sociologique. Il concerne l'évolution rapide de la jeunesse

ukrainienne qui s'émancipe par rapport aux valeurs traditionnelles de la famille patriarcale. Certes, il existe aussi une partie de la jeunesse qu'attirent l'extrême droite et ses codes virils démonstratifs mais le témoignage de nombreuses personnes LGBT indique qu'il y a un recul marqué de l'homophobie dans les générations nouvelles, notamment dans les écoles et universités. Un film comme *Jeunesse en sursis*, de Kateryna Gornostai, reflète bien cette évolution¹¹. Ce film, sorti en 2021, a été le résultat d'un long travail collectif entre la réalisatrice et de jeunes de Kyiv. Il s'agit d'une fiction qui a une nette portée documentaire.

Enfin, la perspective d'une adhésion à l'Union européenne a pu constituer un levier pour les revendications LGBT. En effet, tout processus d'adhésion implique une mise en conformité du droit national avec le droit européen. C'est ainsi qu'a pu être adoptée en novembre 2015 une loi contre les discriminations au travail qui interdit et sanctionne les discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Le vote de cette loi n'a été rendu possible que par la pression de l'Union européenne qui menaçait de ne pas supprimer l'obligation d'un visa pour les Ukrainiens dans le cas où cette loi n'aurait pas été adoptée. Alors que lors d'un premier vote le 5 novembre, seuls 117 députés sur 450 avaient voté en faveur de l'amendement antidiscrimination, une semaine plus tard, ce sont 234 députés qui l'ont adopté, plus soucieux de l'entrée dans l'espace Schengen que des droits fondamentaux. Ce revirement soudain n'était pas une conversion à la cause des droits LGBT. C'est ainsi que Yourii Lutchenko, chef de la fraction parlementaire du parti du président Poroshenko justifiait le

10. Maxime Birken, «Guerre en Ukraine : ces soldats LGBT arborent une licorne en blason, et c'est plus qu'un symbole», *Huffpost*, 31 mai 2022.

11. On peut voir ce film avec des sous-titres anglais (sous son titre ukrainien *Stop Zemlia*) sur le site de la plateforme Tak Flix: <https://takflix.com/en/films/stop-zemlia>.



vote de la loi antidiscrimination dans les termes suivants : « Mieux vaut une gay pride sur le Kreschatyk que les tanks russes dans le centre de la capitale de l'Ukraine. » La plupart des parlementaires firent des déclarations ambiguës pour dire qu'ils votaient contre la discrimination par « adhésion européenne » mais que jamais, au grand jamais, ils n'accepteraient le mariage pour tous.

Certains, à gauche, ont vu dans l'utilisation du droit européen une forme d'homo-nationalisme¹². Le concept même d'homo-nationalisme me paraît brumeux. Dans certains cas, il sert simplement à condamner l'homo-internationalisme, c'est-à-dire la solidarité entre mouvements LGBT dans les différentes parties du monde sur la base d'exigences élémentaires communes. Suivant un raisonnement décolonial simpliste, il y aurait un mouvement LGBT international décrit comme dominé par « des hommes blancs de classe moyenne » qui imposerait ses idées à travers des ONG dans les pays du « Sud global ». Cet argument ignore la capacité de réappropriation des revendications mondiales par des collectifs LGBT de pays du Sud¹³. Il les considère comme de simples relais passifs sacrifiant leur autonomie en échange d'une aide financière ou d'un appui juridique. Dans les cas les plus graves¹⁴, la critique de l'homo-natio-



12. C'est la position de Tamara Martsenyuk dans un article de 2015 qui est, par ailleurs, une excellente source d'information et d'analyse. L'article revendique la filiation décoloniale de sa critique de l'« homo-nationalisme ». Voir Tamara Martsenyuk, « Права людини для ЛГБТ спільноти і Євромайдан 2014-2013 », *Commons*.

13. L'exemple de l'Afrique du Sud montre comment l'alliance entre les mouvements LGBT de ce pays et des organisations LGBT internationales a été un facteur important de succès qui me semble démentir l'hypothèse décoloniale de l'homo-nationalisme.

14. C'est le cas de Houria Bouteldja qui admire la politique menée par l'ancien président Ahmadinejad en vue de l'éradication des personnes LGBT dans la société iranienne. Voir : Serge Halimi, « Ahmadinejad, mon héros », *Le Monde diplomatique*, août 2016.

nalisme dissimule une hostilité de principe à toute émancipation des personnes LGBT dans un Sud fantasmé ou parmi les minorités racisées des pays du Nord. En réalité, la stratégie des collectifs LGBT en Ukraine n'est guère différente de celle des syndicats et des organisations de défense de l'environnement. Elle s'appuie sur le droit européen pour faire avancer ses revendications propres. Renoncer à ce levier affaiblirait leur action.

Après le déclenchement de la guerre à grande échelle, la pression des mouvements LGBT a pu s'appuyer sur l'expérience concrète de la discrimination vécue par les militaires en cas de décès, de disparition ou de capture. Les partenaires de personnes LGBT n'ont aucun droit dans ces cas. Les épreuves de la guerre ont poussé de plus en plus de personnes – militaires et civiles – à faire un « coming out », refusant de continuer à raser les murs par rapport à l'homophobie ambiante. C'est ce qu'explique un ingénieur de Kramatorsk, blessé à la suite d'un bombardement russe :

Je suis gay mais je n'en ai parlé à personne pendant longtemps. Mais après la blessure, j'ai beaucoup réfléchi. Je suis fatigué d'avoir peur, je veux être avec celui que j'aime vraiment, ne pas avoir peur de marcher en lui tenant la main¹⁵.

Une pétition a été lancée en juin 2022 pour appuyer la proposition de loi 9 103 concernant l'institution d'une union civile qui ouvrirait aux personnes LGBT des droits comparables à ceux qui découlent du mariage. En quelques mois, elle a été signée par 28 000 personnes. Le président Zelensky s'est engagé à demander à son Premier ministre d'agir pour faire avancer les droits des personnes LGBT mais cette

15. Mathilde Goanec, « Ukraine : la guerre, « un puissant accélérateur » pour les droits LGBT+ », *Mediapart*, 5 décembre 2022.

promesse est restée sans suite jusqu'à présent. Une «piqûre de rappel» est venue le 1^{er} juin 2023. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), a condamné l'Ukraine dans la mesure où elle ne dispose d'aucun statut légal protégeant les couples formés par des personnes du même sexe¹⁶. Conformément à sa jurisprudence, la Cour européenne n'impose pas d'ouvrir le mariage aux couples homosexuels mais elle impose aux États de disposer d'un statut conférant des droits similaires à ceux dont disposent les couples mariés.

Une autre revendication immédiate importante est l'adoption de la proposition de loi 5488 qui introduira dans le droit pénal la notion de «crime de haine» de manière à réprimer différents délits contre les personnes lorsque l'hostilité à l'égard d'un groupe discriminé apparaît comme un mobile spécifique. Parmi les facteurs de discrimination considérée figure l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Dans ce domaine, les mobilisations LGBT peuvent également s'appuyer sur un arrêt du 11 avril 2024 de la CEDH¹⁷, qui a jugé que l'Ukraine avait violé l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) combiné à l'article 14 (interdiction de la discrimination) de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de l'inefficacité de l'enquête sur deux agressions verbales et physiques du requérant, un homme gay, impliquant des insultes homophobes. Suite à la première agression, les autorités n'ont pas donné suite aux allégations de crime de haine du requérant et ont d'abord classé l'agression comme un vol. La Cour a noté que la qualification pénale choisie par les autorités nationales pour la deuxième agression comme relevant des dispositions

ordinaires du droit pénal a compromis leur capacité à découvrir le motif homophobe allégué de l'agression. Dans le contexte où l'extrême droite a fréquemment recours à la violence contre les mouvements LGBT, une loi réprimant les crimes de haine devrait faciliter le combat judiciaire contre ces agressions.

La marche de Kyiv du 16 juin dernier est venue rappeler ce principe essentiel: la victoire contre l'agression et l'égalité des droits dans la société sont inséparables.

L'appel à participer à la marche de l'égalité du 16 juin

Ensemble pour l'égalité et la victoire! La marche KyivPride 2024 aura lieu le 16 juin à Kyiv. Elle est nécessaire maintenant pour un meilleur avenir de la communauté LGBTQ+ et de l'Ukraine.

La marche sera organisée avec la conviction que nous, Ukrainiens, avons plus de choses en commun que de différences. Elle sera organisée avec la conviction que l'homophobie et la transphobie sont toujours hors du temps, surtout pendant une guerre à grande échelle en Ukraine.

La marche de la KyivPride de cette année s'accompagne donc de ce qui suit:

Ensemble vers la victoire!

La communauté LGBTQ+ fait partie de la société ukrainienne et en est le reflet. Elle participe également à la lutte de l'Ukraine contre la Russie. Les personnes LGBTQ+ se battent et meurent dans la guerre, elles se portent volontaires pour l'armée et font des dons pour la collecte. Elles collectent des



16. CEDH, Arrêt du 1^{er} juin 2023, «Maymulakhin et Markiv c. Ukraine».

17. CEDH, Arrêt du 11 avril 2024, «Karter v. Ukraine».



fonds pour l'Ukraine et apportent un soutien humanitaire à la population civile, allégeant ainsi le fardeau de l'État.

Les personnes LGBTQ+, avec l'ensemble de l'Ukraine, prennent les mesures nécessaires pour la victoire de notre pays, et nous devons avoir le droit d'être protégés contre la discrimination.

La marche KyivPride exige de garantir la protection contre les crimes de haine en adoptant le projet de loi 5488 «sur les amendements au code ukrainien des infractions administratives et au Code pénal ukrainien sur la lutte contre la discrimination».

Ensemble vers l'égalité!

Actuellement, les personnes LGBTQ+ sont inégales devant la loi par rapport aux autres citoyens ukrainiens. Tout d'abord, dans le domaine du droit de la famille. Prenant en compte tous les défis d'une guerre à grande échelle, le projet de loi 9103 «Sur l'institution des partenariats enregistrés» a été proposé, ce qui permettra, en particulier, au personnel militaire LGBTQ+ d'avoir les garanties nécessaires dans les situations critiques et rapprochera notre pays de l'égalité du mariage.

La marche KyivPride demande l'adoption rapide du projet de loi 9103!

Ensemble vers l'égalité et la victoire!

Nous faisons notre coming out dans l'intérêt de toute la communauté. Nous marchons pour nous donner de la visibilité et pour déclarer l'importance du respect de nos droits. Pour toutes les personnes LGBTQ+ qui se battent au front, qui ont été forcées de partir à l'étranger, qui ont été tuées, qui sont en captivité ou sous occupation, qui ne se sentent toujours pas en sécurité en Ukraine, qui ne sont pas prêtes à faire leur coming out.

Chaque année, la marche de la KyivPride est l'un des événements les plus visibles, attirant l'attention des organisations internationales, des diplomates et des médias. Cette année, nous attirons l'attention du monde sur les questions qui concernent l'Ukraine, à savoir: la fourniture d'armes et de ressources appropriées pour la victoire militaire, le soutien international pour le retour des prisonniers et la collecte de ressources pour aider la population civile.

Les organisateurs de la Marche ont étudié tous les défis possibles auxquels une manifestation pacifique pourrait être confrontée. Pour protéger l'événement d'une attaque de missiles, la marche se déroulera à proximité d'un abri certifié. En ce qui concerne les menaces d'attaque contre un événement pacifique et les menaces de rendre la marche KyivPride «non pacifique», nous pensons que cela ne peut pas être un obstacle à l'événement. Il incombe à la police et aux autres agences de sécurité de faire face à ces risques et, d'après notre expérience, elles disposent des compétences et de l'expertise nécessaires.



Marche LGTB pour l'égalité à Kyiv

Le dimanche 16 juin, une marche pour l'égalité a été organisée par des mouvements LGBT à Kyiv. C'était la première marche LGBT dans la capitale ukrainienne depuis le début de l'invasion massive en février 2022. Malgré les menaces de l'extrême droite nationaliste et la mauvaise volonté des autorités municipales, la marche a été un succès dans la mobilisation pour des changements législatifs en faveur de l'égalité.

Malgré les menaces des missiles russes, malgré les tentatives de contre-manifester de l'extrême droite nationaliste, malgré la pluie battante, la marche LGBT pour l'égalité s'est déroulée dans une atmosphère combative et enthousiaste à Kyiv le dimanche 16 juin. C'était la première marche LGBT dans la capitale depuis l'invasion massive russe de février 2022.

Un demi-millier de personnes ont défilé dans les rues de la ville avec des drapeaux et des affiches. On notait une présence importante de soldats, soldates et vétérans de guerre. L'invité d'honneur de la marche était le syndicat des militaires LGBT. La manifestation s'est rassemblée dans le centre-ville, près de la station de métro Teatralna. Elle n'a pu parcourir qu'un itinéraire très bref, à proximité d'abris pour permettre une évacuation rapide en cas d'alerte antiaérienne. Le comité organisateur de la marche pour l'égalité avait voulu négocier avec la police la possibilité de parcourir un itinéraire plus long, avec un plus grand nombre de manifestants mais ces négociations ont échoué. Une des options qu'il proposait était d'organiser le défilé dans le métro. Cela a été refusé par le conseil municipal de Kyiv. Le lieu de concentration



a dû être tenu secret et n'a été diffusé qu'à la dernière minute à travers des groupes de contacts sur les réseaux sociaux composés uniquement de personnes qui s'étaient inscrites pour participer à la marche.

Un groupe de militants d'extrême droite s'est concentré au Khreshchatyk pour défendre «les valeurs traditionnelles». Ils ont essayé de courir vers le lieu de la marche pour l'agresser, mais ils ont été bloqués par la police. Certaines pancartes de la marche pour l'égalité mettaient en avant que «l'homophobie, c'est la Russie», montrant que l'extrême droite nationaliste ukrainienne s'appuie en partie sur des bases idéologiques réactionnaires qu'elle partage avec les agresseurs russes. Deux jours avant la marche, un groupe de l'extrême droite nationaliste s'était réuni devant la mairie de Kyiv pour exiger l'interdiction du défilé. Leurs slogans n'étaient que la traduction ukrainienne de la propagande homophobe omniprésente dans les médias russes (notamment: «l'homosexualité n'est pas une orientation, c'est un désordre psychiatrique»).

«La Marche pour l'égalité est l'occasion d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur la guerre en Ukraine. Nous avons besoin d'un soutien juridique. Nous luttons sur un pied d'égalité avec tout le monde, mais nous ne savons pas ce qui arrivera à nos proches. Si quelque chose leur arrive, s'ils finissent à l'hôpital ou en captivité, nous ne pouvons pas leur rendre visite ni les rechercher. Nous sommes des personnes vivant avec des problèmes de vie. Jusqu'à 10 % de la communauté LGBTQ est dans l'armée», a déclaré Dmytro, un militant, ancien combattant.

ÉCLAIRAGES

Réforme agraire et agriculture en Ukraine en temps de guerre

ENTRETIEN AVEC NATALIA MAMONOVA PAR IRYNA ZAMURUYEVA¹

Quelle est la situation de l'agriculture en Ukraine en temps de guerre? Quels sont les effets de la réforme agraire sur l'avenir du pays? Et à quoi peut ressembler une approche socialement et écologiquement juste de la relance de l'agriculture après la guerre? Nous discutons de ces questions et d'autres encore avec Natalia Mamonova, chercheuse principale à RURALIS, l'Institut de recherche rurale et régionale de Norvège, et coauteur d'une étude intitulée *Ukrainian agriculture in wartime: resilience, reforms, and markets* (L'agriculture ukrainienne en temps de guerre: résilience, réformes et marchés), publiée par The Transnational Institute (TNI).

Dans votre travail sur l'agriculture ukrainienne, vous affirmez que notre pays possède une «structure agricole bimodale²», dans laquelle les grandes entreprises agroalimentaires et les petites exploitations ne se font pas directement concurrence pour les terres et les marchés, ce qui leur permet de coexister depuis des années. Comment cela s'est-il produit et comment cela fonctionne-t-il dans la pratique?

1. Publié par [Commons](#), 23 mai 2024. Illustration: Katya Gritseva. Traduction: Patrick Le Tréhondat.

2. NdT. Présentant deux modes prédominants.

Oui, il existe deux grands types de producteurs agricoles en Ukraine. Il y a la grande entreprise agroalimentaire qui est principalement orientée vers la production de céréales pour l'exportation. Elle cultive environ 50 % de toutes les terres agricoles et produit la moitié de la production agricole intérieure brute. L'autre moitié est produite par les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux qui cultivent les 50 % restants. Les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux produisent 95 % des pommes de terre, 85 % des légumes, 80 % des fruits et baies, environ 75 % du lait et plus de 35 % de la viande pour la consommation personnelle et les ventes sur le marché intérieur. Outre la production de denrées alimentaires pour le marché ukrainien, les agriculteurs familiaux s'intéressent de plus en plus aux exportations de céréales, mais il leur est difficile de rivaliser avec les grandes entreprises agroalimentaires, qui contrôlent tous les goulets d'étranglement.

Cette structure agricole bimodale est le résultat de multiples facteurs. L'un d'entre eux est la réforme agraire. Elle a été lancée après l'effondrement de l'Union soviétique et visait à distribuer les anciennes terres collectives à la population rurale pour qu'elle les exploite à titre privé. La réforme a largement échoué et les terres sont restées dans les collectifs réorganisés, qui se sont ensuite métamorphosés en entreprises industrielles modernes et en agro-holdings. Le moratoire de vingt ans sur les ventes de terres a garanti les droits fonciers des villageois ukrainiens, qui ont loué les terres distribuées à l'agro-industrie pour une somme modique ou en nature, tout en continuant à cultiver leurs parcelles familiales.

Il n'y a donc pas eu d'accapement de terres ni de dépossession directe des petits exploitants en Ukraine jusqu'à ce jour. Mais il y a un «accapement de contrôle»: les entreprises agroalimentaires contrôlent

la chaîne de valeur agroalimentaire et reçoivent la plupart des subventions agricoles, empêchant ainsi les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux de se développer et de devenir plus rentables.

Une autre raison de la coexistence des grandes et des petites entreprises est la croyance commune selon laquelle « *big is beautiful* » (ce qui est grand est beau). Cette croyance est en partie enracinée dans l'histoire soviétique et en partie imposée par l'ordre capitaliste néolibéral qui favorise les grandes entreprises, tant sur le plan structurel qu'idéologique. Cette croyance est ancrée dans l'esprit des décideurs politiques ukrainiens et a fait l'objet d'un lobbying de la part des agro-holdings pendant de nombreuses années. L'Ukraine est ainsi devenue le premier exportateur mondial de céréales. Cette conviction était également partagée par les petits exploitants agricoles jusqu'à récemment; ils considéraient leur exploitation familiale comme subsidiaire et insignifiante et, par conséquent, ne défendaient pas leurs droits et leur reconnaissance en tant que tel.

La situation a commencé à changer après la révolution Euromaïdan. L'Ukraine a alors rompu avec son passé soviétique et l'influence russe qui y était associée, et s'est engagée sur la voie de l'indépendance et d'un avenir européen. Dans le cadre de l'un de mes projets, j'ai interrogé des Ukrainiens des zones rurales deux ans avant et deux ans après l'Euromaïdan. J'ai observé comment une nouvelle identité pro-européenne et un patriotisme croissant ont conduit les gens à parler de l'agriculture familiale comme du modèle futur de l'agriculture ukrainienne qui pourrait nourrir l'Ukraine et l'Europe avec des aliments écologiques et sains. En effet, les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux en Ukraine sont tout aussi productifs en termes de rendement que les grandes entreprises, mais ils utilisent des méthodes

plus respectueuses de l'environnement et des réseaux alimentaires locaux et, s'ils sont améliorés, ils pourraient devenir une alternative durable à l'agriculture industrielle dépendante des produits chimiques.

En outre, les petits exploitants espéraient que l'association de l'Ukraine avec l'UE, suivie de son adhésion en tant qu'État membre, réduirait la corruption et affaiblirait l'influence de l'oligarchie dans l'économie nationale, ouvrirait de nouveaux marchés pour les produits agricoles des petits exploitants et soutiendrait le développement de l'agriculture familiale en Ukraine. Dans l'ensemble, l'adhésion à l'UE signifiait une vie meilleure et des opportunités plus équitables pour de nombreux Ukrainiens, et pas seulement pour les habitants des zones rurales.

Votre rapport affirme que les petites exploitations familiales en Ukraine sont essentielles non seulement pour une production alimentaire plus écologique et socialement responsable, mais aussi pour la sécurité et la souveraineté alimentaires de l'Ukraine en cas d'invasion massive par la Russie. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Cette guerre de grande ampleur a démontré la fragilité systémique de l'agriculture néolibérale mondialisée, qui se caractérise par une spécialisation étroite de la production agricole, une dépendance à l'égard du commerce international des denrées alimentaires, des carburants et des engrais, et une dépendance extrême à l'égard de quelques produits de base pour la plupart des régimes alimentaires humains.

L'agriculture ukrainienne, orientée vers l'exportation, a été paralysée dans les premiers mois de la guerre. Des montagnes de céréales se sont formées le long des frontières ukrainiennes, alors que les ports de la mer Noire étaient bloqués par la marine russe et que les voies terrestres étaient insuffisantes pour



transporter toutes les céréales. En outre, les livraisons de carburant et d'engrais ont été interrompues, car elles étaient auparavant importées de Russie et du Bélarus. Et bien sûr, la Russie a continué de bombarder les champs agricoles, de détruire les installations et les infrastructures agricoles. La liste des destructions est sans fin! Les grandes entreprises agroalimentaires n'ont pas été en mesure de s'adapter rapidement aux chocs et aux défis de la guerre. Leur logistique complexe, leur haute technologie et leur grande échelle peuvent être efficaces en temps de paix, mais pas en temps de guerre. En revanche, les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux, qui se trouvent en dehors des zones d'hostilités actives, ont pu s'adapter relativement rapidement et produire de la nourriture pour eux-mêmes, leurs communautés, l'armée et la population de l'Ukraine.

Comment y sont-ils parvenus? Les systèmes alimentaires locaux sont généralement plus résistants aux chocs mondiaux, car ils sont moins dépendants des ressources extérieures et du commerce international. Lorsque les intrants agricoles se sont raréfiés, les petits exploitants ont commencé à utiliser davantage de travail manuel et moins de machines, labourant parfois les champs avec des chevaux. Ils ont remplacé les engrais chimiques par des engrais organiques et, dans le cas des exploitations orientées vers l'exportation, ils ont pu se réorienter rapidement vers le marché intérieur, en produisant, par exemple, du sarrasin au lieu du maïs. Mais le plus important, c'est la solidarité qui a aidé le peuple ukrainien à survivre dans les moments les plus difficiles. De nombreuses communautés rurales accueillent des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont fui les zones de guerre et les grandes villes fréquemment visées par les frappes aériennes russes. Ensemble, les

gens cultivent la nourriture, partagent les ressources et se soutiennent mutuellement.

Ainsi, les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux sont ceux qui nourrissent l'Ukraine en temps de paix et maintenant en temps de guerre. Cela influence également l'attitude du public à l'égard de l'agriculture à petite échelle. Comme je l'ai dit précédemment, de plus en plus de personnes pensent que le modèle d'agriculture familiale devrait être l'avenir de l'Ukraine. Aujourd'hui, ils sont encore plus nombreux à le penser.

Dans le rapport, vous soulignez que la réforme foncière visant à lever le moratoire sur la vente des terres agricoles en vigueur depuis 2001 est l'une des réformes les plus controversées et les plus sensibles sur le plan politique depuis l'indépendance. Quelles ont été ses objectifs et ses conséquences jusqu'à présent, et quelles conséquences sociales, environnementales et économiques de la libéralisation du marché foncier verrons-nous dans un avenir proche?

De nombreuses voix s'élèvent pour et contre la réforme agraire. Sans la guerre, la libéralisation du marché foncier serait devenue la plus grande question de la politique ukrainienne. La nécessité d'ouvrir le marché foncier a été justifiée par le fait que cela garantirait les droits des usagers des terres, rendrait l'agriculture plus efficace et attirerait davantage d'investissements dans l'agriculture ukrainienne. Ses opposants craignent un accaparement des terres par les grandes entreprises agroalimentaires et la disparition de l'agriculture à petite échelle.

La libéralisation du marché foncier était prévue en deux étapes. De 2021 à 2024, seules les personnes physiques pouvaient acheter des terres, mais pas plus de 100 hectares par personne. Après 2024, les personnes physiques et morales pouvaient acquérir



jusqu'à 10 000 hectares de terres. L'idée était bonne : une approche progressive visant à permettre aux agriculteurs familiaux et aux petits exploitants d'acheter des terres dans un premier temps, puis d'offrir un accès au marché aux grandes entreprises. Mais cette approche ne tenait pas compte du fait que la guerre à grande échelle a commencé alors que le marché foncier n'était ouvert que depuis six mois. Pendant les premiers mois de la guerre, la réforme agraire a été suspendue, mais elle s'est ensuite poursuivie comme prévu.

Je pense que le marché foncier devrait être libéralisé, mais en soutenant davantage les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux dans l'achat de terres, sinon la situation deviendra semblable à celle de l'Amérique latine, où les latifundia contrôlent la plupart des terres. En outre, la réforme agraire ne devrait pas être menée pendant la guerre. Comment pouvons-nous autoriser la vente de terres alors que 30 % des territoires ukrainiens sont désormais occupés, que 6,2 millions de réfugiés ont quitté l'Ukraine, que 5,1 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et que de nombreux Ukrainiens, des hommes pour la plupart, se battent sur le front ? Ces personnes ne peuvent pas participer aux transactions foncières. D'une manière générale, la guerre a créé des incertitudes et des difficultés économiques pour de nombreux Ukrainiens. Cela se traduit par des ventes de terres en pleine détresse, lorsque les gens vendent leurs parcelles pour acheter des biens de première nécessité ou pour payer un traitement médical. En des temps meilleurs, ils ne vendraient pas leurs terres. En outre, de nombreux agriculteurs familiaux n'ont pas les moyens financiers d'acheter les terres qu'ils louent actuellement à leurs voisins. En revanche, les grandes entreprises agroalimentaires disposent de ces moyens.

À l'heure actuelle, nous ne constatons pas de transformation significative de la propriété foncière en Ukraine. Les transactions foncières qui ont lieu aujourd'hui ont pour la plupart été effectuées il y a longtemps et ne sont aujourd'hui que légalisées. Toutefois, si les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux ne reçoivent pas un soutien suffisant pour acheter des terres, nous pourrions assister à des changements dans l'utilisation des terres. Et il ne s'agit pas nécessairement de l'accapement de terres par de grandes exploitations agricoles. Ces dernières tenteront certainement de s'assurer le contrôle des terres qu'elles cultivent. Mais d'autres acteurs, tels que les spéculateurs, les magnats des affaires et d'autres investisseurs non agricoles, pourraient acheter des terres agricoles ukrainiennes en période d'incertitude.

Tout cela rendra la vie encore plus difficile pour les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux. L'avenir de l'agriculture ukrainienne s'en trouvera affecté ; elle peut devenir encore plus industrielle et orientée vers l'exportation. Cela compromettra à son tour la sécurité alimentaire nationale, puisque les agriculteurs familiaux et les ménages ruraux sont ceux qui nourrissent l'Ukraine en temps de guerre comme en temps de paix. Cela affectera également la vie sociale dans les villages, car l'agriculture familiale et les ménages ruraux sont l'épine dorsale de chaque village. Et bien sûr, l'environnement risque d'en pâtir, car l'agriculture industrielle utilise des méthodes moins respectueuses de l'environnement. Mais ce n'est rien en comparaison de l'impact de la guerre sur l'agriculture ukrainienne, l'environnement et la vie des gens.

Je m'intéresse aux conséquences de la dépendance à l'égard des exportations alimentaires ukrainiennes pour les agriculteurs et les producteurs de denrées alimentaires d'Europe





centrale et orientale, ainsi que pour les pays africains, à la suite de la guerre totale. Qui a été touché par ces turbulences et comment? Comment les perturbations de l'agriculture ukrainienne causées par la guerre ont-elles affecté d'autres régions du monde, ceux qui consomment les produits ukrainiens et ceux qui leur font concurrence?

Avant l'invasion russe de 2022, l'Ukraine était le premier exportateur mondial de graines de tournesol (utilisées pour fabriquer de l'huile de tournesol et des aliments pour animaux), le quatrième exportateur d'orge et de maïs, et le septième exportateur de blé. Les céréales ukrainiennes sont expédiées dans le monde entier. Mais ce sont les principaux destinataires des céréales ukrainiennes, les pays d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient souffrant d'insécurité alimentaire, qui ont le plus souffert du blocus russe des ports ukrainiens de la mer Noire, par lesquels

95 % des exportations de céréales ukrainiennes étaient acheminées vers l'étranger. Les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition y ont augmenté de manière significative. Les Nations unies ont affirmé que la guerre avait exacerbé la famine dans les pays du Sud. Cependant, je dois noter que cette situation n'est pas seulement due à la guerre, mais aussi au changement climatique, à la pandémie de Covid-19 et aux conflits internes.

La guerre a non seulement provoqué des perturbations physiques dans le commerce des denrées alimentaires, mais elle a également entraîné une augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires. Ainsi, les prix mondiaux des céréales, y compris le blé, l'orge et d'autres cultures, ont presque doublé lorsque l'Ukraine et la Russie – les principaux pays exportateurs de céréales – se sont retirées du commerce international. Les prix ont également grimpé en raison de facteurs sans rapport avec la production

et la distribution, tels que la spéculation sur les marchés alimentaires mondiaux, les fluctuations des taux de change et les restrictions à l'exportation imposées par d'autres pays pour maintenir leur sécurité alimentaire. Aujourd'hui, seize pays ont introduit 22 interdictions d'exporter des denrées alimentaires et huit ont introduit quinze mesures de restriction des exportations.

Les pays qui ne dépendent pas directement des importations de produits alimentaires ukrainiens ont également ressenti les graves conséquences de la guerre. La guerre a perturbé non seulement le commerce des denrées alimentaires, mais aussi celui des carburants et des engrais – la Russie et le Bélarus étaient les principaux exportateurs d'engrais et de carburants vers de nombreux pays. Ce qui a provoqué une forte augmentation des prix mondiaux des carburants et des engrais, qui a affecté les producteurs de denrées alimentaires dans le monde entier. Les producteurs agricoles industriels ont été les plus durement touchés, car ils dépendent fortement des carburants et des intrants chimiques. Cette situation, associée à l'inflation et à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, a poussé de nombreux agriculteurs au bord de la faillite.

Ces jours-ci, nous assistons aux plus grandes manifestations d'agriculteurs de l'histoire de l'Union européenne. Les causes de ces manifestations sont multiples, mais la principale est la situation économique déplorable des agriculteurs européens. En Europe centrale et orientale, les agriculteurs protestent contre l'afflux de produits alimentaires ukrainiens, principalement des céréales. Comme je l'ai déjà mentionné, le blocus des ports de la mer Noire par la Russie a eu pour effet de bloquer les céréales ukrainiennes dans le pays. Pour résoudre ce problème, le gouvernement ukrainien, en collaboration avec

ses alliés européens, a mis en place des «couloirs de solidarité» afin de transférer les céréales ukrainiennes par voie terrestre et fluviale vers l'Europe en vue de leur expédition vers des pays du Moyen-Orient ou d'Afrique. Cependant, une part importante des céréales et oléagineux ukrainiens a été vendue à l'UE. Cette situation est due à des goulets d'étranglement logistiques, à la flambée des coûts de transport en dehors de l'UE, à des contrats non respectés avec les acheteurs initiaux et, dans certains cas, à des pratiques douteuses qui ont permis à certains acteurs locaux en Pologne, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie de tirer profit de la vente de céréales ukrainiennes sur les marchés locaux. L'afflux de céréales ukrainiennes relativement bon marché en Europe centrale et orientale a fait baisser les prix locaux et empêché les agriculteurs locaux de vendre leurs récoltes.

Dans l'UE, les agriculteurs et les hommes politiques qui s'opposent à l'augmentation des importations de produits agricoles ukrainiens mettent l'accent sur deux points: le caractère industriel de la production en Ukraine, qui la rend plus compétitive sur le plan économique, et les dangers pour l'environnement et la santé. Cette critique ne s'applique-t-elle qu'aux grandes exploitations oligarchiques qui dominent les exportations et ne concerne-t-elle pas les petits exploitants?

Oui, vous avez raison. Les critiques à l'égard des produits d'exportation ukrainiens sont liées à leur prix et à leurs méthodes de production. Cela s'applique non seulement aux céréales d'Ukraine, mais aussi à d'autres produits alimentaires. En France, par exemple, les agriculteurs protestent contre le miel ukrainien. Les produits ukrainiens sont moins chers que ceux produits dans l'UE pour diverses raisons.



Il s'agit des méthodes de production industrielle et des économies d'échelle qui rendent les produits alimentaires ukrainiens plus compétitifs sur le plan économique. Les producteurs ukrainiens de denrées alimentaires ne doivent pas se conformer à des exigences environnementales strictes, comme c'est le cas dans l'UE. En outre, la terre et la main-d'œuvre sont également moins chères en Ukraine. Et surtout, l'UE a introduit une suspension temporaire des droits d'exportation et des contingents tarifaires sur les produits agroalimentaires ukrainiens pour soutenir l'Ukraine pendant la guerre. Tout cela a une incidence sur le prix des produits alimentaires ukrainiens sur les marchés européens.

Je ne dirais pas que les agriculteurs et les hommes politiques européens qui protestent croient sérieusement que les produits ukrainiens représentent un danger pour l'environnement et la santé. Les exportations alimentaires ukrainiennes ne sont pas dangereuses, bien que la Slovaquie ait trouvé l'année dernière des traces d'un pesticide interdit dans l'UE dans du blé provenant d'Ukraine. Il y a également eu des précédents lorsque des céréales ukrainiennes destinées à l'alimentation animale ont été vendues dans certains pays d'Europe centrale et orientale comme des céréales destinées à la boulangerie. Mes collègues polonais ont révélé de tels cas. Mais c'est la corruption en Pologne qu'il faut blâmer, et non les céréales ukrainiennes.

En ce qui concerne votre question de savoir si la critique s'applique uniquement aux grandes exploitations oligarchiques ou également aux petits exploitants : je ne suis pas sûr que tout le monde en Europe comprenne que l'agriculture ukrainienne est fondamentalement différente de l'agriculture européenne et qu'elle se compose de deux types de producteurs différents. Dans le discours européen largement

répandu, on utilise l'expression très générale « exportations de denrées alimentaires en provenance d'Ukraine ». Ce n'est qu'en Pologne, le voisin le plus proche de l'Ukraine, que les agriculteurs protestataires ont commencé à affirmer qu'ils ne protestaient pas contre les agriculteurs ukrainiens, mais contre les sociétés transnationales opérant en Ukraine. C'est en grande partie vrai, puisque les entreprises agroalimentaires, les principaux exportateurs de céréales ukrainiennes, appartiennent souvent à des holdings internationaux ou à des groupes d'investissement étrangers. Cependant, le miel, par exemple, est produit par des agriculteurs familiaux ukrainiens et des ménages ruraux à vocation commerciale qui vendent leurs produits à l'étranger. Malheureusement, le ressentiment des agriculteurs européens à l'égard des exportations ukrainiennes moins chères est le même.

De nombreuses discussions sont en cours sur la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Dans le cadre du Conseil national de reconstruction, un groupe « Nouvelle politique agricole » élabore actuellement des propositions pour le redressement de l'agriculture. Les projets existants semblent proposer de revenir au modèle de production et d'économie d'avant-guerre, à savoir une agriculture mondialisée orientée vers l'exportation, au lieu de repenser la production alimentaire du point de vue du bien public et de la santé écologique. Ils ont été critiqués par la société civile et la communauté universitaire. À quoi ressemblerait un redressement agricole d'après-guerre plus juste ? Comment soutenir une production alimentaire saine, culturellement appropriée et produite dans le respect et la protection de la terre ?



Je ne pense pas qu'il faille essayer d'éliminer l'agriculture industrielle à grande échelle en Ukraine. C'est trop extrême et irréaliste. Tout d'abord, l'agro-industrie génère des recettes budgétaires nécessaires à la reconstruction du pays après la guerre (avant la guerre, le secteur agricole représentait 45 % des recettes d'exportation). Certes, il existe beaucoup de cas d'évasion fiscale à grande échelle de la part des agro-industries, mais il ne faut pas sous-estimer le rôle des grandes entreprises dans l'économie ukrainienne. Deuxièmement, le monde est tributaire des céréales ukrainiennes et notre pays dispose des terres, du climat et des ressources nécessaires pour rester le «grenier du monde». Toutefois, je pense qu'il est important d'imposer davantage de restrictions aux grandes entreprises, y compris des restrictions environnementales, et de rendre l'agro-industrie plus transparente. Il est également important que le gouvernement ukrainien modifie les priorités de sa politique agricole, en passant d'une approche *big is beautiful* à un soutien à l'agriculture familiale et aux ménages ruraux. Bien sûr, c'est plus facile à dire qu'à faire, car la structure agricole bimodale, très injuste pour les petits exploitants, est profondément ancrée dans le système institutionnel ukrainien. La nouvelle politique agricole, qui vise en grande partie à recréer le modèle d'avant-guerre d'une agriculture mondialisée et orientée vers l'exportation, en est la preuve.

Et, oui, la société civile, les organisations d'agriculteurs et la communauté universitaire critiquent vivement les plans gouvernementaux visant à recréer l'ancien système agricole. Les critiques soutiennent que l'agriculture industrielle orientée vers l'exportation a montré sa fragilité et son manque de durabilité, et qu'il est temps de donner la priorité à l'agriculture familiale, qui est écologiquement et socialement durable, économiquement viable et résiliente

en temps de crise. L'année dernière, des militants et des universitaires ont élaboré une «résolution à l'intention du gouvernement ukrainien» contenant des recommandations concrètes à l'intention des différentes autorités de l'État sur la manière de reconstruire l'agriculture ukrainienne afin de la rendre plus juste et plus durable. Les recommandations portent notamment sur l'adoption des directives des Nations unies pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, des principes de la FAO pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et de la déclaration des Nations unies sur les droits des paysans. Les auteurs suggèrent également certains mécanismes pour aider les petits exploitants à acheter des terres agricoles et demandent un quota de 10 % pour les petits producteurs agricoles dans le commerce international des céréales, dans le cadre du programme humanitaire «Grain d'Ukraine».

En outre, l'UE exerce également des pressions. Le gouvernement ukrainien a l'obligation d'aligner sa législation et ses politiques sur les normes européennes et internationales, ce qui devrait nécessiter des efforts supplémentaires pour améliorer la durabilité de l'agriculture ukrainienne, renforcer la diversité des modèles agricoles (en particulier l'agriculture familiale) et promouvoir le développement rural.

Par rapport aux oligarques industriels, qui perdent de leur influence, les oligarques agraires semblent s'en sortir beaucoup mieux. Beaucoup de ces derniers semblent consolider leur pouvoir et leur contrôle sur les terres en Ukraine. Que pensez-vous de l'état actuel de l'oligarchie agricole ukrainienne?

Le système oligarchique ukrainien est très dynamique et les oligarques modifient leurs priorités politiques et concluent des alliances en fonction du



gouvernement au pouvoir. L'agriculture est un secteur d'investissement clé pour les oligarques ukrainiens. La monoculture industrielle à grande échelle génère des profits rapides, nécessite moins d'investissements, et des millions d'argent public y sont déversés depuis des décennies. De nombreux oligarques ont établi des liens étroits avec les autorités de l'État, ce qui leur a permis d'influencer la politique agricole et de négocier de meilleures conditions pour leurs entreprises. L'exemple le plus clair de la fusion des intérêts de l'État et de l'oligarchie est la présidence de Petro Porochenko. L'oligarque Porochenko, anciennement connu sous le nom de «roi du chocolat», était propriétaire d'une grande entreprise agricole, Agroprominvest, dont la superficie a triplé pendant sa présidence.

L'actuel président Volodymyr Zelensky a pris un certain nombre d'initiatives pour désoligarchiser l'économie ukrainienne et limiter l'influence politique des oligarques. La guerre de la Russie en Ukraine l'a aidé dans ces efforts. Tout d'abord, de nombreuses grandes entreprises connaissent de graves difficultés en raison de l'agression et de l'occupation russes. Cela concerne principalement les entreprises industrielles, telles que la métallurgie, l'exploitation minière dans l'Est et le Sud de l'Ukraine, ou le secteur de la tuyauterie et des chemins de fer. L'agriculture à grande échelle orientée vers l'exportation connaît également des problèmes structurels en raison de la guerre (j'en ai déjà parlé). Deuxièmement, Zelensky n'a plus besoin du soutien politique et financier des oligarques, et l'expérience éprouvante de la défense du pays contre l'agression russe est susceptible de rendre les Ukrainiens moins enclins à faire à nouveau des courbettes aux mégariches. Troisièmement, la réduction de la corruption et le renforcement de l'État de droit sont également



une condition pour qu'une grande partie de l'aide soit versée à l'Ukraine.

Je ne pense pas que la guerre ait mis fin aux oligarques ukrainiens, ils sont encore trop puissants. Toutefois, ils devront peut-être chercher des moyens créatifs de réorganiser leurs entreprises pour s'adapter aux nouvelles exigences et conditions que l'Ukraine doit remplir si elle veut adhérer à l'UE. Comme nous le voyons actuellement, les oligarques et les grandes entreprises ukrainiennes tentent d'influencer les programmes de reconstruction d'après-guerre afin de maintenir en place le *big is beautiful*.

Le gouvernement ukrainien est donc confronté à un sérieux dilemme: doit-il continuer à soutenir le modèle agricole axé sur l'exportation à grande échelle, pour lequel les grandes entreprises et les oligarques font pression, et rester le «grenier du monde»? Ou bien le gouvernement doit-il se recentrer sur l'agriculture familiale, qui est socialement, écologiquement et économiquement durable et plus résistante en temps de crise? La réponse politique à cette question difficile déterminera l'avenir de l'agriculture et des zones rurales ukrainiennes dans les années à venir.



La dramatique errance des déserteurs, insoumis et objecteurs de conscience russes

DANIEL GUERRIER¹

Alors que le gouvernement français annonçait, en mai 2024, 500 000 pertes militaires russes, dont 150 000 morts, le site russe indépendant *Mediazona* fait état de poursuites contre 8 600 militaires russes pour «abandon d'unité» depuis septembre 2022, dont plus de 3 500 les cinq premiers mois de 2024, sur plus de 1 million de militaires en armes. Quelque 311 autres sont accusés de «désertion».

Le Kazakhstan et l'Arménie – avec le Kirghizstan et le Bélarus, plus proches du Kremlin – sont les uniques pays où des Russes peuvent se rendre avec leur seul passeport interne, l'équivalent d'une carte d'identité. Les militaires russes disposent très rarement d'un passeport classique : pour en obtenir un, ils doivent avoir l'aval de la hiérarchie et des services de renseignement. Ce document est ensuite généralement confisqué, selon plusieurs ONG. Les

1. Daniel Guerrier était président des éditions Spartacus avant que celles-ci aient intégré les éditions Syllepse et aussi membre des Brigades éditoriales de solidarité. Sources : AFP, Bureau international kazakh des droits humain, Idit Lessom, In Transit, *Mediazona*, Mouvement des objecteurs de conscience russes, *Noviïa Gazeta Europe*, Russie-Libertés.

déserteurs «ne peuvent pas aller en Europe car ils n'ont pas de passeport où apposer un visa. Ils ne peuvent pas rentrer en Russie pour en faire un», souligne Ivan Chouviliev, porte-parole de l'ONG Idite Lessom (Foutez le camp!). Et ils sont en danger là où ils se trouvent. Deux déserteurs ont été enlevés en décembre 2023 et avril 2024 par des soldats russes stationnés en Arménie, selon Idite Lessom. Ce réseau fonctionnant grâce à des centaines de bénévoles affirme avoir reçu des demandes d'aide de plus de 45 000 Russes et avoir permis à environ 2 000 soldats de désertir, dont une grande partie se terre en Russie.

Quelque 500 déserteurs russes se cachent au Kazakhstan mais surtout en Arménie, selon des associations les aidant. Tous craignent d'être arrêtés et renvoyés en Russie. «Dans nos pays postsoviétiques, accorder le statut de réfugié à un citoyen russe n'est pas un acte humanitaire. C'est un acte politique», observe Artur Alkhastov du Bureau international kazakh des droits humains. Or Astana tient à ses bonnes relations avec la Russie. Le Kazakhstan est accusé par des ONG de faciliter des interpellations de Russes sur son sol.

Un déserteur russe, qui a fui au Kazakhstan sept mois après l'invasion de l'Ukraine, vient d'être arrêté et craint d'être renvoyé en Russie, où le pire l'attend. Son titre de séjour kazakh vient d'arriver à échéance. Il y attend un visa pour la France. Sa première demande en ce sens a été refusée. En Russie, il risque jusqu'à quinze ans de prison.

Un autre déserteur a choisi la Géorgie. Il s'est fait passer pour un civil afin d'obtenir un passeport international et fuir la Russie avec sa famille. Mais il ne pense pas être en sécurité en Géorgie. Le parti au pouvoir y a multiplié les mesures rapprochant le pays de Moscou et l'opposition craint une dérive similaire



à celle de la Russie depuis l'adoption récente d'une loi sur l'influence étrangère. Début mai, l'ambassade de France à Tbilissi lui a refusé un visa.

Un réserviste a choisi l'insoumission et a d'abord fui en Géorgie, avec sa famille, après réception de son ordre de mobilisation en septembre 2022. Soutien d'Alexeï Navalny, il affirme qu'il faisait des dons à la fondation de l'opposant russe défunt. Un geste qui a valu à plusieurs Russes d'être poursuivis pour «extrémisme» et incarcérés. La Cour nationale du droit d'asile français (CNDA, juridiction d'appel pour les réfugiés) lui a accordé le statut de réfugié politique au bout d'un an et demi.

Le chef de la diplomatie française Stéphane Séjourné évoquait en mai dernier la tradition d'accueil de la France, dans une interview à *Noviia Gazeta Europe*. Depuis juillet 2023, la CNDA considère que les Russes fuyant la mobilisation pour la guerre en Ukraine et les mobilisés ayant déserté peuvent obtenir le statut de réfugié. Seuls 102 Russes ont reçu le précieux sésame en dix mois du fait de leur insoumission à la mobilisation partielle ou objection de conscience mais aucun déserteur, selon la CNDA.

«On aimerait que la France s'engage davantage pour les déserteurs, ces vrais résistants qui refusent de participer à des crimes de guerre», plaide Olga Prokopieva, présidente de l'ONG Russie-Libertés. L'un d'entre eux a obtenu en avril le statut de réfugié en France, mais après deux ans de procédure et un refus en première instance.

En Allemagne, autre pays avec qui les ONG sont en contact pour obtenir un asile aux déserteurs russes, il n'est «pas prévu de délivrer des visas en cas de désertion ou d'objection au service militaire», déclare le ministère des affaires étrangères. Mais des soldats russes peuvent en obtenir un s'ils sont «particulièrement menacés de persécution». Berlin n'accède pour



l'instant pas à leurs demandes, affirme l'avocat Artem Clyga du Mouvement des objecteurs de conscience russes, qui dit entendre souvent que tous ces Russes sont des criminels de guerre.

L'avocat français de demandeurs d'asile russes Alexandre Delavay y voit un manque de cohérence de l'Union européenne. «On ne peut pas expliquer qu'il faut que l'Ukraine gagne sans se donner les moyens d'accueillir ceux qui ne veulent pas garnir les rangs de l'armée russe.» «Si vous êtes un activiste russe et que vous avez participé à quelques manifestations, vous recevez un visa. Mais si vous étiez dans l'armée et que vous vous êtes automutilé pour fuir le front, vous n'avez pas de visa», tempête une porte-parole d'In Transit, autre ONG aidant les déserteurs.



**RETOUR
VERS LE FUTUR**

L'héritage progressiste de la République populaire d'Ukraine (1917-1921)

VLADYSLAV STARODUBTSEV¹

Partie 1

La vision de l'histoire de l'Europe de l'Est est souvent déformée à travers le prisme russe. Cela s'applique également à la révolution de 1917. La plupart des gens parlent de la révolution russe, parfois aussi des révolutions russes lorsqu'il s'agit du renversement du tsar en février (de l'ancien calendrier) et de la conquête du pouvoir par les bolcheviks en octobre. Cependant, en 1917, nous avons été confrontés à une série de révolutions dans l'Empire russe, dont beaucoup sont de nature socialiste-démocrate, mais qui se sont terminées par la victoire des bolcheviks dans une guerre civile. La République populaire ukrainienne de 1917 à 1921 était l'une de ces tentatives pour parvenir à une société sociale-démocrate, démocratique et socialiste. La République populaire et ses acteurs ont représenté des points de référence importants pour les générations suivantes d'opposants



et de dissidents. La révolution ukrainienne de 1917 est la preuve que la lutte pour l'indépendance et pour une société démocratique en Ukraine a commencé bien avant 1991.

Le 17 mars 1917, quelques jours seulement après le début de la révolution dans l'Empire russe, la Rada centrale (Conseil central) ukrainienne est fondée. Elle réunit une forte coalition de partis révolutionnaires et de mouvements d'ouvriers, d'agriculteurs, d'étudiants, de féministes, de militaires ainsi que des représentants des minorités nationales et d'associations municipales. Deux partis radicaux de gauche dominaient le champ politique: le Parti ukrainien des socialistes révolutionnaires et le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien. L'objectif principal de la Rada centrale était de faire respecter par des moyens révolutionnaires la revendication d'autonomie dans une Russie fédérale. La politique de la Rada centrale a montré une certaine diversité en ce qui concerne les relations avec le gouvernement de Petrograd. Au sein du Parti ukrainien des socialistes révolutionnaires, des voix s'élevaient pour réclamer une «indépendance complète» du «gouvernement bourgeois impérialiste russe», le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien représentait une position fortement autonomiste jusqu'en novembre 1917 et le Parti ukrainien des socialistes fédéralistes (un parti libéral-démocrate) était plutôt orienté vers un compromis avec le gouvernement provisoire russe. En fait, la Rada centrale a mis en place son propre gouvernement autonome en mars 1917. Elle a tenté de mener un certain nombre de réformes, notamment la réforme agraire et la réforme du gouvernement de l'Ukraine, mais en a été empêchée par le gouvernement provisoire de Petrograd qui menaçait les Ukrainiens d'actions militaires et de répression. Lors des élections à l'Assemblée constituante de l'Empire russe le 5 janvier

1. Publié par la [Friedrich Ebert Stiftung](#), 6 mai 2024. Traduction Patrick Le Tréhondat. Vladyslav Starodubtsev est historien, membre de l'organisation socialiste ukrainienne Sotsialnyi Rukh. Il a préfacé l'édition française du livre d'Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification* (Paris, Syllese, 2023).



Manifestation à Kyiv, 1918.

1918, le bloc des partis socialistes ukrainiens dans les provinces ukrainiennes a obtenu les deux tiers des voix. Quelques jours plus tard, le 9 janvier 1918, à l'Assemblée constituante ukrainienne, les socialistes-révolutionnaires ukrainiens ont obtenu à eux seuls 61 % des voix et les listes ukrainiennes en ont obtenu plus de 70 % – ce qui a désormais légitimé leur rôle dirigeant.

Ce n'est qu'en novembre 1917 que la Rada centrale proclama la République populaire ukrainienne. Peu de temps après, le gouvernement bolchevique de Petrograd déclara la guerre à l'Ukraine, déclenchant la première guerre de l'histoire entre deux États socialistes. Auparavant, les bolcheviks avaient tenté à plusieurs reprises de renverser la Rada centrale, même si les réformes de la République populaire ukrainienne étaient plus proches des slogans bolcheviks que de ceux du gouvernement provisoire qui venait d'être renversé par les bolcheviks. Les sociaux-révolutionnaires et les sociaux-démocrates d'Ukraine ont tenté de mettre en œuvre leurs programmes, mais les

réformes plus radicales ont été ralenties et minées par la guerre, la famine et la nécessité de construire tout un appareil d'État avec une population manquant d'éducation et de compétences.

En 1918, la République populaire ukrainienne a demandé aux forces allemandes et autrichiennes de la défendre contre l'impérialisme russo-bolchevique, mais les forces d'intervention ont renversé la république et installé le gouvernement autoritaire et de droite de Pavlo Skoropadsky. Cette politique de droite et l'idée selon laquelle la Rada centrale était responsable de l'intervention de forces extérieures ont accru la popularité des bolcheviks et, avec d'autres facteurs, ont conduit à une radicalisation générale de la population. Le gouvernement Skoropadsky n'a survécu que quelques jours au retrait des troupes allemandes à la fin de la guerre mondiale.

Contre le gouvernement de droite et pro-russe de Skoropadsky, les partis de gauche ukrainiens ont formé le Directoire – du nom du Directoire de la 1^{re} République française. Ce comité révolutionnaire



organisa avec succès le renversement de Skoropadsky, mais se trouva immédiatement en guerre contre les troupes pro-tsaristes d'une part et celles des bolcheviks de l'autre. Le Directoire a tenté de négocier un accord de paix avec les deux forces, mais en fin de compte, ni les Rouges dits anti-impérialistes ni les Blancs tsaristes n'étaient intéressés. Tous deux voulaient occuper l'Ukraine.

Aussi vite que possible, le Directoire a organisé les élections du Congrès ouvrier. En tant que successeur de la Rada centrale, ce congrès était destiné à fonctionner comme l'Assemblée constituante et le Parlement ukrainiens. Les mouvements socialistes en Ukraine se sont alors radicalisés plus à gauche, ce qui a fait gagner en popularité les opinions et les illusions communistes et démocratiques soviétiques sur l'impérialisme bolchevique. La droite politique n'existait plus à l'époque dans la République populaire ukrainienne, hormis de petits groupes monarchistes alliés à Skoropadsky.

Une scission se produisit au sein des principaux partis de gauche, à l'instar de ce qui s'est produit en Europe occidentale. Les socialistes-révolutionnaires ukrainiens se sont divisés entre le «courant dominant» et les borotbistes (du nom de leur journal *Borotba*, Combat, qui faisait référence au poème caucasien de Taras Chevtchenko, *Combat et triomphe*). Les borotbistes et le courant dominant ont plaidé pour une Ukraine unie, indépendante et gouvernée par un conseil. Tous deux combattirent contre les bolcheviks et les Blancs, même si les borotbistes furent finalement plus disposés à faire des compromis avec les forces de Lénine. La même scission se produisit au sein de la social-démocratie ukrainienne, dont l'aile gauche se voulait indépendante, à l'instar de l'USPD allemand. Dans un premier temps, les dissidents radicaux ont soutenu le Directoire. Plus

tard, cependant, la gauche radicale, qui s'est ensuite rebaptisée Parti communiste ukrainien (borotbiste) et Parti communiste ukrainien (ukapistes), a tenté de créer une troisième force communiste indépendante. Pendant une courte période, il y eut même un front unique composé des partisans de Nestor Makhno et des deux partis communistes indépendants. Plus tard, l'aile gauche radicale de la révolution a décidé de collaborer avec les bolcheviks. Ils espéraient «inonder» le Parti bolchevique de cadres ukrainiens et ainsi vaincre le caractère impérialiste et unilatéral des forces bolcheviques. Cette stratégie a complètement échoué. Les communistes indépendants qui rejoignirent les bolcheviks furent contraints de reculer. Ils étaient censés apporter la preuve qu'ils avaient «renoncé» de leur passé «nationaliste» et «petit-bourgeois».

Retour au Directoire. Le Congrès ouvrier a terminé sa session dans une impasse entre les partisans des formes démocratiques parlementaire et soviétique de gouvernement. En guise de compromis, un «principe de fonctionnement» hybride a été introduit, un arrangement parlementaire-soviétique déroutant.

À cette époque, l'Ukraine était soumise à une forte pression militaire de la part des Russes blancs et rouges ainsi que des États voisins, notamment de la Pologne. L'Entente a également affaibli l'Ukraine avec un embargo de grande envergure et une intervention française en Crimée. La désorganisation de l'État et de l'armée a conduit à des phénomènes tels que l'Atamanchtchina – l'importance croissante des chefs de guerre et des soulèvements paysans locaux qui, comme le mouvement Makhno ou les troupes d'Ataman Hryhoryev, ont changé à plusieurs reprises d'alliés. Parfois, ils étaient alliés à la République populaire ukrainienne, parfois aux bolcheviks, et certains faisaient même partie des forces armées



républicaines. Pendant cette période, il y eut des pogroms massifs contre la population juive menés par les seigneurs de la guerre et l'armée républicaine, ainsi que des pillages, des meurtres de la population mennonite par les troupes de Makhno.

Malgré tous les problèmes, dans cette situation, la République populaire ukrainienne a réussi à mener des réformes agraires et disposait des cadres et de l'expérience nécessaires pour construire des institutions d'État. Elle s'est défendue héroïquement contre des forces écrasantes tout en protégeant la république de la faim, du chômage et, parfois, du désordre et du chaos. Dans les zones contrôlées par l'administration républicaine, les minorités étaient protégées des représailles et les agriculteurs des réquisitions. Les Ukrainiens ont mis en œuvre avec succès des réformes politiques radicales et établi une économie d'État coopérative. Le bolchevik I. Sammer l'a exprimé ainsi: «En Ukraine, nous sommes obligés de traiter avec un État coopératif.»

Pendant la révolution, la majeure partie de l'économie ukrainienne était sous gestion coopérative et l'État lui-même travaillait avec des méthodes proto-keynésiennes pour lutter contre le chômage, pour les fournitures de guerre et contre la pauvreté. Les objectifs politiques des deux principaux partis étaient radicaux. Le courant principal des révolutionnaires sociaux ukrainiens prônait une socialisation complète de l'économie et les sociaux-démocrates prônaient un État socialiste démocratique dans l'esprit de Kautsky ou de Bernstein. Même si aucun des programmes du parti n'a été pleinement mis en œuvre, les réformes menées dans des conditions absolument extrêmes ont été impressionnantes.

Sous la pression extérieure, la République populaire ukrainienne a connu cinq changements de gouvernement, l'orientation politique évoluant d'une gauche

radicale à une gauche modérée puis vers un gouvernement démocratique national apolitique. En fin de compte, la république a été effectivement dirigée par le chef militaire et ancien social-démocrate Symon Petlioura. Petlioura croyait toujours fermement au processus démocratique, mais étant donné la situation extrême dans laquelle se trouvait la République populaire – l'Entente était sur le point d'envahir la région – il prônait une centralisation du pouvoir.

Les sociaux-démocrates ont continué de jouer un rôle important, mais le 7 février 1919 pour pouvoir négocier avec l'Entente, ils rappellent leurs ministres du gouvernement. Petlioura lui-même a démissionné du parti quatre jours plus tard. Le régime de Petlioura s'est progressivement aliéné d'abord les sociaux-révolutionnaires, puis l'aile gauche des sociaux-démocrates. Sous la pression militaire de toutes parts – les forces tsaristes et bolcheviques combattaient contre la république et il y avait des troupes françaises, polonaises et roumaines sur le sol ukrainien – Petlioura a conclu une alliance avec la Pologne et a ainsi «cédé» l'Ouest de l'Ukraine aux forces polonaises. En échange de son soutien, la Pologne a exigé l'occupation d'une grande partie de l'Ukraine et l'exemption des propriétaires fonciers polonais de la réforme agraire. De leur côté, les politiciens ukrainiens occidentaux étaient en colère et exigeaient des moyens pour défendre leur patrie contre les envahisseurs polonais. Le plus grand soutien au gouvernement de Petlioura est venu de l'aile modérée du Parti social-démocrate, dirigée par les deux marxistes orthodoxes Isaac Mazepa et Panas Fedenko.

Après l'effondrement du front et la création d'un territoire national unifié et contigu, les forces armées ukrainiennes ont organisé un mouvement insurrectionnel pour combattre les Rouges et les Blancs. En



outre, les bolcheviks furent confrontés à un vaste mouvement de résistance paysanne qui comptait plus de 300 000 personnes. L'exemple le plus notable d'un tel soulèvement a eu lieu à Kholodny Yar, où l'armée républicaine, en collaboration avec l'autodéfense paysanne, a organisé une république et a même rédigé un projet de future constitution, dont la base pourrait aujourd'hui être qualifiée de «socialisme de marché démocratique».

Pour briser la résistance ukrainienne, les bolcheviks ont organisé un système répressif qui a écrasé le mouvement coopératif indépendant et asservi les paysans par la famine et les réquisitions. Les bolcheviks ont mené une politique intelligente de «diviser pour régner». «Dès les premières années de l'occupation, les bolcheviks ont organisé un système répressif et punitif en Ukraine qui comprenait 18 camps de concentration. Rien qu'entre 1918 et 1920, plus de 100 000 Ukrainiens ont été exterminés», selon l'historien ukrainien Roman Krut'sy.

Mais la résistance républicaine persistait. Entre 1917 et 1932, il y avait 692 organisations clandestines et 1435 unités d'insurgés en Ukraine. Durant cette période, 268 soulèvements ont été recensés en Ukraine. Il a fallu un génocide pour écraser la résistance républicaine. En conséquence, des éléments ukrainiens du Parti communiste se sont rangés sous la bannière de l'opposition, suivis par divers groupes insurgés pendant la Seconde Guerre mondiale et enfin au sein d'un mouvement dissident dans la période d'après-guerre. Le symbole de la République populaire ukrainienne est devenu l'une des images les plus puissantes pour mobiliser ceux qui luttent contre le totalitarisme en Ukraine.



La révolution ukrainienne frappe à la porte

La révolution ukrainienne a surgi sur les territoires de l'Empire russe et de la double monarchie austro-hongroise dans une situation de grande oppression nationale et d'assimilation. Les Ukrainiens constituaient une large minorité dans les deux pays et comptaient parmi les plus pauvres. Dans le même temps, la nation ukrainienne était isolée des villes et de toute sorte d'élite sociale composée de propriétaires fonciers et de groupes économiques capitalistes. Contrairement à ces groupes, l'Ukraine était essentiellement une nation de petits agriculteurs sans terre. La classe ouvrière urbaine ukrainienne était réduite, les classes moyennes et supérieures ukrainiennes étaient encore plus petites. Les villes étaient des instruments d'assimilation et des «îles» de domination russe ou polonaise sur les terres ukrainiennes. Pour la plupart des Ukrainiens, la mobilité sociale dans les villes était soit impossible, soit impliquait une assimilation. En 1919, la population de Kyiv, la capitale de la république, était à 43 % russe, 23 % ukrainienne et 21 % juive. La situation était similaire dans d'autres villes d'Ukraine. Elles étaient difficiles à contrôler politiquement et en même temps elles étaient l'objet de convoitises. Les villes étaient des lieux où le pouvoir était concentré de manière disproportionnée et étaient utilisées comme un outil pour réprimer la majorité ukrainienne, rendant la création de la République populaire ukrainienne une entreprise difficile.

Les conditions particulières de l'Ukraine (qui s'appliquaient également à d'autres pays d'Europe de l'Est, comme les pays baltes) signifiaient que l'oppression sociale et nationale étaient très étroitement liées. Il n'y avait pas de «capitalistes ukrainiens» ou

de «propriétaires fonciers ukrainiens», car l'ukrainisme lui-même était considéré comme une identité anticapitaliste et anti-proprétaire terrienne. Dans un certain sens, le fait d'être Ukrainien représentait non seulement une identité nationale mais aussi sociale. C'était l'un des facteurs les plus importants de l'énorme popularité des partis socialistes. Ce n'étaient pas seulement des partis qui luttèrent constamment pour les droits nationaux, mais aussi ceux qui représentaient les aspirations sociales des Ukrainiens. L'histoire de l'Ukraine dans son ensemble est une histoire entrelacée de résistance sociale et nationale.

En 1917, l'Ukraine était une région de première ligne qui souffrait beaucoup de la guerre. Elle était divisée et confrontée à la désintégration de l'armée russe, aux migrations internes, aux épidémies, à la menace de famine et aux désordres. Elle fut la région la plus touchée par la Première Guerre mondiale. La révolution ukrainienne s'est déroulée dans ces conditions.

En février 1917 (calendrier julien), la révolution éclata sur le territoire de l'Empire russe et les Ukrainiens furent parmi les premiers à soutenir le changement révolutionnaire – aussi bien les soldats ukrainiens à Petrograd que les Ukrainiens en Russie et en Ukraine. Vingt mille Ukrainiens sont alors descendus dans les rues de Petrograd pour manifester à la mémoire de Taras Chevtchenko. D'innombrables manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes d'Ukraine. Les manifestations à l'occasion de l'anniversaire de la mort ou de l'anniversaire du poète (les 9 et 10 mars selon le calendrier grégorien) étaient une longue tradition et étaient des dates centrales des protestations ukrainiennes à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. En 1914, le chef de la gendarmerie provinciale de Kyiv, le colonel Schredel, rapporta à ses supérieurs à Saint-Petersbourg :



Robitnytscha Hazeta (Journal ouvrier). Le journal du Parti ouvrier social-démocrate ukrainien du 20 octobre 1917 titre « Le 20 octobre, la Banque coopérative du Sud commence ses activités ».

Les dirigeants du mouvement ukrainien se sont unis à d'autres organisations antigouvernementales et ont commencé à élaborer un plan pour organiser des manifestations de rue le 25 février et le 26, dirigeant tous leurs efforts pour attirer les étudiants de Kyiv à ces manifestations [...]. Pour organiser de telles choses, un comité temporaire spécial a été formé parmi les étudiants, qui comprend également des représentants des communautés étrangères (Polonais, Géorgiens, Arméniens, etc.) et commence à préparer des proclamations.

L'ambiance révolutionnaire a conduit les représentants politiques ukrainiens, les dirigeants communautaires, les révolutionnaires clandestins et les organisations culturelles à former la Rada centrale ukrainienne. La Société des progressistes ukrainiens, une organisation non partisane qui existait avant 1917, décida après de longues discussions d'organiser un corps révolutionnaire afin de coordonner les forces ukrainiennes et de mettre en pratique le droit à l'autodétermination. Cette société était dominée par des politiciens à l'esprit libéral et il y avait en son sein peu de socialistes marxistes ou non marxistes. La majorité libérale adopta une position autonomiste modérée: le nouveau corps révolutionnaire ukrainien ne devait servir qu'à développer une autonomie culturelle et non politique, et il devrait être organisé



uniquement par les membres du corps. Cependant, il a été immédiatement dépassé par les socialistes, qui ont plaidé en faveur d'un organe politique participatif qui représenterait tous les Ukrainiens : la Rada centrale. L'initiative a été prise par la gauche et a acquis un caractère populaire et inclusif.

Qui a formé le gouvernement provisoire ukrainien – la Rada centrale ?

La Rada centrale ukrainienne a été fondée en mars 1917. Cependant, la Rada centrale n'était pas un parlement élu, car il n'y avait aucun moyen d'organiser des élections en pleine révolution. Il s'agissait d'une assemblée nationale composée de délégués des principaux partis et organisations ukrainiennes. La plus importante de ces organisations représentées à la Rada centrale était les Conseils de paysans, d'ouvriers et de soldats (qui fonctionnaient comme une sorte de gouvernement soviétique); les autres groupes comprenaient les plus grands partis socialistes, les organisations des minorités nationales, des groupes professionnels tels que les syndicats, les organisations étudiantes, etc., les organisations municipales, culturelles, sportives et féminines, ainsi que les délégués de l'administration locale. Plus de la moitié des délégués étaient des représentants des organisations communales. Des manifestations massives et d'autres manifestations de soutien à la Rada centrale de la part de ces organisations ont eu lieu au cours des mois suivants. En raison de sa composition – la formation et les réunions des différents congrès du conseil et des organisations minoritaires ont pris du temps – le nombre de délégués à la Rada centrale a été multiplié par dix à partir de la première réunion. En ce sens, la Rada centrale ukrainienne



n'était pas un parlement, mais une institution de démocratie participative et révolutionnaire. Ses principaux objectifs étaient la lutte pour l'autonomie ukrainienne (qui affectait également le centralisme et l'impérialisme du gouvernement provisoire «grand-russe» de Petrograd), l'organisation des Ukrainiens, la préparation de l'Assemblée constituante ukrainienne et la mise en œuvre de la réforme agraire. Plus tard, la Rada centrale devait être remplacée par un parlement élu. La Rada centrale est ainsi devenue un gouvernement ukrainien provisoire.

Afin de devenir fonctionnelle, la Rada centrale a formé un comité appelé Mala Rada (Petit Conseil). En termes de composition, il représentait grossièrement la Rada centrale et préparait les lois entre les sessions qui étaient ensuite votées et discutées au sein de la Rada centrale. Sur les 58 membres de la Mala Rada, 18 étaient des représentants de minorités. Au-dessus de la Mala Rada se trouvait un Secrétariat général, qui fonctionnait comme un organe collégial doté du pouvoir exécutif le plus élevé. Avec la Quatrième Universelle de janvier 1918 – un acte législatif de la Rada centrale – il fut élargi pour inclure les ministères des Affaires juives, russes et polonaises.

Les partis de la Rada centrale

LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES. Si les gens travaillent en communauté avec les outils de production, alors ils doivent recevoir l'intégralité du produit de leur travail en tant que communauté. Ce qu'ils utilisent de ce produit pour les affaires publiques dépend d'eux. Il ne faut pas que, si un propriétaire ou un groupe de propriétaires ne travaille pas, la majeure partie du produit qu'ils ne produisent pas soit détournée. Tant dans l'économie de travail paysanne que dans l'industrie, il faut faire en sorte que le maître et l'ouvrier soient une seule personne,

afin que les ouvriers soient les maîtres du collectif. L'élimination de cette contradiction [du capitalisme] signifiera la disparition de la classe industrielle : les organisateurs de l'industrie, les propriétaires et les ouvriers seront les mêmes qui dirigeront l'entreprise, organisée en démocratie. La démocratie ouvrière dans l'industrie est une nouveauté. Ensuite, l'échange de produits («commerce») doit être organisé grâce à la coopération des consommateurs. Dans sa première forme, l'œuvre elle-même ne sera rien d'autre qu'une coopération de production. Les affaires culturelles (écoles, maisons d'édition, journaux, revues, instituts de recherche, entreprises artistiques, etc.) doivent également être organisées en coopération. La gestion de l'économie et le travail culturel doivent être organisés par les communautés villageoises et urbaines et leurs associations ou centres sur une base démocratique. En revanche, l'organisation politique de la société (l'«État») n'aura qu'à maintenir la paix extérieure et intérieure. Nous ne sommes pas d'accord avec l'opinion des bolcheviks, qui concentrent toutes les fonctions économiques et culturelles de la société entre les mains de l'«État». L'État bolchevique est devenu un capitaliste propriétaire, obligeant la société entière à travailler pour lui par tous les moyens de violence. Le capitalisme d'État est la pire forme du capitalisme en général. La socialisation de la propriété foncière favorisera ceux qui souhaitent travailler à proximité de la terre, fusionner l'industrie et l'agriculture et éliminer le fossé entre la campagne et la ville en unissant l'agriculture à l'industrie. Cela entraînera également la disparition des différences culturelles entre le village et la ville. Nous appelons ce système de démocratie ouvrière socialiste ou, comme le disait Drahomaniv, *hromadivstvo* (communalisme) .

MYKYTA SCHAPOWAL, 1927. Le Parti ukrainien des socialistes-révolutionnaires (UPSR, *Ukrains'ka partija socialistiv-revoljucioneriv*) était de loin le parti le plus important et le plus radical de la Rada centrale ukrainienne. Il a été fondé peu après la révolution et s'est développé rapidement, des villages entiers rejoignant immédiatement l'organisation. Le parti a adopté une position radicale sur la question foncière et sur la question de l'indépendance de l'Ukraine. L'UPSR était un parti paysan et sa plate-forme idéologique consistait en un socialisme radical non marxiste, pluraliste. Il rejetait la théorie marxiste de la classe ouvrière comme seule classe révolutionnaire et prônait le concept de «classes travailleuses» (paysans, agriculteurs, ouvriers et *intelligentsia* ouvrière), qui étaient toutes aussi importantes dans la construction du socialisme.

Le parti a alors connu un développement certain et une radicalisation. Alors qu'il prônait initialement la «socialisation des moyens de production» et la décentralisation radicale du gouvernement dans le cadre d'une démocratie parlementaire globale, il s'est ensuite appuyé sur le syndicalisme et la démocratie de conseil. À la fin de la révolution ukrainienne, le parti s'est divisé en l'aile radicale des borotbistes, qui représentait des vues presque anarchistes, et le «courant principal», qui prônait l'idée d'un système de conseils (bien que pas au sens bolchevique du terme, où le conseil ou le système soviétique est contrôlé par un État à parti unique). Les socialistes-révolutionnaires étaient le parti le plus important à la Rada centrale. Cependant, il manquait d'expérience, ce qui signifie que la plupart du temps, le parti occupait la deuxième place derrière les sociaux-démocrates, beaucoup plus petits.

LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE UKRAINIEN (USDRP). C'était un parti marxiste basé sur le



programme d'Erfurt de 1891 du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et fortement influencé par Kautsky, Bernstein et d'autres dirigeants de gauche du SPD. Dans la vie politique ukrainienne, les partis marxistes étaient qualifiés de sociaux-démocrates, tandis que les partis socialistes non marxistes étaient simplement qualifiés de socialistes. L'USDAP était un parti qui avait acquis une grande expérience avec la révolution de 1905 et en a pleinement profité lors de la révolution de 1917. Il était une forte force intellectuelle, quoiqu'assez dogmatique. L'USDAP a joué un rôle de premier plan dans la révolution.

LES SOCIALISTES-FÉDÉRALISTES

Les membres modérés de la Société des progressistes ukrainiens se sont organisés en un parti socialiste-fédéraliste, socialiste de nom seulement, mais qui était en réalité un parti social-libéral fondé sur les idéaux d'autonomie locale, de sécurité sociale et d'autonomie municipale. Le Parti socialiste-fédéraliste ukrainien était également le plus modéré en termes de revendications nationales et menait une politique d'apaisement à l'égard du gouvernement provisoire russe. Il s'agissait d'une force marginale, mais le parti était néanmoins composé de personnalités très talentueuses, comme le futur chef du ministère des affaires étrangères de la République populaire d'Ukraine, Oleksander Choulguine.



Congrès et mouvements

Le Congrès des nations asservies

Le Congrès des nations asservies de Russie s'est réuni à Kyiv du 8 au 15 septembre 1917 à l'initiative de la Rada centrale. Quarante-vingt-douze délégués ukrainiens, géorgiens, polonais, lettons, lituaniens, estoniens, juifs, biélorusses, moldaves, cosaques, bouriates, tatars, tatars de Crimée, d'organisations



Le billet de 100 karnovanets a été le premier billet émis par la République. Le montant est indiqué en yiddish, en polonais et en ukrainien.

turques et musulmanes et du Conseil des partis socialistes russes étaient présents. D'autres nations qui n'ont pas pu participer ont envoyé leurs salutations et soutenu l'initiative. L'objectif du congrès était d'établir une coopération entre les peuples asservis de l'Empire russe et de créer une nouvelle réalité républicaine et décentralisée. Mykhaïlo Hrouchevskya été élu président du congrès. Le congrès a trouvé peu de soutien parmi les partis centralistes panrusse tels que les démocrates constitutionnels russes, les mencheviks et les bolcheviks. En accord avec leurs théories et leur nationalisme russe, tous visaient plutôt un État unitaire ou une pseudo-fédération.

Le congrès était un événement majeur et symbolique qui a non seulement confirmé la coopération entre les nations non russes, mais a également motivé diverses nationalités à lutter pour leur autonomie. L'Ukraine a donné le «bon exemple» et a ainsi causé des problèmes au gouvernement provisoire. Le gouvernement provisoire russe avait un caractère impérialiste et rejetait l'autonomie ukrainienne. L'attitude de l'intelligentsia russe était encore pire. Le gouvernement provisoire considérait la limitation du mouvement ukrainien comme un moyen d'arrêter d'autres mouvements nationaux qui menaçaient la Russie centralisée, «une et indivisible».

Le Congrès des coopératives

Le mouvement coopératif ukrainien a joué un rôle crucial dans la révolution ukrainienne. Il cherchait non seulement le bien-être économique de ses communautés, mais aussi à ouvrir des écoles et des musées, à organiser des activités culturelles et même à financer des bourses. Il s'agissait d'un vaste mouvement bien organisé et fondé sur des principes. Avec la révolution, le mouvement coopératif s'est développé. Il a formé des comités et élaboré des règlements avec lesquels il a garanti les principes démocratiques et les droits de participation. Il s'est opposé aux soi-disant pseudo-coopératives, a défendu les droits des travailleurs dans les coopératives et a prôné une économie de marché harmonieuse et non spéculative. Le mouvement coopératif était basé sur les principes de libération nationale (ils étaient considérés comme un outil de lutte pour l'autodétermination), d'«autodéfense» contre l'exploitation et les situations économiques imprévues. Il prônait la démocratie, était engagé envers la communauté et se souciait du développement moral des travailleurs. Les coopératives voulaient donner à leurs membres les moyens de façonner activement la société en tant que citoyens. Le travail ne devait plus être une activité aliénée. Le Congrès des coopératives s'est réuni du 27 au 29 mars 1917 et a élu le chef de la Rada centrale, Mykhailo Hrouchevsky, comme président d'honneur du congrès. L'économiste proto-keynésien et théoricien du socialisme coopératif Mikhaïl Tuhan-Baranowski a été élu président du congrès et le membre du comité central des socialistes-révolutionnaires P. Khrystyuk a été élu secrétaire. Le congrès se termina par une déclaration de soutien total à la Rada centrale et appela à la création d'une autonomie ukrainienne, à un plus grand rôle du

mouvement coopératif, à l'introduction de la langue ukrainienne dans tous les domaines de la vie et à une réforme de la police.

Le mouvement coopératif a réuni des millions de personnes et a constitué la base économique du peuple ukrainien.

Le Congrès des soviets et l'agression bolchevique

Le Congrès des soviets a été convoqué par les bolcheviks et constituait clairement une tentative de renverser le gouvernement ukrainien. Même si les bolcheviks n'étaient que faiblement représentés – environ 60 des plus de 2 000 délégués étaient des bolcheviks – ils ont essayé de faire passer leur programme: le renversement de la Rada centrale. Le premier point fut l'élection du Présidium, mais elle se solda par une nette défaite des bolcheviks: neuf membres du Présidium furent des socialistes-révolutionnaires ukrainiens et trois des sociaux-démocrates ukrainiens, tandis que les mencheviks panrusses, les représentants du front sud-ouest, des pays baltes et de la mer Noire n'ont jamais pu obtenir un seul membre. Sept autres membres venaient d'autres factions russes et quatre seulement étaient bolcheviques. Hrouchevsky, le chef de la Rada centrale, a été élu président honoraire du congrès. Même si le congrès des soviets soutenait généralement la propagande bolchevique et considérait le parti bolchevique comme une force révolutionnaire progressiste, celui-ci restait en minorité absolue. La date du congrès n'aurait pas pu être pire pour les bolcheviks ukrainiens. La veille, le gouvernement soviétique russe avait lancé un ultimatum à la République populaire ukrainienne et l'avait menacé de guerre; un fait qui n'était même pas connu des bolcheviks ukrainiens. Les délégués ouvriers, dont beaucoup



étaient des citoyens russes, ainsi que d'autres représentants soviétiques condamnèrent l'ultimatum. Il a été souligné que l'ultimatum bolchevique poursuivait la politique centraliste et chauvine du tsarisme et du précédent gouvernement Kerensky d'une «Russie une et indivisible». La Rada centrale ukrainienne reçut un soutien massif et consolida son autorité auprès des Soviétiques. La faction bolchevique quitta alors le Congrès et s'installa à Kharkiv pour organiser un contre-gouvernement. Selon les bolcheviks, 124 délégués ont voté en faveur d'un retrait du congrès. Mais ce chiffre est controversé.

Pendant un temps, les socialistes ukrainiens ont collaboré avec les bolcheviks sur la base d'une idéologie apparemment similaire, puisque le caractère autoritaire et impérialiste du bolchevisme n'était pas encore clair. Un facteur important était la haine générale envers le gouvernement provisoire, qui préparait une offensive militaire contre la Rada centrale. Pour se protéger d'une contre-révolution, la Rada centrale a empêché les troupes de Kerensky de se déplacer vers Petrograd.

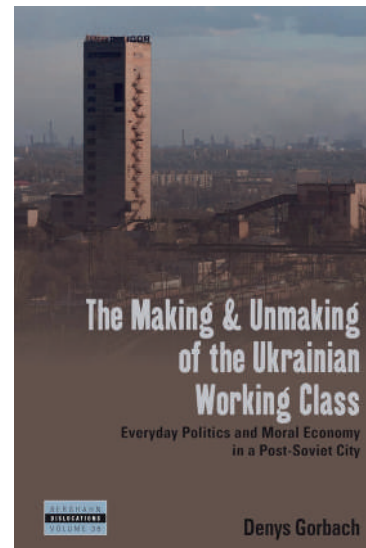
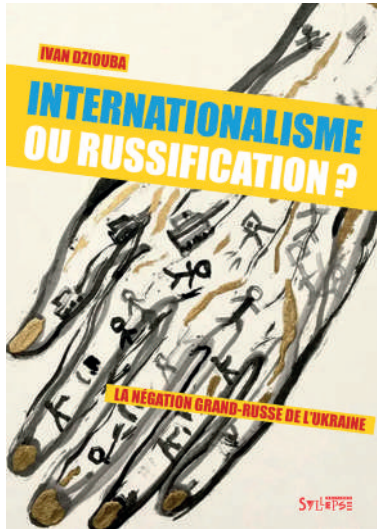
Cependant, cette coopération fut de courte durée, car les bolcheviks eux-mêmes tentèrent d'organiser un coup d'État contre la Rada centrale. Cependant, les autorités ukrainiennes ont découvert la préparation du coup d'État et ont désarmé environ 7000 soldats bolcheviques à Kyiv. Un autre bataillon bolchevique devait arriver à Kyiv par chemin de fer, mais il fut intercepté et également désarmé. Le 27 novembre 1917, le gouvernement soviétique commença à stationner ses forces armées dans la région frontalière. Le 30 novembre, les troupes bolcheviques à Odessa ont tenté de renverser le gouvernement ukrainien, ce qui s'est soldé par une victoire ukrainienne et un cessez-le-feu après deux jours d'escarmouches.

Le 4 décembre (jour du congrès des soviets), le Conseil des commissaires du peuple (gouvernement soviétique) a adressé un ultimatum à la Rada centrale. Les bolcheviks ont exigé de l'Ukraine des mesures qui limitaient de fait la souveraineté de la République populaire, notamment le maintien d'un front commun avec la Russie et le réarmement de la Garde rouge en Ukraine. Les actions menées avant et après l'ultimatum, le centralisme dominant du parti et l'opinion largement répandue au sein du parti bolchevique selon laquelle l'Ukraine était une partie inséparable de la Russie, ainsi que les invasions ultérieures de la République populaire de Crimée, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Lituanie, de la Pologne, la Géorgie et d'autres pays prouvent que des motivations impérialistes ont été à l'origine de l'invasion de l'Ukraine. L'attitude générale des bolcheviks montre que leur volonté d'une occupation impérialiste était au premier plan. Si ces revendications avaient été satisfaites, elles auraient probablement servi à renverser la Rada centrale «bourgeoise». La guerre, déclenchée par le gouvernement soviétique à l'initiative de Lénine et de Trotsky, a apporté en Ukraine chaos et destruction, répression et réquisitions.

La République ukrainienne était menacée par les troupes blanches et rouges de Russie, mais aussi par la Pologne et la Roumanie, l'invasion et le coup d'État allemands, l'intervention française et les sanctions économiques de l'Entente. L'Ukraine s'est retrouvée dans un environnement international extrêmement hostile à son autodétermination. Il lui manquait également des structures étatiques organisées, des munitions, une production militaro-industrielle et des officiers disponibles. Telles étaient les conditions extrêmement défavorables de la République populaire ukrainienne.

(à suivre)





PRISES DE POSITION

6 JUIN 2024: bienvenue et merci pour votre rôle dans la défaite du nazisme!

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN¹

La présence de l'Ukraine aux commémorations du débarquement allié en France est l'occasion de rappeler le terrible tribut payé par la population ukrainienne lors de la Seconde Guerre mondiale ainsi que la part active que prirent ses soldats et ses partisans antinazis à la défaite des armées du Reich.

La vérité historique est à l'inverse du récit poutinien sur la « grande guerre patriotique », de ses mensonges, de ses omissions, de son révisionnisme. À l'exact opposé de la propagande du Kremlin qui, non contente de présenter la nation ukrainienne comme un ramassis de nazis impénitents, réécrit grossièrement l'histoire pour formater son opinion.

Mensonge n°1: l'Armée rouge n'était pas une « armée russe » mais soviétique

L'Armée rouge rassemblait sous ses drapeaux des soldats de toutes les nations qui, à l'époque, étaient parties intégrantes de l'empire soviétique, au premier

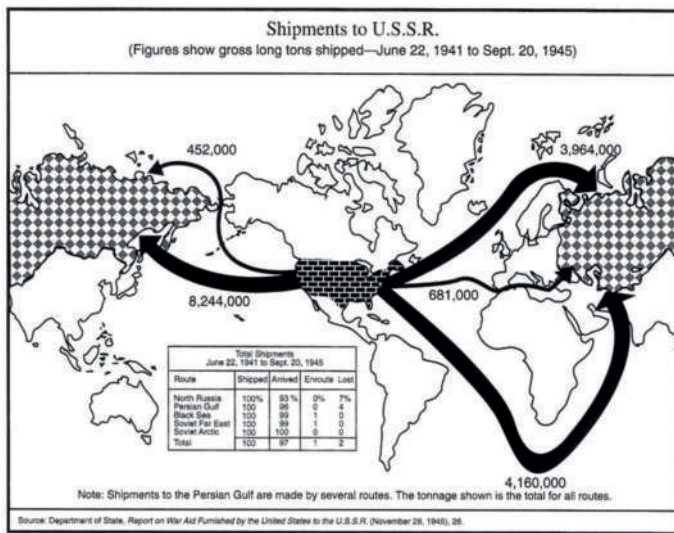
1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale de Ukraine CombArt, association partie prenante du Comité français du RESU.

rang desquelles l'Ukraine qui subit de plein fouet la terreur nazie et prit plus que sa part dans la défaite finale des armées allemandes.

Quelques chiffres attestent la violence subie par la population ukrainienne. Plus de 2 millions de personnes, en Ukraine, déportées au titre du travail forcé en Allemagne. 5 millions de civils tués dont environ un million de Juifs, victimes pour beaucoup de la Shoah par balles. Sur une population de 40 millions d'habitants, 5 millions de soldats ukrainiens ont combattu dans l'Armée rouge, auxquels il faut rajouter nombre de partisans antinazis qui résistèrent, eux aussi, les armes à la main. Entre 1,5 et 1,7 million de soldats ukrainiens (les estimations varient selon les historiens) sont morts au combat. Si l'on additionne victimes civiles et victimes militaires, ce sont au total 16 % de la population ukrainienne qui périrent durant la guerre. Du temps de l'URSS, Kyiv, Odessa et Sébastopol obtinrent pour leur résistance la médaille de « ville-héros ».

Ces chiffres sont à rapprocher des 250 000 collaborateurs qui combattirent aux côtés des Allemands (notamment issus de la Légion des nationalistes ukrainiens créée en 1939, bataillons Roland et Nachtigall, et membres de la division SS Galicie, formée en 1943). Cette collaboration, très minoritaire, est comparable à ce que les spécialistes de la Seconde Guerre mondiale ont observé dans toute l'Europe. Quant aux populations, ukrainiennes mais aussi russes (dans les territoires occupés) et d'autres nationalités, elles avaient en commun l'expérience meurtrière de la botte soviétique, avec ses sanglantes collectivisations forcées, ses famines artificiellement créées dont la pire fut l'Holodomor, ses purges et ses déportations, sa négation des identités nationales autres que « grand-russe » ; c'est pourquoi certaines accueillirent dans un premier temps les armées allemandes comme





de possibles libérateurs avant de s'apercevoir très vite qu'elles avaient placé à tort quelque espoir dans une armée de massacreurs impitoyables, avides de terres à coloniser, pétris de mépris pour les Slaves et imbus de supériorité aryenne leur donnant tous les droits.



Dans son écrasante majorité et quelles qu'aient été les illusions et les compromissions de certains de ses leaders nationalistes, l'Ukraine fut une nation résistante et l'héroïsme, à juste titre tant célébré, de l'Armée rouge lui doit beaucoup. C'est pourquoi, sans rien amoindrir du grand courage des soldats russes, l'appellation de «grande guerre patriotique» est une imposture mémorielle et historique.

Mensonge n°2: le pacte germano-soviétique ne fut pas un coup de génie mais une erreur tragique de Staline

Signé en 1939 par les ministres des affaires étrangères allemand et soviétique, Ribbentrop et Molotov, ce pacte dit «de non agression» est présenté par l'historiographie officielle de l'actuelle Fédération de Russie comme une preuve de l'intelligence tactique voire stratégique de Staline, qui aurait permis à

l'URSS de gagner du temps pour mieux se préparer à la guerre.

Faux! Outre qu'il permit aux deux pays d'envahir, de dépecer et de se partager la Pologne, il témoigne de la cécité historique de Joseph Staline et explique sa surprise lorsque l'Allemagne nazie, se retournant contre son alliée, décida de rompre unilatéralement cet accord et d'envahir la Russie en juin 1941.

Staline eut la naïveté de croire que les Allemands tiendraient parole en épargnant l'Union soviétique. Preuve de son incompréhension géopolitique et de sa mécompréhension du nazisme, il espéra que les Occidentaux (Anglais, Français, Allemands...) allaient s'occuper à s'entre-déchirer et que, le moment venu, tous étant affaiblis, l'URSS sortirait victorieuse d'un affrontement «entre bourgeoisies capitalistes» auquel elle n'aurait pas eu besoin de prendre part.

Le dictateur du Kremlin respecta scrupuleusement cet accord de coopération, allant jusqu'à livrer aux nazis des communistes allemands réfugiés en URSS. Il ne mit nullement à profit les années d'avant-guerre pour moderniser l'Armée rouge et la doter d'une véritable puissance militaire. Pire: ses purges l'avaient décapitée et 35 000 officiers supérieurs avaient été fusillés sur son ordre entre 1935 et 1938.

N'ayant rien vu venir, il fut pris au dépourvu: quand les chars allemands franchirent la frontière, le 22 juin 1941, ce fut d'abord la débandade. Dès les huit premières heures de l'invasion, 1 800 avions de combat furent perdus et 500 navires coulés ou gravement endommagés. Les 144 divisions soviétiques, mal armées, mal équipées, mal commandées, échouèrent à contenir la machine de guerre allemande et reculèrent au prix de pertes énormes. Dès le mois d'août commença le siège de Leningrad (qui durera 900 jours). Dès le mois de septembre, 665 000 soldats soviétiques étaient faits prisonniers.

Le «génie tactique» du chef de l'URSS se révélait n'avoir été qu'un aveuglement criminel qui coûta cher, très cher, aux peuples en première ligne et aux soldats de l'Union soviétique. Dans les chancelleries occidentales, on commença à s'inquiéter d'un risque de défaite ou de capitulation soviétique si l'armée allemande n'était pas freinée et atteignait Moscou. C'est alors que les États-Unis prirent les choses en mains.

Mensonge n°3: la victoire soviétique doit beaucoup à l'aide américaine

Roosevelt comprit très vite le danger d'une victoire allemande à l'est et décida d'apporter à l'Union soviétique une aide militaire et économique massive qui permettrait d'inverser le rapport de forces (les données citées ci-dessous sont tirées d'un article très documenté de Henryk Dunajewski, «Le land-lease américain», 1984, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*).

Trois jours après l'invasion allemande de l'URSS, les États-Unis débloquèrent en urgence les avoirs russes gelés dans les banques américaines pour garantir le remboursement de la dette qu'après la révolution d'Octobre, les bolcheviks avaient refusé de payer: 631 millions de dollars immédiatement alloués à la défense de l'Union soviétique.

Quelques semaines plus tard, le Neutrality Act qui empêchait les Américains de livrer des armements à l'URSS fut amendé et un programme de prêt-bail colossal (Land Lease Act) rapidement adopté. De 1941 à 1945, 11, 3 milliards de dollars furent ainsi alloués à l'Union soviétique et 18 millions de tonnes de matériels livrées, sans compter les navires,

qui permirent d'armer, d'équiper et de nourrir les soldats soviétiques.

L'inventaire de ces livraisons est, pour l'époque, vertigineux: plus de 14 000 avions de chasse, bombardiers et autres ainsi que des grilles d'atterrissage. 409 526 jeeps, véhicules amphibies, tracteurs ainsi que 12 161 véhicules de combat (chars, etc.), des moteurs de remplacement, des produits pétroliers, 3,6 millions de pneus et autant de chambres à air, 325 784 tonnes d'explosifs, 136 190 pièces d'artillerie légère et armes automatiques. 35 800 stations de radio, des téléphones de campagne, des télégraphes. 3 400 kilomètres de câbles marins, 1 823 kilomètres de câbles sous-marins, 1 535 484 kilomètres de câbles télégraphiques.

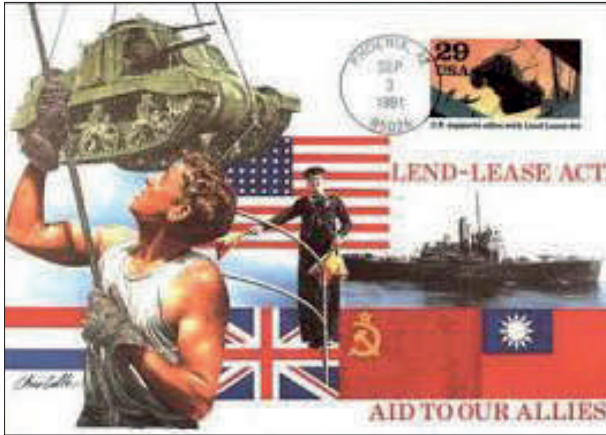
Et aussi: 1 966 locomotives, plus de 11 000 wagons, 685 700 tonnes de rails pour reconstruire plus de 12 000 kilomètres de voies ferrées. Des torpilles, des chasseurs marins, des bateaux de débarquement, des dragueurs de mines. Et encore: près de 20 000 moteurs et des tonnes de munitions navales.

Mais également plus de 5 millions de tonnes de nourriture pour les soldats et des millions de mètres de tissus (coton, laine, imperméables) pour les uniformes (sans oublier 1,6 million de boutons réclamés par le Bureau d'approvisionnement de l'Armée rouge), des millions de vêtements, de bottes et de chaussures militaires.

Et enfin des équipements industriels et énergétiques ainsi que des matières premières stratégiques (dont 2,6 millions de tonnes d'acier, 781 663 tonnes de métaux non ferreux essentiels pour les chars, les canons, les avions).

Lorsque Staline ordonna l'évacuation vers l'est des capacités de production, on s'aperçut que le pays manquait de tout (ciment, briques, clous, etc.) pour les réimplanter et les remettre en marche: les





États-Unis livrèrent des centrales énergétiques, des presses sidérurgiques et autres équipements vitaux.

L'URSS, note Henryk Dunajewski, n'aurait pu sécuriser Mourmansk, son principal port d'approvisionnement, sans les 735 navires de guerre mis à disposition par les États-Unis; la bataille de Stalingrad n'aurait pas constitué un tournant majeur dans la guerre sans que les dix divisions soviétiques rassemblées en secret puissent être déplacées en une nuit sur des centaines de kilomètres grâce aux Fords, Dodges et autres Studebackers américains. Sans cette avalanche de livraisons quatre ans durant, l'URSS aurait eu les plus grandes difficultés à stopper la déferlante nazie puis à entreprendre sa contre-offensive victorieuse.

Staline, Poutine: de la censure à la réécriture de l'histoire

Staline (à en croire un télégramme diplomatique américain) l'a reconnu: «Environ les deux tiers de toutes les grandes entreprises industrielles d'Union soviétique ont été construites avec le concours ou l'assistance technique des États-Unis.» Franchise

exceptionnelle car, très vite, le sujet sera tabou. Au point que des ateliers spéciaux étaient chargés d'effacer toute trace d'origine des matériels américains pour que les soldats soient fiers de leur armement «soviétique».

Les hauts responsables, qui négociaient ces livraisons avec les Américains, savaient à quoi s'en tenir et Joukov l'a admis. L'opinion publique, elle, devait l'ignorer. Des années durant, toute allusion à cette aide décisive est bannie des médias, des manuels scolaires, des documents académiques. Les officiels soviétiques ne remercient pas les États-Unis, au point qu'en 1943, l'amiral Standley, ambassadeur à Moscou, le relève avec amertume lors d'une conférence de presse: «Les autorités russes semblent vouloir tenir secret le fait qu'elles reçoivent une aide extérieure. Apparemment, elles veulent que leur peuple croie que l'Armée rouge se bat seule dans cette guerre.»

C'est exactement le récit mensonger aujourd'hui promu par Vladimir Poutine: de même qu'il n'y aurait pas eu des millions d'Ukrainiens dans l'Armée rouge et chez les partisans antinazis, de même jamais les Américains n'auraient, durant la Seconde Guerre mondiale, massivement épaulé l'Union soviétique dans ce qui ne fut pas une «grande guerre patriotique» menée par les seuls Russes mais une victoire commune des peuples soviétiques et des Alliés. L'Armée rouge y prit une grande part, grâce à l'héroïsme de ses soldats de toutes origines mais aussi aux milliards de dollars et aux millions de tonnes de matériels, civils et militaires, des États-Unis. Ceux-ci n'agirent pas par altruisme mais par intérêt bien compris au regard d'une priorité stratégique: défaire le Reich allemand et, pour ce faire, comme le disait Churchill, s'allier avec le diable s'il le faut.

« La chose la plus importante est l'auto-organisation »

ENTRETIEN AVEC ALEXANDER KITRAL¹

Alexander Kitral pratique un journalisme d'investigation sociale et donne la parole aux sans-voix ou sans droits dans une Ukraine en guerre. Pour autant, il ne sombre pas dans le misérabilisme et met en avant les expériences positives où les exploités-es et les dominés-es trouvent part eux-mêmes les moyens de résoudre leurs problèmes. Ses articles nous parlent de solidarité, de coopération, d'entraide et d'humanité. Valeurs essentielles dans un pays en guerre et qui deviennent, on le comprend dans ces écrits, les seuls moyens de survivre. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Peux-tu te présenter à nos lecteurs

Je m'appelle Alexander Kitral, j'ai 39 ans. J'habite à Kyiv. J'ai commencé à travailler comme journaliste en 2005, lorsque j'étudiais à l'Institut de journalisme de l'Université nationale Taras Chevtchenko de Kyiv. Depuis, j'ai publié dans de nombreuses publications imprimées ou en ligne. J'ai également acquis de l'expérience en travaillant à la télévision et dans une agence de presse.

Tu as publié de nombreux articles pour Commons sur des questions sociales: sur les travailleuses sociales, sur l'école et l'hôpital, sur les personnes handicapées,

1. Alexander Kitral est journaliste pour le site [Commons](#). Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat. 16 juin 2024.

le logement, le travail. Pourquoi ce choix alors que l'Ukraine est en guerre?

Mais sur quels sujets faut-il écrire pendant la guerre? Je m'intéresse à la vie et au développement de la société, à son potentiel. Ce sont donc des sujets qui permettent de mieux comprendre et d'accompagner la société et qui me semblent les plus pertinents. Les hostilités prendront fin tôt ou tard et il faudra reconstruire le pays. Pour ce faire, il faut comprendre quels mécanismes de développement dans la sphère sociale ne correspondent pas pleinement aux réalités d'aujourd'hui et a fortiori de demain afin de les améliorer.

Pour écrire ces reportages tu as dû te déplacer en Ukraine? Qu'est ce qui t'a le plus surpris pendant ces déplacements?

Pour connaître l'opinion d'une personne, il n'est pas nécessaire de la rencontrer. Je communique avec tous mes héros ou héroïnes de différentes régions d'Ukraine exclusivement par téléphone. C'est un moyen rapide d'obtenir des informations. Croyez-moi, nombreuses sont ceux ou celles qui acceptent de parler de leurs difficultés et de partager leurs réflexions sans rencontrer un journaliste en personne. Ce qui est surprenant par rapport à la période d'avant-guerre, ce sont certains changements qui



sont perceptibles dans l'attitude de certaines personnes face à la réalité qui les entoure. C'est un nouveau regard sur la vie, les valeurs matérielles, les relations les uns avec les autres, les valeurs de la vie. Cela se manifeste le plus clairement parmi les personnes qui ont vécu des situations critiques. Par exemple, les personnes qui ont survécu au siège de Marioupol. Au cours des entretiens, certains héros ou héroïnes ont admis qu'elles/ils commençaient à valoriser davantage des choses aussi simples que: la nourriture simple, le logement, la famille. Parce que dans une situation critique, votre argent et vos relations ne valent rien. Beaucoup ont également souligné le désir de s'impliquer davantage pour soutenir celles ou ceux qui traversent des moments difficiles. À Marioupol et dans d'autres localités où se sont déroulés des combats acharnés, l'entraide est la base de la survie d'un groupe. Il est très difficile de survivre seul dans de telles situations.



Dans tes articles, tu expliques comment les gens se sont auto-organisés pour faire face à leurs problèmes. Tu cites parfois l'exemple des coopératives. L'Ukraine au début du 20^e siècle a connu un fort mouvement de coopératives. Sur la question de l'auto-organisation et des coopératives est-ce vraiment un phénomène important?

La chose la plus importante dans cette affaire est l'auto-organisation. Ce n'est qu'en unissant leurs forces que les gens pourront atteindre leurs objectifs et protéger leurs droits. Et je cite les coopératives comme exemple de cette auto-organisation, tout comme l'union des gens dans des organisations, des syndicats, des associations *ad hoc* pour atteindre des objectifs communs. J'aime l'exemple des coopératives comme illustration d'une association durable. Dans mes articles, je ne fais pas la promotion des coopératives comme nouvelles forme d'agriculture

par exemple ou comme source de résolution des problèmes financiers des gens. Le mouvement coopératif, comme vous l'avez noté à juste titre, est déjà apparu à plusieurs reprises dans l'histoire de l'Ukraine et est très populaire dans les pays d'Europe occidentale, principalement en Allemagne. Dans le même temps, les coopératives poursuivent les intérêts d'un cercle limité de personnes, sans résoudre les problèmes urgents de l'ensemble de la société, puisqu'il s'agit d'associations disparates. Je le répète, l'important c'est l'expérience de l'auto-organisation des gens, la protection des intérêts communs, la capacité des gens à participer au soutien des autres – c'est ce qui m'attire dans l'exemple des coopératives.

Tu dénonces également la politique anti-sociale du gouvernement. En quoi penses-tu qu'elle affaiblit la défense de l'Ukraine face à l'agression impérialiste russe?

À ce tournant de l'histoire, la formation d'un nouvel environnement pour le développement est de la plus haute importance. Et l'élément le plus important est la société, sa qualité, ses besoins, sa force, son éducation. Et malheureusement, le gouvernement, dans cette compréhension, sous-estime le potentiel de la société. De plus, cela s'applique non seulement à l'Ukraine, mais également à d'autres pays.

Quels sont tes prochains sujets?

Tout ce qui concerne les problèmes aigus auxquels la société est confrontée aujourd'hui. Il s'agit du soutien aux personnes handicapées, de la protection des droits civils, des problèmes d'éducation, de santé, ainsi que d'exemples positifs d'auto-organisation populaire, etc.

Ukraine-Palestine : cause commune ?

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

La mobilisation aux côtés de la résistance ukrainienne est la raison d'être de l'association Ukraine CombArt que nous avons créée en réponse à l'invasion à grande échelle de février 2022.

Pourquoi soutenons-nous l'Ukraine ? Parce que nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ici contre l'impérialisme poutinien, ses bombardements permanents d'objectifs civils et ses nettoyages ethniques dans les territoires temporairement occupés, ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité. Par internationalisme, en somme, et par convictions radicalement démocratiques. Ces valeurs ne sont pas à géométrie variable, valables ici mais pas là-bas.

Dans le monde tel qu'il va, d'autres solidarités nous requièrent mais la guerre entre Israël et la Palestine est, pour moi, la plus directement imbriquée avec la cause de l'Ukraine combattante : dans le contexte géopolitique de ces derniers mois, la question palestinienne impacte directement la question ukrainienne. Se taire à son sujet va pour moi à l'encontre de ce qui fonde notre engagement pour l'Ukraine et affaiblit la solidarité dont son peuple a un besoin vital.

Méfions-nous des syllogismes

Parmi les soutiens à l'Ukraine avec lesquels, sans sectarisme, nous agissons pour cette *cause commune*, il existe sur ce sujet des positions très diverses. Les uns considèrent que ce n'est pas notre affaire : la Palestine

serait tout simplement « hors sujet ». D'autres estiment que les gouvernements israélien et ukrainien exercent de manière également légitime un même « droit à l'autodéfense » et en tiennent pour ce syllogisme : si Poutine est l'ami du Hamas, soutenu de surcroît par le régime iranien qui arme l'envahisseur russe, c'est donc qu'Israël est notre ami et Netanyahu forcément dans « le camp du bien ».

Je crois, pour ma part, que condamner sans appel les crimes atroces commis par le Hamas le 7 octobre ainsi que toutes les formes, sournoises ou explicites, d'antisémitisme n'exonère pas pour autant le pouvoir israélien, son armée et ses colons messianiques, de leurs propres crimes. Je ne peux m'empêcher de voir, dans le massacre des populations civiles, palestinienne comme ukrainienne, d'effroyables correspondances. Grosny, Alep, Marioupol, Gaza, Rafah : impossible de s'insurger contre les uns en tolérant voire approuvant les autres car *le droit international ne se divise pas*. Deux inacceptables ont désormais partie étroitement liée, que nous le voulions ou non : ne pas le dire nuit gravement à la solidarité avec l'Ukraine, voire la rend parfois inaudible. Dans les Suds qui ne sont pas tous poutinophiles comme chez les jeunes générations qui s'intéressent au devenir du monde.

L'indifférence au sort de la Palestine mine la solidarité avec l'Ukraine

Je me suis réjouie que la Cour pénale internationale émette un mandat d'arrêt à l'encontre de Vladimir Poutine et de Maria Lvova Belova pour les kidnappings d'enfants ukrainiens commis en Ukraine, leur déportation et leur russification forcée. J'estime que la Cour est dans son rôle lorsque son procureur requiert des mandats d'arrêt contre les dirigeants actuels du



gouvernement israélien et du Hamas. Comme le dit Johann Soufi, spécialiste de droit international, ce n'est sans doute qu'une « goutte de justice dans un conflit marqué par l'impunité généralisée » mais c'est déjà « un moment historique ».

J'observe que le dictateur du Kremlin est le principal bénéficiaire de l'identification fallacieuse entre la résistance ukrainienne et la punition collective infiniment meurtrière infligée au peuple palestinien au prétexte de traquer le Hamas. De cette confusion des genres, il se frotte les mains, se réjouissant que ses crimes en apparaissent minorés et que l'attention internationale s'en détourne, que d'importants soutiens de l'Ukraine – États-Unis en tête – se retrouvent disqualifiés aux yeux de larges fractions de l'opinion mondiale par leur soutien militaire à Israël. Ce « deux poids, deux mesures » flagrant est une aubaine pour Poutine car il accrédite sa thèse d'une duplicité de l'« Occident global » et d'une relativité des valeurs démocratiques, défendues pour l'Ukraine mais ignorées pour la Palestine.



C'est pourquoi toute indifférence au sort des Palestiniens actuellement massacrés mine la solidarité avec les Ukrainiens également massacrés. Deux cofondatrices d'Ukraine CombArt ont signé des appels prenant, sur ce sujet, clairement position : celui intitulé « Nous, Françaises juives et Français juifs, appelons à un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza » (signé par Nicole Lapierre et publié en février 2024 dans *Le Monde*), et celui signé par 394 membres de l'École des hautes études en sciences sociales, dont Chowra Makaremi et Nicole Lapierre, intitulé « Pour un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza » (mai 2024).

Je ne saurais mieux dire que la lettre « de peuple à peuple » écrite en novembre 2023 par un large collectif de chercheurs, d'artistes et de militants ukrainiens,

qui condamne les crimes de guerre du Hamas et affirme son soutien au peuple palestinien contre l'occupation militaire israélienne (« Lettre ukrainienne de solidarité avec le peuple palestinien », publiée le 4 novembre 2023 dans le Club de *Mediapart*).

Un même droit à l'autodétermination et à la résistance

Ce texte affirme notamment :

Les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à la résistance contre l'occupation israélienne tout comme les Ukrainiens ont le droit de résister à l'invasion russe. Notre solidarité vient d'un sentiment de colère face à l'injustice et d'une profonde douleur face aux effets dévastateurs de l'occupation, du bombardement des infrastructures civiles et du blocus humanitaire dont nous avons fait l'expérience dans notre pays [...]. Les civils en Ukraine sont bombardés quotidiennement, dans leurs maisons, dans les hôpitaux, aux arrêts de bus, dans les files d'attente pour le pain. En raison de l'occupation russe, des milliers de personnes en Ukraine vivent sans accès à l'eau, à l'électricité ou au chauffage, et ce sont les groupes les plus vulnérables qui sont les plus touchés par la destruction des infrastructures essentielles. Pendant les mois de siège et de bombardement intensif de Marioupol, il n'y a pas eu de corridor humanitaire. En voyant les Israéliens prendre pour cible les infrastructures civiles à Gaza, le blocus humanitaire et l'occupation du territoire résonnent douloureusement en nous. Depuis ce lieu de douleur, d'expérience et de solidarité, nous appelons nos compatriotes ukrainiens dans le monde entier et tous les peuples à élever la voix pour soutenir le peuple palestinien et condamner le nettoyage ethnique en cours.

En conclusion de cet appel, deux exhortations : Nous appelons les médias internationaux à cesser de monter les Palestiniens et les Ukrainiens les uns contre les autres, la hiérarchie des souffrances perpétuant la rhétorique raciste et déshumanisant ceux qui sont attaqués. Nous avons vu le monde entier s'unir dans la solidarité pour le peuple ukrainien et nous appelons le monde entier à faire de même pour le peuple palestinien.

Contre le colonialisme, prendre conscience d'une expérience partagée

Adib Shaheen, né à Naplouse, est un militant et un écrivain palestino-ukrainien qui tient à arborer, dans les manifestations auxquelles il participe, les drapeaux de ses deux pays. Comparant l'Ukraine et la Palestine, il observe que «l'agresseur se comporte partout de la même manière. Les Israéliens et les Russes utilisent la même rhétorique : ils essaient de déshumaniser ceux qu'ils attaquent tout en prétendant qu'ils sont des victimes qui ne font que se défendre». Il dit aussi :

Aujourd'hui, au Donbass, les occupants et les immigrants russes occupent les maisons vides qui appartenaient autrefois à des Ukrainiens. Il se passe quelque chose de similaire en Palestine.

Adib Shaheen évoque les ravages de la propagande qui, des deux côtés, obscurcit les enjeux : «Ce que les Ukrainiens voient, c'est que le Hezbollah et l'Iran qui envoie ses drones à la Russie aident les Palestiniens. Donc les Palestiniens sont nos ennemis.»

Le problème, ajoute-t-il, c'est que «chez les Ukrainiens comme chez les Palestiniens, il y a une dévaluation de l'occupation des autres, une dévaluation de la souffrance des gens ordinaires» (interview

publiée le 16 avril 2024 dans *Commons* «Dialogue des périphéries»).

Évolution des positions sur la Palestine : une clarification bienvenue

Un petit retour historique éclaire les fluctuations de la position officielle de l'Ukraine sur la Palestine.

Le 11 novembre 1988, l'Ukraine, qui appartenait encore au bloc soviétique, reconnaît l'indépendance de la Palestine. Le 2 novembre 2001, les deux pays établissent des relations diplomatiques et l'ambassade de Palestine à Kyiv ouvre ses portes le même jour. En janvier 2020 (sous la présidence Zelensky), l'Ukraine se retire du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, créé en 1975 pour l'application de la résolution 3236 adoptée en 1974 par l'ONU et reconnaissant le droit à l'autodétermination des Palestiniens ainsi que leurs droits à l'indépendance, à la souveraineté nationale et au retour.

Avant et surtout après le 7 octobre 2023, le chef de l'État ukrainien se positionne sur une ligne très favorable au gouvernement israélien (qui ne le lui rend guère), envisageant même début novembre une visite en Israël (qui n'aura finalement pas lieu) et emboîtant le pas aux États-Unis, principal bailleur de l'aide militaire aux deux pays (dont on craint qu'elle bénéficie à Israël au détriment de l'Ukraine qui en a pourtant un besoin vital).

Le 2 juin, cependant, lors de son passage à Singapour pour la conférence internationale «Dialogue de Shangri La», le président Zelensky fait une importante déclaration qui constitue, à mon sens, une inflexion et une clarification majeures (que n'ont guère soulignées les médias français). En réponse à une question d'une journaliste, il développe une



argumentation en trois temps, soulignant l'importance de ne pas confondre les temporalités et rappelant l'attachement de l'Ukraine au respect du droit international. Premier temps: il estime que, face à l'attaque du Hamas contre des civils israéliens, Israël avait «un droit à l'autodéfense». Deuxième temps: il estime que, face à la crise humanitaire créée par l'armée israélienne à Gaza, «tout doit être fait pour que cessent ces attaques», autrement dit: un cessez-le-feu, ajoutant «nous ferons tout» pour qu'Israël mette un terme à ces attaques contre les populations civiles palestiniennes. Troisième temps: il rappelle que l'Ukraine reconnaît les deux États, celui d'Israël et celui de Palestine (vidéo accessible sur Mothership du 2 juin 2024 et sur le Facebook d'Ukraine CombArt, post du 3 juin 2024).



Cette reconnaissance de l'État de Palestine n'est pas une nouveauté diplomatique mais son affirmation claire, dans le contexte de la guerre en cours, ainsi que l'appel, de fait, à un cessez-le-feu et le rappel du nécessaire respect du droit international sonnent comme une inflexion bienvenue de la position ukrainienne et une prise de distance avec la doxa étatsunienne.

Le droit international pour les uns comme pour les autres

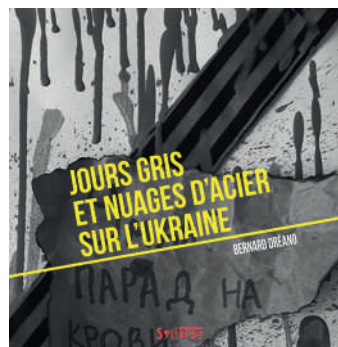
Pour la victoire de l'Ukraine, l'unité la plus large est nécessaire. C'est pourquoi, à Ukraine CombArt, nous veillons à rester unitaires dans les mobilisations qui nous réunissent avec d'autres, parfois très différents de nous et dont le tropisme pro-israélien n'est pas le mien.

J'estime cependant qu'un devoir d'honnêteté oblige, dans le même temps, à dire combien notre parti pris internationaliste est indivisible: il me

conduit à soutenir, pour les mêmes raisons, les peuples ukrainien et palestinien.

Rendons cette justice à Pedro Sanchez: parmi les dirigeants européens, il est aujourd'hui celui qui assume le plus clairement de soutenir et l'Ukraine (dont il vient de recevoir le Président pour signer un accord de coopération militaire) et la Palestine (dont il vient de reconnaître l'État), observant qu'au regard du droit international et de la justice historique, ces deux démarches puisent aux mêmes sources.

La défense des Palestiniens n'est pas, à mon sens, une question périphérique pour celles et ceux qui soutiennent ardemment la résistance ukrainienne. De même que la lutte du peuple ukrainien ne devrait pas, comme c'est hélas majoritairement le cas aujourd'hui, apparaître à celles et ceux qui soutiennent les droits du peuple palestinien comme un sujet ne les concernant pas. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'une question de cohérence et de crédibilité. De raisons partagées qui devraient conduire à faire cause commune.



**BOÎTE
ALERTE**

Poésie ukrainienne dans la guerre

PRÉSENTÉ ET TRADUIT PAR VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

Kateryna Michalitsyna

Née en 1982, diplômée en biologie et en anglais, elle a publié trois recueils de poèmes et une vingtaine de livres pour enfants. Elle est aussi traductrice du polonais et de l'anglais, illustratrice et éditrice à Lviv où elle réside. Elle est active dans l'ONG «Festival littéraire New York dans le Donetsk», fondée en 2021 par la poétesse Viktoria Amelina (tuée par un missile russe en 2023¹).



Des choses simples

des enfants font tomber les dernières
pommes d'un arbre nu, quelqu'un fait
tomber un avion, ce qui est plus facile car
les enfants ont oublié que ces pommes
restent collées dans le verger transparent où
il n'y a que du vent et des arbres nus et un
mouvement des plus naturel : jeter et attraper
on ne peut attraper un avion même la Terre
est impuissante tout comme les anges et
comme toi bien sûr

on ne peut attraper un avion on ne peut l'attraper
dans le ciel ni il n'y a pas de branches
qui pourraient le retenir

1. Voir mes traductions dans *Les Lettres normandes*, n° 141, 2024. Source : *Post Scriptum*, n° 4, 2022, Varsovie.

les enfants rient et font tomber les pommes
aux joues bien rouges pleines de vers et
séchées par le soleil

Sofia Lenartovytch

Jeune poétesse reconnue, elle est l'auteure de plusieurs «films poétiques», alliant image, chorégraphie, texte et musique, chants traditionnels de sa région et musique contemporaine. Elle anime la revue *Artefakt* sur internet. Elle est aussi plasticienne et enseigne l'architecture à l'Université de Lviv.

Chez soi

L'arbre coupe en deux la lumière de la
lanterne
dessinant un chemin rayonnant sous mes
pieds
le train arrive dans quelques minutes
et je ne sais toujours pas où aller
ma mère m'a dit en mourant
que ta maison c'est là où on t'attend
alors je voyage dans un train miniature
suivant les rails de lumière qui me dirigent
vers elle²

Serhij Jadan

Né en 1974 d'un père chauffeur, dans une petite ville du Donbass, il a fait des études de lettres et de pédagogie à Kharkiv, qu'il n'a plus quittée. Il y a enseigné dans le secondaire jusqu'en 2004 avant de vivre de sa plume et de sa musique. Il est traduit dans de nombreuses langues et a reçu plusieurs prix littéraires

2. Source : «*Words for War: New Poems from Ukraine*», bilingue ukrainien-anglais, Academic Studies Press et Harvard Ukrainian Research Institute, New York, 2023

internationaux des plus prestigieux. En 2014, il a été blessé en défendant la mairie de Kharkiv contre des émeutiers pro-russes. Aujourd'hui, il se consacre à l'aide humanitaire à Kharkiv. Il a écrit douze recueils de poèmes et plusieurs romans dont *L'internat*³.

Rue de village, conduite de gaz explosée

Rue de village,
conduite de gaz explosée.
Accident. Danger.

Les secours d'urgence n'arrivent pas,
personne ne veut sortir sous les tirs.
Quand on les appelle, ils se taisent,
ne disent rien,
comme s'ils ne comprenaient pas.

Au magasin, à côté du pain d'hier on vend
des gerbes d'enterrement.
Personne dans la rue,
Tout le monde est parti.

Il n'y a plus de queues,
ni pour le pain,
ni pour les gerbes.

Yehor Semeniuk

Jeune poète et prosateur, enseigne à l'université de Kharkiv⁴.

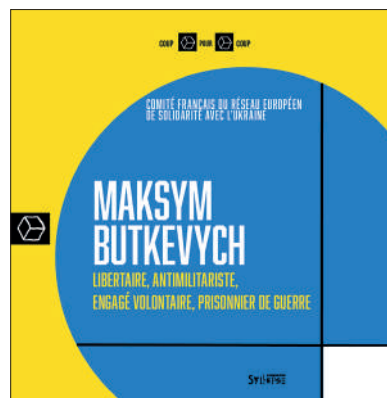
Miné

Ils m'ont miné
Et maintenant je suis miné
Tous ceux qui m'entourent sont minés

3. Traduit par Iryna Dmytrychyn, Lausanne, Noir sur Blanc, 2022. Poème extrait de son cycle *Ça fait trois ans qu'on parle de la guerre*. Source : *ibid.* Voir la recension de Vladimir Claude Fišera dans *Les Lettres normandes*, n° 138, 2023.

4. Source : *ibid.*

Le ciel et la terre sont minés
Toute vie est minée
Tout en haut de l'arbre glacé
Une grande branche noire craque
Et tombe en grommelant
Comme quand les oiseaux de proie prennent
leur envol
Un grondement planétaire s'ensuit
Je fais attention de ne pas exploser
Je respire à fond
Me change en pierre
Où ne deviens qu'un galet
Entendez-vous l'écorce qui éclate ?
Une branche encore craque
Des étincelles dorées s'allument
Et soudain tout disparaît
Seuls quelques motocyclistes au loin
Chuchotent quelque chose
d'un air effrayant



Note de lecture

CATHERINE SAMARY¹

Daria Saburova, Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre².

Daria Saburova nous livre une passionnante enquête de terrain en temps de guerre déployée pendant trois mois dans la cité minière de Kryvih Rih. Elle se centre sur le «travail de résistance» bénévole des femmes des classes populaires de cette ville. C'est une enquête «située»: elle rompt avec les approches «géopolitiques» qui dominent une partie de la gauche ignorant la société ukrainienne agressive et résistante. Elle rejette également certaines présentations positives mais essentialisées de l'Ukraine résistante occultant les clivages et contradictions (de classe, genre, voire d'ethnicité) qui la traversent. Mais Daria Saburova nous dit aussi, après l'émotion de plusieurs rencontres et récits, se sentir «incapable de trouver les mots» – sauf de façon indirecte – «pour décrire la violence de l'occupation et de la guerre» (p. 33) – des documentaires ou la poésie peuvent mieux l'exprimer, ajoute-t-elle. Mais c'est avec une impressionnante richesse et sensibilité «politique» au sens le plus complexe qu'elle nous fait découvrir des vécus, des perceptions du passé et des comportements populaires qui résistent aux normes (néolibérales ou linguistiques) que voudraient imposer les dominants – d'où qu'ils viennent. Le point de vue genré et de classe se combine à une approche contextualisée qui rejette les stéréotypes et visions



1. catherine Samary est membre de l'ENSU-RESU.

2. Éditions Le Croquant, 2024.

linéaires de l'histoire. C'est un ouvrage précieux qui aide à voir l'inattendu et à penser.

Daria Saburova veut ancrer son étude à partir du point de vue des travailleuses bénévoles interrogées. Elle en révèle l'ambivalence entre «résistance populaire» (pour aider les hommes au front) et «travail gratuit» de femmes des classes populaires. L'analyse souligne sur ce plan les transformations produites par la guerre au cœur des mécanismes de la «reproduction sociale», quand l'invisibilité de l'espace privé des tâches habituellement «domestiques» des femmes devient «socialisation» via les solidarités auto-organisées par en bas, vers les combattants. Mais Daria poursuit l'analyse dudit «travail bénévole» incorporant une hétérogénéité et des hiérarchies sociales insérées dans un système: les grandes organisations humanitaires captent des ressources spécifiques et rémunèrent, quant à elles, leurs «bénévoles» des classes moyennes – femmes et hommes occupant des fonctions spécifiques de responsabilité.

C'est ce que le deuxième chapitre explore. Daria Saburova y souligne comment, après des décennies de démantèlement de l'État social, s'insèrent les «lois du marché humanitaire global» (et de ses grandes ONG) qui affectent leurs règles et sous-traitance, en bout de chaîne, sur le terrain, vers le travail bénévole et gratuit des femmes populaires. Ce faisant, l'analyse et le concept contradictoire de «travail de résistance» éclaire à la fois les «capacités d'auto-organisation des classes populaires» dans les espaces de carence de l'État social – et l'aggravation de l'exploitation que cela couvre, au sein de la reproduction sociale genrée.

Le troisième chapitre de l'ouvrage fournit alors des éclairages historiques sur les restructurations économiques et les luttes politiques sous-jacentes à ces mécanismes affectant l'Ukraine, «de l'indépendance

à la guerre». Daria Saburova explicite ici la problématique et la périodisation proposées par Denys Gorbach analysant les tensions entre «deux modèles de capitalisme» – le «capitalisme paternaliste» porté par les «forces pro-russes» (prédominant à Kryvih Rih) et le capitalisme néolibéral «porté par les élites national-libérales pro-occidentales». L'enquête et les commentaires de Daria Saburova soulignent les vécus spécifiques (dans la région de Kryvih Rih) des grandes crises et bifurcations de l'histoire de l'Ukraine indépendante – de 1991 à la «révolution de Maïdan»; le basculement de l'annexion de la Crimée et de la guerre hybride dans le Donbass de 2014 à 2022, puis l'invasion. Daria Saburova fait apparaître ce passé présent d'où émergent des identités différenciées, bousculées et revisitées par la guerre.

L'ouvrage se termine sur «le nouvel ordre symbolique» produit par les interactions de transformations profondes à diverses échelles spatiales et sociales. Comment la guerre – et les injonctions opposées d'appartenance ethnique et linguistique – transforme-t-elle les comportements et choix des couches populaires étudiées dans cette région massivement «russophone»? Et que veut dire – et «faire dire» selon certaines approches – un tel qualificatif? Daria Saburova revient à ce propos sur les stéréotypes ethnicisant la politique. Et elle nous fait à nouveau découvrir les comportements et choix ambivalents populaires résistant sur plusieurs fronts dans cette région qui fut massivement «anti-Maïdan». Ces ambivalences se condensent dans la pratique linguistique du (voire des) sourjyk – mêlant le russe et l'ukrainien. Comment l'invasion russe impacte-t-elle les rapports à la langue – russe et ukrainienne? «La situation linguistique en Ukraine, nous dit Daria Saburova, n'est aujourd'hui réductible ni aux processus de «décolonisation» revendiquée par les élites

ukrainiennes, ni à «l'oppression des russophones» brandie par la classe dominante russe pour justifier sa guerre d'agression».

Ce refus des présentations binaires simplistes est profondément à l'œuvre dans l'ensemble de l'ouvrage, et au cœur du concept du «travail de résistance» qu'Étienne Balibar explore dans sa préface. Face aux discours normatifs, Daria analyse à quel point les mots eux-mêmes – comme «bénévolat» – sont ambivalents et bousculés par la guerre, recouvrant aussi des réalités sociales différenciées. Les nouveaux mots associés à la guerre font ainsi passer du «bénévolat» au «*volonterstvo*» notion plus englobante qui devient, nous dit Daria Saburova, «l'un des principaux régimes de mobilisation du travail en temps de guerre dans toutes les couches de la population». Mais le concept de «travail de résistance» qu'invente Daria lui permet aussi – au-delà des dimensions féministes et de classe – d'établir un lien entre enjeux humanitaires et enjeux politiques, associés à la guerre. Il s'agit d'un de ces multiples terrains où «l'issue de la guerre déterminera les possibilités de reconfiguration des rapports de force» – une des questions ouvertes par cet émouvant et passionnant ouvrage. Il faut, tout simplement, le lire.

Pour les anglophones

Denys Gorbach, *The Making and Unmaking of the Ukrainian Working Class: Everyday Politics and Moral Economy in a Post-Soviet City*, Berghahn Books.

Espérons une version populaire en français de cette approche complexe des «régimes» ou logiques socio-économiques et politiques contradictoires qui interagissent au sein de la «cité» minière de Kryvih Rih. Denys Gorbach y interroge les transformations et comportements de la classe ouvrière «post-soviétique» et d'une nouvelle «politique économique» composite.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».